

Monde

15, rue Falgulère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

MERCREDI 31 JUILLET 1991

FORDATEUR : HUBERT BEUVE MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Sanctions à Pretoria

QUARANTE-HUITIEME ANNÉE - Nº 14464

Darak

le chef

Paris, a

roche ince sur

3 accusé

essus de nference

n-Esi.

rarnt de

r minis

Shamu, ad you-iations

idents

i filtita

č-Darde

iense 2

nt regi

a

The second of th

membra in the control of the control

enis sur quaire

Orderst Die Paff S

. . .

IPTIONS

9 M. L

l'Al vaincu les rouges et, misintement, je réjoins les verts s' Le général Magnus Malan e sinsi dissimulé, derrière un trait d'humour, lundi 29 juillet, se déception d'evnir été rétrogradé du poste de ministre sud-africain de la défense à celui de ministre du logement et des eaux et forêts. Au tableau de chassa du président De Klerk rigure l'eutre «faucon» du gou-vernement, M. Adriaan Vlok, qui abandonne le portefeuille de la loi et de l'ardre pour celui, moins en vue, du budget et des pri-

Il aura donc fallu qu'éclate eu grand jour le scandale de l' « inkathegete s — le snutien financier accordé par le gouvernement eu parti à daminente zoulnue de M. Mangosuthu Buthelezi - pour que les mouvemente d'appoeltian naire, le Congrès national africain (ANC) en tête, abtlennent, enfin, le mise sur la touche de ceux qui, depuis des ennées, leur mensient la vie dure aux com-mendes de l'ermée et de le

TROP de menenngee, trap de non-dits ant canduit Pretoris à lâcher du lest, confirmant les soupçons et les accusatione d'une opposition noire qui se sent, eujourd'hui, revigo-rée. En visite eu Mexique, M. Nelson Mandela, le président de l'ANC, ne vient-Il pas d'affirmer qu'en raison da sa « duplicités dans l'affaire de l'Inkatha le gouvernement de M. De Klerk n'était plus qualiflé pour conduire le pays vers la démo-

Ce scandele, dévollé par la presse, éclate au plus mauvals moment pour M. De Klerk, dont certaine - à droite comme à gauche - n'hécitent pas à demander la démission et dont ses compatriotes attendent, sur le sujet, des explications cleires, L'affaire risque de compliquer les menœuvree préparatoiree à la réunion d'une conférence constitutionnelle qui eure pour táche d'imaginer les structures de la « nouvelle Afrique du Suds, libé-rée de l'apartheid.

E temps paraît déjà lointein Loù MM. De Klerk et Mandela faisaient assaut d'emabilités. Mais deux knmmes saula peuvent-ils construire un nouvel evenir pour l'Afrique du Sud? C'était un peu téméraire de le ponser. Le chef de l'Etat n'est-il pas prisonnier d'une partie de la communauté bisnche, qui e'est engagée à reculons sur le chemin des réformes et qui, pour eurvivre, e tnujnurs esseyé de

M. Mandela, qui prêche é tra-vers le monde – sujourd'hul, en Amérique letine - le maintien des sanctions économiques contre Pretnris esne être bien entendu, n'est pas, lui non plus, tout é fait libre de ses mouve-ments. Le précident de l'ANC dnit celmer l'impetience des militents les plus jeunes, qui rêvent d'en décaudre evec la pouvoir blenc. Aussi n'a-t-il pas renoncé à exiger le formstinn d'un gouvernement Intérimeire et le réunion d'une Assemblée constituante. Il e même évoqué un possible « retour à la lutte armée » si le chef de l'État « ne répond pas à [notre] attentes.

Cette crise de confiance n'est peut-être pse eussi profonde qu'il paraît, chaque partie cher-chant, en début de négociation, à faire de la surenchère et à compor our des positinns de force. Il n'en demeure pas moins que le « mise au vert » du géné-ral Melan et de M. Vlok sonne comme une victoire pour l'ANC, qui ne l'attendait pas si tôt.

Lire page 3 l'erticle de FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le début des entretiens de Moscou

MM. Bush et Gorbatchev ont ouvert sous le signe de la coopération, mardi 30 juillet à Moscou, le premier sommet de l'eprès-guerre froide. «Le président Gorbatchev et moi espérons forger des relations fondées non sur la confrontation militaire mais sur la coopération économique et en matière de sécurité», a déclaré M. Bush. M. Gorbatchev a estimé que le traité START qui sera signé mercredi marqueit «l'intéversibilité des changements fondamentaux ».

Un sommet, des rencontres...

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

A priori on ne s'attendait pas à de grands bouleversements pour ce nouveau sommet soviéto-américain des 30 et 31 juillet à Moscou qui doit s'echever svec le signature de l'accord historique de réduction des ermes nuciéaires stratégiques (START), en négocia-tion depuis fère Brejney. Pour-tent, ce premier sommet de l'après-guerre froide ne devait ressembler en rien aux précédents, puisqu'il s'agit pour le président américain d'effectuer, à cette occa-sion, un périlleux exercice d'équilibrisme exploratoire face à unc Union soviétique en constante mutation. M. Bush doit, en effet, s'entretenir, en différents endroits du pays, avec plusieurs présidents, qui ont des opinions totalement différentes sur les principeux criets de discretion. Meleci ces sujets de discussion. Malené ces commant, c'est qu'il s'agina d'un véritable sommet Bush-Gorbst-

Le porte-parole de la présidence soviétique, M. Vitali Ignatenko, a néanmoins créé la surprise, luodi 29 juillet, en annonçant que le président de la Russie, M. Boris Eltsine, et celui du Kazakhstan, M. Noursultan Nazarbaiev, figureraient parmi les membres de la délégatinn nfficielle soviétique. Cette délégation ne devait toute-fois pas jouer un grand rôle : les « négociations » élargies, à la suite du premier tête-à-tête Bush-Gorbatchev, suxquelles elle devait pertieiper merdi metin, ne devaient durer qu'une demi-heure,

avant le déjeuner de travail réunissant l'ensemble des participants. Mais M. Gorbatchev a tenu à faire participer les présidents de deux des principales Républiques soviétiques, pour témoigner de la réelité de l'accord passé le 23 svril avec nenf des quinze

Républiques de l'URSS qui doit

aboutir à la signature d'un traité

tre s, M. Albert Zafy.

de l'Union.

MM. Bush et Gorbatchev Le fondateur de la BCCI célèbrent la «coopération» est inculpé aux Etats-Unis

Le scandale de la banque internationale

La Haute Cour de Londres devait se prononcer, mardi 30 juillet, sur la liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), au centre d'une gigantesque fraude bancaire. La veille, aux Etats-Unis, les autorités judiciaires avaient inculpé deux des anciens responsables de la banque, dont son fondateur, de fraude, de vol et de blanchiment d'ergent de la drogue. Les eutorités monétaires ont condamné la BCCI à une amende de 200 millions de dollars.

L'écheveau américain

NEW-YORK

de notre correspondant

« En présence de nos parents, M. et M= Samuel Edword Erickson et M. et M= Joseph Edward Musella, vous ètes invité à être des nôtres le dimanche 9 octobre 1988 sur la pelouse du Golf Club de Tarpon Springs, Floride, pour célébrer le début de SOPHIE SHIHAB

Kathleen C. Erikson et Robert

Lire is saite page 4

L. Musella. Munis du précieux

ALLÔ!

à L'APPAREIL!

MADAGASCAR

RATSIRAKA

mais trop tard - que la « noce » était une souricière. Faux fiencés, Kethleen et Robert étaient de vrais inspecteurs des douanes américaines, infiltrés depuis plus de deux ans deos le certel enlambien de Medellin. Feux invités, les convives étaient en revanche de véritables troands en col blanc. Parmi eux figuraient des « pas-seurs », des petits bonnets de la drogue, mais aussi plusieurs diri-geants de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). Instellés eux Etats-Unis, à Panama - où était initialement «lavé» l'argent sale avant d'être transféré en Floride, au siège de la BCCI à Miami - ou en France. Permi cnx M. Isn Howard, le directeur de la succursale parisienne de cette banment, a l'issue d'un « guilty plea », unc transaction conclue svce les autorités judicioires

carton d'invitation, les nombreux

invités des jennes époux ont

célébré ce jour-là, à proximité de la ville de Tampa, le mariage de leurs nouveaux amis. En tnute

innocence. Mais, dans la soirée,

troquant bien malgré eux leur

coupe de champagne contre une paire de menottes, quatre-vingt-cinq personnes étaient interpel-lées. Neuf d'entre elles, finale-

ment retenues pour un long interrogatoire, avaient compris -

SERGE MARTI Lire la suite et nos informations, page 15

américaioes, la BCCI plaide cou-pable en janvier 1990 de blan-chiment d'argent de la drogue.

La réforme hospitalière nartiellement annulée

Le Conseil constitutionnel s jugé « contraire eu principe d'égalité » l'article 8 de la loi sur la réforme hospitalière, prévoyant que les chefs de service seraient nommés par le minietre de la santé et les chefe de département par la conseil d'administration de l'établissement hospitalier. Le Conseil svait été saisi par des sénateurs de l'opposition, qui avaient repris les arguments de nombreux «patrons» des hôpitaux.

Lire page 8 l'article de FRANCK NOUCHI

Le SME contre la France

Le systàme manéteire eurnpéen e-t-il streint ses limites ? La France, paye désnrmeie vertueux en metière d'infletinn, ee vnit en tout cas bien mal récompeneée. Le fonctionnement du SME oblige l'économie frençeise à supporter des taux d'intérêt record, Franc-fort fait ainsi supporter par Paris une part importante du coût de la réunification. Au prix d'un chômage accru de ce côté du Rhin.

Lire page 14 l'article de FRANÇOIS RENARD

La liquidation de Sud-Marine

Le décision du tribunal de enmmerce de Mereeille de mettre en liquidation le chen-tier naval de Sud-Marine e provoqué la colère des salariés des elnq sociétés du groupe, qui ont décidé en essemblée générale d'occu-per «jour et nuit» le site de Sud-Marine, à Moureplene. Après la longue agonle de la Normed, la fin de Sud-Merine est un nouveeu coup pour l'activité de la région et pour les nombreux sous-trai-

Lire page 14 les articles de FRANÇOIS GROSRICHARD et de GUY PORTE



Dossier : le Golfe un an après

Lire page 22 l'article de JEAN HÉLÈNE

L'opposition malgache e rejeté, lundi 29 juillet, les conces-

sions faites la veille par le président Didier Retsiraks, qui evait

fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire

enlevés au cours des demisrs jours, dont le « premier minis-

La survie politique du président irakien n'en finit pas d'embarrasser M. George Bush

par Jean-Pierre Langellier

«La main que tu ne peux couper, embrasse-la», conseille on praverbe arabe. Meis il errive qu'on ne puisse faire usage ni du glaive ni du baiser. Tel est le dilemme de George Bush face à Saddam Hussein, un eo eprès l'invasion du Koweit. Comment éliminer un dictateur hors d'atteinte? Comment le briser sans lui faire uoe oouvelle guerre? Comment continuer de le châtier sans aggraver les souffrances de snn peuple? Bref, comment evivre evec Saddam»?

Il est rare que les géoéraux vaincus perpétnent leur règne. Saddam Hussein fait exception. Rescapé de deux guerres et de mille enmplots, il svait « pro-grammé» sa défeite militaire, tenant d'avance sa survie person-nelle pour une victoire politique. L'épreuve ne paraît guère l'evoir transformé, encore moins assagi. Le contrition n'étant pes snn genre, se méseventure kowei-tienne ne lui e inspiré eucun mot

de regret.

Les chantres officiels le comparent de nouveau au «soleil et à la lune », à « l'eau des deux fleuves » (le Tigre et l'Euphrate). A en juger par ses plus récentes diatribes, sa mnrgue est indemne. Le 17 juillet - fête nationale -Saddam Hussein fustigeait, pour

la énième fois, l'a Amérique crimi- naguère s'econmunda du parti sioniste». Et la télévision diffusait une a danse de la jubilation ». Les Irakiens auraient sans doute préféré qu'nn s'intéressat un peu plus à leurs difficultés quotidiennes. Exténués, démoralisés, certains - maigré la peur - osent l'irrévérence envers le dictateur, mais leur eudace n's sucun effet politique immédiat. La bourgeoi-

sic sunoite de Bagdad, qui

nelle » ou service du « complot Beas, sons forcément l'aimer, tient rancune à son chef d'svoir ruiné le rêve de prospérité d'un pays riche de pétrole et de son « croissant fertile ».

Lire la suite page 6 ainsi que, pages 6 ct 7, les articles de FRANÇOISE CHIPAUX, JEAN GUEYRAS, JACQUES ISNARD, SERGE MARTI ct VERONIQUE MAURUS Lire sussi nos informations page 22

La CEE et la crise yougoslave

Les Douze proposent d'élargir à la Croatie la mission des

II. - Gênes, ville cruelle Colomb va-t-il sauver sa ville natale? Fâchée avec son port, Gânes utilise le souvenir du navigateur pour renaître. Gânes où

Lire page 2 le deuxième volet du fauilleton d'EDWY PLENEL

SCHENCES • MÉDECINE

Les traitements incertains du elda.

Le planète des songes. ■ Un bassin d'essai à La Seyne.

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ETRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marco, 8 DH; Turisis, 750 m.; Alemegne, 2,50 DM; Audriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Casada, 2,25 S CAN; Amilias-Réumon, 3 F; Côta-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemerk, 14 KRD; Espagne, 130 PTA, G.B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 E; Irade, 2 200 L; Lanembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Sas, 2,75 FL; Porsugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Sobde, 15 KRS; Sulsse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (

足趾畸 訊 西路地区

Voyage avec Colomb



Christophe Colomb montre à ses marins la première terre découverte dans l'archipel des Bahamas, l'île Guanahani. (Peinture du XVIII siècle. Monastère de la Rabida, Espagna.)

bectares, le chantier est à l'emplacement même du vieux port. Le port moderne ira s'étendre plus loin sur la côte, libérant la ville. Et, dans moins d'un an, le voyageur pourra enfin dévaler les ruelles somhres, se promener sur les quais et aspirer l'air

COLOMB réussira-t-il à tirer Gênes de sa turpeur? Les ufficiels unt juli-ment désigné l'adversaire de leur pari : e cultura della lamentazione », un mélange de conservatisme et d'individualisme. C'est un vieil béritage, la ligne de partage entre Venise et Gênes. Deux républiques riches et dominatrices, ayant étendn leur pouvoir un peu partout en Méditerranée. L'une, Venise, garde jalousement son indépendance jusqu'aux guerres napoléoniennes parce que la cité des doges avait appris à résister aux querelles de familles. L'autre, Gênes, la perd faute d'unité, s'égarant d'une alliance faute d'unité, s'égarant d'une alliance française à une protection espagnole an gré de luttes de pouvoir fratricides. L'individualisme, pèché mortel du capitalisme? Chacun pour soi et la banque pour tous... L'un des auteurs du livre collectif édité par la municipalité pour 1992 s'inquiète: « Cet étai d'esprit, qui vient aussi d'un excès d'orgueil, fut la faiblesse de Gênes. Les faiblesses du Gênes moderne ne reposent-elles pas sur cette incapacité à trouver des solutions communes? »

«Le jeu de massacre, c'est le sport pré-fèré de cette ville.» Jonrnaliste à la Stampa, Paolo Lingua est impitnyable avec la ville qu'il aime, non sans excuses : « Dans un pays dont l'unification n'est que centenaire, nous n'avons pas encore le sen-timent d'appartenance. Le cosmopolitisme de l'argent est notre seul dénominateur commun. » A l'en croire, les festivités colombiennes ne seraient qu'une affaire

ne dort pas : le vieux Gênes est connu pour ses caves où a'entassent des immigrés, à vingt, vingt-cinq ou trente, pour 15 000 F par mois.

Genes, ville cruelle. Cruelle nvec ses chômeurs, ses dockers, ses immigrés, ses politiques, avec elle-même, avec ses ennemis. C'est la seule eité d'Italie - du munde? - où l'on peut croiser un « munnment d'infamie », une simple colonne cachée dans un recoin au pied de laquelle est enterrée la tête d'un traître passé au service de Venise. Venise, éter-nelle rivale. Un jour de 1298, une grande fête avait salué le déflié dans les rues du vienz port de 7 400 prisonniers vénitiens, enchaînés, vaincus d'une terrible bataille navale sur la côte dalmate. Parmi eux, un marchand encore inconnu qui, dans sa prison génoise, rencontra un Pisan, écri-vain de profession, en français de préférence, alors langue de cour. De leur collaboration naquit le récit romance des fabuleux voyages de ce marchand de Venise, admirablement titré Devisement du monde, révélation des « grandissimes merveilles et diversités de la Grande Arménie, et de la Perse, et des Tartares, et de l'Inde ». Voici sans doute le secret d'enfance : une lecture, un conte sans pareil, ce Livre des mervellles de Marco Polo dont Colomb adulte tentera de recréer mot à mot l'illusion magique.

A mer, enfin! Gênes n'en finissait pas de nous ramener à terre, retardant le départ. Pour se libérer de cette torpeur envahissante, on avait vagabondé dans la vieille ville à la recherche d'un port chimérique, côtoyant les travestis dont elle s'est fait une spécialité depuis l'aprèsguerre, sagement assis sous de petites lanternes rouges à l'entrée de leurs chambres de jennes filles. Comme un souvenir de marins en bordée, on avait ensuite écouté Genova per noi, cette chanson rauque où Paolo Conte se demande si Gênes ne va pas l'engloutir. Puis nn avait quand même trouvé un vrai marin, Giulio Frezza, que sa dernière équipée avait mené à Akaba, en pleine guerre du Golfe, et qui, autour de rougets tout juste pêchés, évoquait son ancienne vie de plongeur sur des plates-formes pétro-lières, quatre mois sans alcool ni femmes, des colosses texans bagarreurs, le conteau imparient et facile. It en avait fini par partir, direction Savone, en saluant le monument offert en 1862 par sa patrie à Colomb, exilé face à la gare ferroviaire, où l'Amérique est une femme assise aux pieds de l'Amiral.

La mer, à perte de vue. Petite et allongée, la maison s'avance sur un promontoire rocheux telle la proue d'un navire. Seule, isolée. Au loin, en bas, Savone et son port ; à droite, Noli et sa plage. De l'espace, de l'air. Trois vieux silencieux. un chien criard, on ne visite pas. C'est ici, au lieudit Valcada, à une quarantaine de kilomètres de Gênes, qu'en 1474 s'installa Domenico Colombo, après avoir quitté quatre ans plus tôt la « Superbe » pour Savone. Les trois fils, Cristoforo, Bartolomeo et Diego, suivirent le mouvement Toujours tisserand, Domenieo tenait aussi une taverne, où il vendait du vin et des fromages. Pourquoi ce changement, ce repli, cette maison à l'écart?

L A politique, sans doute. Domenico était à Gênes un activiste, un partisan des Fregoso, impliqué dans les troubles et les émeutes qui faisaient et défaisaient la République, et surtout lié aux Fieschi, scigneurs campagnards, maîtres de terres et de fiefs, opposés à l'aristocratie marchande. Les Colomb fuyaient-ils quelque intrigue, complot raté, conjura-tion avortée? On ne sait. En tout cas, Savone ce n'est déjà plus Gênes, comme se plaît à le rappeler son maire, Armando Magliotto : « Gênes, ce n'est pas in Ligurie. Elle n'a jamais reussi à imposer son hégémonie sur la région. Pas plus hier qu'aujourd'hui. » Savone garde en mémoire de manyais souvenirs : au XVI siècle, les Génois ont ensablé son port et rasé sa vieille ville pour y construire une forteresse

Savone cultive sa différence, préférant, pour le cinquième centenaire, « regarder de l'autre côté, vers la Caraïbe et l'Amérique latine, car c'est le moment de payer ses dettes». La municipalité a done offert un générateur à une petite île sans électricité de Saint-Domingue, baptisée «Savona» par Colomb en l'honneur de la fiancée savonaise d'un de ses matelots. C'est de Savone qu'eurent lieu ses premiers grands départs, nutamment pour Chios, cette lie de la mer Egée on il approcha enfin l'Orient revé. Puis, un jour de 1476, à Noli, à dix kilomètres de Savone, il s'embarqua à vingt-cinq ans sur le Bechalla, un navire qui faisait route vers Londres et la Flandre. Un voyage qui faillit être le dernier...

Prochain article :

Un rêve sauvé du naufrage

Retrouvez les épisodes de « Voyage c Colomb » sur France-Cui lundi an samedi, à 18 h 15

2. Gênes, ville cruelle

par Edwy Plenel

ENES. - En cherebant la mer, on trouve nne antoroute. Une voie express qui longe la ville, la coupe de soo littoral, l'enferme et la mutile. Un flot de voitures suspendues qui barre en leur milieu les demeures ornées de tours de ce qui fut un quai. Un déversoir de gaz carbonique à hauteur des trompe-l'œil de la Banque de Saint-Georges, dont le splendide palais semble prisonnier de cette rampe de métal. La méprise est totale. Suivre Colomb, c'était évidemment partir d'un port, le prendre en filature dans une foule de marins, le repérer de bassin de radoub en dock de carénage. Gênes en a décidé autrement.

C'est une ville fâchée avec son port. Une cité brouillée avec sa raison d'être. «On ne peut pas tomber plus bas», dit Carlo Repettl. An plafond du bureau, une ancienne chambre de palazzo, un barbu ventru et une femme nue dispersent généreusement une pluie dorée. Fertilité et richesse. Sous le regard de Repetti, c'est un souvenir ou une promesse. Il est assesseur à la culture de la municipalité, médeein d'une ville malade. « Le vieux port était dans la ville, le port moderne en n été séparé. Entre les usines, les entrepôts, la barrière douanière, dix kilomètres de littoral sont inaccessibles. Deux mondes. Les vrais patrons du port, c'étaient les dockers, une corporation protégée, sous le fascisme comme après. La droite a voulu reconaul. rir cette partle de la ville. Cette lutte a mis le port à genoux. Aujourd'hui, nous sommes devancés par Trieste et Marseille, même Savone nous pique des marchés. Gènes avait un trésor, un port parfait, un accès direct au cœur de l'Europe. Prisonnière de son histoire, elle n'a pas su

Gênes n'était pas seulement le premier port d'Italie, mais aussi la première ville sidérurgique, le premier chantier naval. Trois activités sinistrées en dix ans. De 9 000 bier, les dockers sont aujourd'hui 2 000, et les macbines à calculer des experts fixent le «chiffre idéal» à 800. Le chômage frôle déjà les 10 % de la popula-tion active. Sixième ville d'Italie en 1968 avec 850 000 habitants, Gênes en a perdu depuis 150 000. La «Superbe», l'égale et la rivale de Venise, ce ne serait donc plus que cela : une énième image de la crise, avee son lot de déebirures et de détresses? Pourtant Gênes est tonjours la deuxième ville d'Italie pour l'importance des dépôts bancaires. Elle est riche mais d'une ricbesse dormante, cachée, enfouie. D'une richesse sans risques, héritage d'aventures oubliées, dividendes de la découverte américaine.

«TROP de faveur tue, » Entre passé et présent, le sort de Gênes évoque ce titre de l'une des Chroniques italiennes de Stendbal. La ville de Colomb était à l'avant-poste, frayant la vnie. « Gênes a toujours été, et à la mesure de tous les 1emps, la ville capitaliste par excellence. » Le jugement est de Fernand Braudel, charmé par cette cité étrange et paradoxale, défavorisée et fragile, ceinte d'un rideau de montagnes stériles, dont la puissance s'est imposée « autour d'un point presque immatériel », une « poignée de banquiers-financiers » qui la portèrent aux sommets de la vie mondiale des affaires. Genes fut le laboratoire du capi-

talisme, où se dessinèrent les lignes de force et l'ambition planétaire de cette économie-monde qui, sous nos yeux, de Berlin à Moscou, achève son expansion. Braudel encore : « Monstre d'intelligence, de dureté à l'occasion, Gênes n'est-elle pas condamnée à s'approprier le monde, ou à ne pas être?»

ANS le tournant majeur que négocie l'économie occidentale autour de 1450, de l'Orient vers l'Occident, de la Méditerranée vers l'Atlantique, Gênes donne la cadence. L'un de ses historiens, Jacques Heers, a souligné sa vitalité démographique - 100 000 habitants, sans doute la plus forte densité d'Europe, « des maisons dressées très haut, des rues presque impraticables, un entassement excep-tionnel». Il a aussi minuticosement décrit cette institution révolutionnaire inventée au début du XVe siècle par l'aristocratie urbaine et marchande, créancière de la commune: la Casa di San Giorgio. A la fois banque privée, administration publique et cour des comptes municipale, Saint-Georges contrôlera la dette publique et le monopole du sel, les gabelles et les colonies, les navires et les prêts, un pouvoir tout à la fois monétaire, fiscal, politique et économique. Et e'est ainsi qu'après Colomb, dans une discrétion roverbiale, Gênes deviendra l'arbitre de la fortune de l'Europe, le financier de

l'Espagne et la banque de l'Amérique. Autour du navigateur, bistoire collec tive et aventure individuelle fusionnent dans un prodigieux passage de témnin. On comprend que la Gênes de maintenant ait du mal à s'en remettre, repliée sur le souvenir de sa splendeur. L'argent est encore là, mais comme minéralisé, érodé par les siècles. Seuls les cimetières étalent une opulence qu'en ville les persiennes dissimulent. « L'or naît aux Indes, meurt en Espagne, est enterré à Gênes», a écrit un poète pour décrire le fruit du rève, le siècle d'après Colomb. Columb qui, justement, reprend du service pour

réconcilier sa ville avec elle-mêm « Le cinquième centenaire, explique Carlo Repetti, c'est une occasion. Une occasion pour renaître, pour reconquerir la mer, pour ouvrir une porte sur la port. » Le bon usage génois de Colomb est d'en faire un cheval de Troie postindustriel, fourrier d'un retour futuriste aux prigines, sous le label « Colombo '92 ». En brandissant les origines génoises du navigateur, Gênes a obtenn du Comité international des expositions de pouvoir réaliser, en 1992, une «exposition internationale spécialisée » la même année que l'Exposition universelle de Séville alors qu'en règle générale les de Gloire génoise et trictgrant génoise » la plus grande indifférence de l'Italie! «universelles» ne souffrent pas de

eénoise - «Le navire et la mer» importe pen, l'essentiel est ailleurs. Gênes, demain, sera ce qu'en fera l'un de ses fils, cosmopolite, voyageur et parfois même marin. Ces jours-ci, il est au Japon, en train de façonner l'aéroport d'Osaka. Renzo Piano, l'architecte de Beaubourg à Paris et du Musée de Menil à Houston, a reçu ce cadeau d'enfant prodige : un port à remodeler, une mer à retronver. Le Renzo Piano Building Workshop, où se côtoient dix-neuf nationalités, est le laboratoire du rêve génois. Concentré sur cinq. affaire génoise, strictement génoise. »

Directrice de l'Institut d'études médiépas loin d'acquiescer. Elle jauge d'un œil critique cette « rhétorique du port », cet intaginaire portuaire qui voudrait secouer les pesanteurs d'une ville passée de l'aventure à la finance, du risque à l'épargne, de l'onverture an repli. « C'est une ville fermée, difficile à entendre. » Detrière Colombo 92 se profilent « une ville tertiaire, un port touristique, une spéculation d'élite ». D'importantes compa-guies milanaises ont acheté des immeu-bles entiers dans la vieille ville. Les appartements restent vides, mais l'argent



Vagabondage dans le vieux Ganes à la recherche

ou enlasseni des impi

A residence on treate bot met

Managrés, ses immigrés, ses

I on peut croiser un

... de Venise, Venise, eter-

- Privonniers vénitiens. ine temble bataille

Parmi cux, un

e feelt romanée des

: Lariares, et de

t min le secret d'en-

d: Marco Polo

en finissan pe

un con chi-

Talls Papers

ander ba

er i mane écom

C-5 ne 12

- . Gradio

.;: : : : : : : 21.5W

- Golfe

- :- : OE: Justa of a trade lie de

31.306

.... 1.77211201

11.12 Inc. ⊬ De

127

- NEL

... no de

- - cour

34 1010

. - . :BcR.

400 (1964)

n d

1. 32.00

2 = :0100

j:121-103

121013-

- Jo

. . . 15°)

n.L

- 1.132

7 1000-

, Th

retardani k

ionte sans pareil

de recreer

aconnu qui, dans sa

rançais de préfé

the amie wine simple

dar, so recoin au pied de

La présidence fédérale se réunit à Belgrade

Le chef de l'Etat yougoslave, la Croate Stipe Mesic, a convoqué la présidence fédérale pour merdi metin 30 juillat à Belgrade. Cette réunion élargie, à lequelle devaient essister les présidents des six Républiques yougoslaves, la premier ministre fédéral et les miniatres de le défense, de l'intérieur et des effaires étrangères, se teneit elors que la crise e'est aggravée ces demiers jours.

Selon des bilans, non officiels, entre trente et cent quatre-viogts personnes auraient été tuées lors des récents affrontements serbocroates, dans la Banija, en Croatie (le Monde du 30 juillet).

Cette region, habitée par une forte minorité serbe, au sod de Zagreb, la espitale eronte, à la frontière avec la Bosnie-Herzégo-vine, est le théâtre de violeots affrontements eotre Serbes et Croates, C'est l'un des deroiers fronts ouverts, ees dernières semaines, dans les zones à forte minorité serbe de Croatle. De nombreux habitaots eroates des villages où se sont déroulés les combats ont déjà pris le chemio de l'exil.

D'aotres affrontements se dérou-lent sporadiquement, mais de manière tout aussi sanglante, en Slavonie, à l'est de la Croatie.

Une Intte «sans merci»

Le président du Parlement croate, M. Zarko Domljan, a affirmé poor sa part, luodi à Zagreb, que la Croatie continuerait

and a 1771 par as paraul

pour l'indépendooce. « Il semble maintenant que la Croatie soit en train de perdre la guerre, mais la guerre vient de commencer. (...) Il s'agit d'une chonce historique de réaliser ce que le peuple croate o toujours voulu, une Croatie libre et souveraine. La Croatle et son gouvernement n'en dévieront jamois et ne renonceront jamais à cet objec-tif, quel que soit le nombre des victimes et le coût », a-t-il ajouté.

D'autre part, l'armée fédérale a commencé, lundi, le retrait d'une partie de ses forces de Slovénie, l'autre République sécessioniste. Un convoi de viogt-sept chars et de dix-sept blindés de transport de troupes a été chargé sur des trains à Logatec, à l'ouest de la capitale,

L'armée fédérale et les forces territoriales slovènes oot également échangé du matériel pris lors des affrontements du début du mois. -(AFP, Reuter, AP.)

Le gouvernement yougoslave demande au Club de Paris le rééchelonnement de sa dette extérieure

Le gouvernement yougoslave va demander le rééchelonnement de sa dette au Club de Paris (qui regroupe les eréditeors officiels étrangers), a annoncé lundi 29 juillet M. Zarko Trbojevic, vice-president de la banque nationale yougoslave. Le montant total de la dette extérieure est estimé à 14,6 milliards de dollars (87,6 milliards de francs), dont la Yougosiavie devait rembourser cette année 1,3 milliard de dollars. Le gouver-

Réunie lundi 29 juillet à Bruxelles, les ministres das affaires étrengères de la Communauté européenne ont décidé d'envoyer à nouveau la troilea en Yougoslavie. Celle-ci doit proposer, à toutes les partias an conflit, l'extension à la Crostie de l'actuelle mission de contrôle de la CEE, chargée de veiller au respect du cessez-le-feu en Slo-BRUXELLES

(Communautée européennes)

de notre correspondent

La trolles ministérielle européenne (composée des ministres des affaires étrangères néerlandais, luxembourgeois et portugais) se rendra, ven-dredi 2 août, pour la quatrième fois eo Yougoslavie, afin d'essayer de consolider le cessez-le-feu et de déli-bérer avec les différentes parties

oement cherche aussi à rééchelon per les 4.6 milliards de dollars dus pour cette année à des banques commerciales occidentales.

En un an, les réserves en devises sont tombées de 10 milliards à 4,7 milliards de dollars. Seloo les statistiques des Nations unies, la production industrielle yougoslave-eura baissé de 25 % à la fin de 1991. Depuis le mois de mai, les trotka vérifiera également si elles croate. Une commission fédérale du acceptent de donner des garanties croate. Une commission fédérale du acceptent de donner des garanties concernant la sécurité des observateurs place à l'initiative de la présidence intérieur brut, ont baissé de 80 %.

mitéressées des modalités d'extension à la Croatie de la mission des obser-vateurs de la Commanté Ces der-niers sont actuellement une cinquan-taine, exerçant leur activité co taine, exerçant leur activité eo Slovénie. Leur nombre serant ponté à « 100. 150. 200 ou plus », pour reprendre la formule de M. Hans van den Brock, le ministre néerlandais des affaires étrangères, qui préside les travaux des Douze. Ils seruent déployés dans les zones sensibles de Crontie, là où les Serbes sont oombreux et les accrochages fréquents (Slavooie, Krajina), leur mission consistant à superviser les interventions de patroniles mintes, composées de membres de l'armée fédérale et de la garde nationale croate.

Le projet de erèation de patrouilles mixtes, proposé par les Douze à l'initiative de M. van den Broek, a été approuvé par les personnaintes yougoslaves qui participaient à cette réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE: MM. Aote Markovie et Budimir Loncar, premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement yougoslave, MM. Vasil Tupur-hovski et Bogie Bogisevic, les membres macédonien et bosniaque de la présidence collégiale.

a La priorité numéro un, c'est la possibilité de consolider le cesses-le-feu; si l'on ne met pas fin aux hostilités et à la violence, cela ne sert pas à grant-chois de discuter de l'avenir du pays», e souligné M. van den Brock. La trolla va donc vérifier sur place si toutes les parties en conflit, an-delà de celles qui étaient représentées à Bruxelles, se considèrent toujours teoues per les aecords conclus evec la CEE à Brioni, et sont prêtes à les faire respecter. La trolla vérifiera égalemeot si elles acceptent de donner des garanties

principe de patrouilles mixtes et le retour dans les casernes des forces armées qui n'y participeront pas.

Les Douze proposent d'étendre à la Croatie

la mission des observateurs de la CEE

armées qui n'y participeront pos.

«Nous avons besoin de l'apput de tout le monde, de l'ensemble du gouvernement youçostare, y compris du ministre de la défense, du gouvernement croate et du gouvernement serbe», a souligné M. van den Broeke. Les membres macédonien et boanisque de la présidence collégale ont esturbé qu'ils pouvaient se porter garants pour les Serbes mais, apparennent, les Douze préféreraient les voir s'engager de vive voix!

Les Européers entendent vérifier Les Européens entendent vérifier

che buropens entendent verifier que chacun, dans son camp, contrôle suffisamment la situation, ils ont le souci de ne pas exposer inutilement la vie de leurs observateurs Jon se souvient du sort tragique de ceux envoyés par la France à Beyrouth) et expliquent que pour vérifier le cessez-le-feu, il est obsessaire que pelujei soit effectivement imposé eclui-ci soit effectivement imposé par les autorités régionales et locales.

Pas de force d'interposition pour l'instant

La troïka devra débattre des conditions concrètes dans lesquelles la mission de sorveillence pourra la mission de sorveillenee pourra travailler (logistique, approvisionne-ment, liaison avec l'armée, avec la garde croate). Dans l'état actuel de la réflexion des Donze, les observa-teurs de la CEE ne seront pas armés, mais le débat sur l'opportu-nité de les doter d'une arme de poing (revolver) pour permettre un minimum de léguime défense sera repris. Il faudra, en outre, préciser si l'un des objectifs des patrouilles mittes sera de désarmer les milices d'activistes en Croatie, o'appartenant d'activistes en Croatie, o appartenant ni à l'armée fédérale ni à la garde croate. Une commission fédérale du cessez-le-feo devrait être mise en place à l'initiative de la présidence

eredi. Le corps des observateurs communautaires pourra comprendre des éléments entérieurs aux Douze, provenant d'aurres pays de la CSCE; on parle du Canada, de la Pologne, de la Suède, de la Tchécoslovaquie, Mais les quatre dirigeants yougoslaves présents à Brutelles ont insisté pour que ce soit la Communauté, et elle seule, qui continue à piloter et coordonner l'opération.

La majorité des participants a estimé prémature d'envisager à ce stade l'envoi d'une force curopéenne d'interposition; la Communauté d'interposition: la Communauté n'est guére préparée pour ce type d'intervention dont, du côté français, on n'exclut cependant pas l'éventra-lité. M. Ante Markovic, le premier ministre vougoslave, a souligné que n'e extres-le-leu ne signifie pas la paix ». Schon lui, la guerre civile pourra reprendre si les trois mois de répit qu'offrent les accords de Brioni ne sont pas mis à profit pour rétablir le fonctionnement normal du pays — empicher l'isolement de certaines régions, assurer la libre circulation des personnes et des biens lation des personnes et des biens-et pour relancer l'économie. « Il y o l,6 million de chômeurs, et ce chiffre pourrait bientôt doubler avec la menace d'explosion sociale que cela comporte», a-t-il insisté.

M. van den Broek a enfin indiqué M. van den Brock a enfin indique que la Communauté pourrait reprendre son aide économique, actuellement gelée, et même l'accroître si des signes tangibles de retour à la paix civile devenaient perceptibles. A première vue, la conférence sur l'avenir constitutionnel du pays, qui devrait s'ouvrir le le août, est ajourait s'ouvrir le le août, est ajourait s'ouvrir le le août, est ajourait mête de le le consent poère de née. Mais les Douze restent prèts à apporter leur soutien daos ce domaine qu'ils jugent primordial, m-delà des efforts de pacification actuelle. C'est en particulier le point de vue de la France.

PHILIPPE LEMAITRE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : une victoire pour M. Nelson Mandela

Deux ministres mêlés à l'«Inkathagate» perdent leur poste

Vingt-quatre heures avant de s'exprimer publiquement sur ce qu'il est maintanant convenu d'appeier i'« inkathagete e, le président Fredarik De Klerk e procédé, lundi soir 29 juillet, à un remaniement ministériel, qui se traduit par la «mise à l'om-bre» de M. Adrisan Vlok et du général Magnus Malan, respectivement ministre de la loi et de l'ordre et ministre de la défense.

> **JOHANNESBOURG** de notre correspondant

Le soutien financier apporté par le gouvernement à l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, a été fatal à deux ministres depuis longtemps dans le enllimateur des forces antiapartheid : M. Vlok et le général Malan perdent leur porteseuille. Ils ne quittent pas le gouvernement mais béritent de responsabilités subalternes. Le pre-

mier a la charge des prisons. Le second s'occupera des eaux et forêts. Ils sont rempiaces par MM. Herma-ous Kriel et Rolf Meyer, qui, précidemment, étaieot respectivement ministre du développement régional et ministre-adjoint en développe-

M. Kriel, cinquante ans, fidèle du Parti national (NP), fut un ardent défenseur des thèses de M. John Voister sur le développement séparé. Le nouveau ministre de la loi et de l'ordre croit fermement qu'il ne peut y evoir de solution viable pour l'Afrique du Sud sans reconnaissance explicite de groupes raciaux, spécifiquement représentés dans le système politique.

Quant à M. Meyer, il est, à qua-rante-quatre aux, une étoile filante do NP. Nommé ministre-adjoint de la loi et de l'ordre eo 1986, il occupa le même poste au dévelop-pement constitutionnel en 1988 et fut confirmé dans ses fonctions en 1989 et 1990. Il fit partie de la délégation gouvernementale qui rencon-tra le Coogrés oationel africain (ANC) pour la première fois, à

Groot Schuur, près du Cap, du 2 au par ses serviees au parti de conscient d'avoir été « dupé » depuis 4 mai 1990. Cap, du 2 au par ses serviees au parti de conscient d'avoir été « dupé » depuis sa sortie de prison, le président de

Deux ministres, MM. Gert Kotze et Piet Clase, ont, en outre, annonce leur «retralte» volontaire, pour des raisons personnelles, à partir do raisons personnelles, a partir do l'o octobre. M. Stoffel Van der Merwe, un proche du président De Klerk, abandonnera, lui, à compter du 30 août, son portefuille de l'éducation et de la formation pour se consacrer e à l'expansion du Partinationals. Poste créé, selon le chef de l'Etat, pour répondre à l'intérêt croissant suscité par l'ouverture du NP aux «non-Blancs».

> Un geste en direction de l'ANC

C'est done officiellement pour aremplacer les parianis» et « allèger la charge de travail » de certoins autres ministres que M. De Klerk a jugé bon de remanier son cabinet. Difficile, cependant, de ne pas voir, dans cette décision du chef de l'Etat, un geste en direction de l'ANC, à la veille des explications qu'il doit don-

Le scandale soulevé par les révé-lations du Weeldy Mail avait, para-doxalement, incité la classe politique au coosensus. C'est quasiment à l'unisson que - de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique - on réclamait des têtes. Le Parti conservateur voulait celles du président et de tous ses ministres. Le Congrès panafricaniste (PAC) et l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) aussi. L'ANC, moios vorace, n'exigeait « que » celles de MM. Vlok et Malan. Vieille revendication née avec l'explosion de violences, en sout 1990, entre membres de l'Inkatha et militants de l'ANC dans les ghettos noirs de la région de Johannesbourg, où l'on a relevé plus de deux mille morts en un an. A meiotes reprises, M. Nelson Mandein avait dénoncé les collusions entre les services de MM. Vlok et Malan et l'Inkatha, fournissant des informations qui, jusqu'à mainte-oent, n'avaient pas été prises en

sa sortie de prison, le président de l'ANC avait haussé le ton. Dans un ultimatum en sept points, il deman-dait au président De Klerk de prou-

temps que son engagement dans le processus de négociation. Très embarrassé, le pouvoir avait répondu partiellement à chacune des exigences de l'ANC, à l'exception de la demande de démission de MM. Vlok et Malan. Deux hommes que M. De Klerk s'ingéniait à protéger depuis plusieurs mois. L'ANC décidait alors de se retirer du pro-cessus de négociation sur la nouvelle Constitution, qui, à vrai dire, o'e iamais commencé.

Le langage de la fermeté a payé. Auréolé de son titre récent de pré-sident de l'ANC, soutenu par une nouvelle direction, plus jeune, plus compétente et certainement plus homogène que la précèdente. M. Mandela, qui accomplit une serie de visites triomphales en Amérique latine, doit savourer sa victoire. Car

situation sont, aujourd'hui, confirmées par les événements. Comme il le demandait depuis avril, le gouver-nement à fait un pas significatif, même si MM. Vlok et Malan restent ver sa bonoe voloote en même au gouvernement. Théoriquement rien ne s'oppose plus à la reprise des négociations. Argument que M. De Klerk ne devrait pas mauquer de faire valoir, ce mardi, face à la

Himmer Busiles V

FRÉDÉRIC FRITSCHER

O ALGÉRIE : le FIS ne participe pas à la conférence nationale. - Le Front islamique de salut (FIS) ne participe pas à la conférence nationale qui devait s'ouvrir, le mardi 30 juillet, et dont la mission essentielle est d'examiner les modalités des èlections législatives anticipées. La ligne dure du FIS, qui a réussi à s'imposer lors de la réunion des instances dirigeantes du mouvement à Batna, avait posé comme prealable à sa participation la libération des chefs intégristes arrêrés et la levèe de l'étet de siège. instauré le 5 juin. - (AFP.)

□ MALI: ouverture de la confénationale convoquée pour élaborer un projet de Constitution, un code électoral et une charte des partis a été ouverte, lundi 29 juillet, à Bamako, par le chef de l'Etat, le lieutenaot-colooel Amadou Tou-mani Touré, président du Comité de transition pour le saiut du peu-ple (CTSP). Il a souligné, devant I 800 délégués, la spécificité de la confèreoce nationale malienne, affirmant ou'welle n'est pas l'auvre des forces du possé » ni d'« un regime dictotorial ouquel elle auroit été imposée ». - (AFP.)

D NIGER: la conférence nationale a commencé ses travaux. - La «Conférence nationale des forces vives» qui doit désigner un gou-vernement, un organe législatif de transition et élaborer un calendrier transition et elaborer un calendrer électoral pour les premières élections multipartites depuis l'indépendance, en 1960, s'est ouverte, lundi 29 juillet, à Niamey. Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'Etat, le général Ali Saibou, a appelé les participants à ne pas « fouiller dans les poubelles de l'Histoire (.) pour des procès en l'Histoire, (...) pour des procès en sèrie ». - (AFP.)

M. Adriaan Vlok: l'homme de la répression

Ministre de la loi et de l'ordre, siona, en annoncent notemment M. Adriaan Vlok était ainsi à la tête de la police depuis décembre 1986, quelques mois après l'instauration du plus long état d'urgence de l'histoire de l'Afrique du Sud. Son nom restera eseccié à l'arrestation da 30 000 opposents et à la quasi-interdiction, an 1988, de dixsept mouvements noirs.

Son maintien en poste, après la levée de l'état d'exception en 1990, avait été interprété comme une volonté du chef de consarvataur pour mileux portées contre lui avaient pris s'était, malgré tout, efforcé, sans plus de 500 000 dollars accorgrand succès, de modifier son dée par la police à l'UWUSA, le Image de a ministre de la répres-syndicat de l'inkatha. - (AFP.)

la « dépolitisation » de la polica.

Mais la collusion, il y e un an, lora d'affrontements meurtriers dans les ghettos noirs des environs de Johannesburg, de cartains éléments de la police avec le parti inkatha de M. Buthelezi lui aveit velu d'être prin pour cible par l'ANC, qui demandair régulièrement son renvoi. Le ministre da la police aveit eu du mai à se disculper, après avoir été vu survolent en hélicoptère la théâtre des combats, aux côtés l'Etat de se servir de cet ultra- du chef zoulou. Les accusations contrôler les activités des élé- une vigueur nouvelle depuis la mente les plus remuente des confirmation, la semaine derforces da l'ordre. M. Vlok nière, d'une side financière de

Le général Malan ou la « guerre totale »

sobrante et un ans, du poste-cié de ministre de la défense à celui moins en vue du logement et des eaux et forêts, a eu très tôt le sens de la chose militaire. Il quitta l'université renommée de Stellen bosch, près du Cep, pour cale de Pretoria, où il suivit le premier cours de formation pour officiers. Après avoir gravi tous les écheions de la hiérarchie, il devint commandant en chef de l'armée en 1973 et, trois ans plus tard, re-ponsable des Forces de défense sud-africaines (SADF). A ce posta, il fut en corract direct evec M. Pieter Willem Boths, devenu premier ministre après avoir été ministre de la défense. Leurs facons de concevoir la politique et la stratégie militaire étaient très proches. Le général Malan répétait volontiers que M. P. W. Bothe avait eu une M. Botha le nomma ministre de

Le général Megnus André de la défense le 7 octobre 1980. Le bien au mouvament rebella Merindol Malan, rétrogadé à général Malan, convaincu que son mozambicain RENAMO de pays était victime d'une «guerre totale», mit sur pied une stratégie nationale « totale » pour y faire face, à tous les niveaux : mittaire, politique, diplomatique, économique, religieux, cultural et même

> Lorsque l'armée fut appelée pour rétablir l'ordra dans les townshins (cités noires) en janvier 1983, il considéra la chosa comme normale, Maie, en mara 1966, il dévois fexistence de douze cantres de direction communs - for-més de civils et de militaires - qui, fonctionnant en réseau, alertaient le pouvoir de toute menace à sa sta-

Il maintint opinistrement que le Congrèn national africain (ANC) était contrôlé par le Parti communiste ISACP), kui-même sous tutelle SOVIÉTICALE.

La général Malan joua un rôte actif dans la soutien apporté aussi

Savimbi, en Angola. Il participa, en 1988, avec le ministre des affaires étrangères, M. Pik Boths, à des pourpariers sur l'avenir de la Namiet de l'Angola. Un processus qui s'est conclu le 21 mars 1990 par l'accession de la Namibie à l'in-Au cours de cette même année 1990. M. Melan se trouva à nou-

M. Aphoneo Dhiakama qu'aux

veeu sous les feux de l'actualité tions eurent dévoilé l'existence d'«escadrons de la mort», liés aux SADF, agissant contre des civils. Mais la commission d'enquête ne juges pes utile d'appeler le ministre de la défense à déposer. M. Malan n's donc jamais eu à confirmer, sous la foi du serment, qu'il ignorait l'existence de tels rescadrons

L'essentiel des conversations devrait porter aur l'aide économique que l'Union soviétique espère obtenir des Etats-Unis. Le président la conférence de paix au Proche-Orient deveit américain, qui rencontre son homologue soviéti- également figurer en bonne place dans l'ordre

que pour la sixième fois depuis son eccession à du jour du premier tête-á-tête des deux présila présidence, a déclaré avant d'arriver à Moscou qu'il souheitait tirer les dividendes de la fin de la guerre froide et « transformer les épées en charrues ». « Il est fou da penser que nous devons être ennemis ou que nous devons être en concurrenca », a-t-il dit à des journalistes soviétiques avant le sommet. La convocation de

dants. Moscou souhaite que cette conférence ait lieu avant la fin de l'année. Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a évoqué la possibilité, à l'occasion d'une rencontre lundi avec son homologue américain, M. Jemes Baker, d'eccompagner ce demier lors de sa prochaine visite eu Proche-Orient. « Pendant le sommet de Moscou, nous allons discuter de la possibilité de faire un

des rencontres...

Un sommet

Meis M. Gnrbstehev pnuvait

aussi avnir d'antres intentions: en faisant sppel à M. Nazarbaiev, evec lequel il a moins de problèmes qu'svec M. Eltsine, il pouvait espèrer réduire ainsi l'impact de l'entretien séparé que M. Bush devait avnir mardi après-midi avec le président de Puseis

Un impact qui sera de Inutes façons important, surtout après le nouveau coup d'éclat que vient de réussir celui qui apparaît de plus en plus comme le vrai champinn des réformes en URSS: M. Eltsine

a en effet tenu à Moscou un petit

sommet russo-lituanien à la veille du grand sommet soviéto-améri-cain. Il a manifesté ainsi que l'un peut reconnaître l'indépendance

peut reconnaitre i îndependance d'un peuple et signer néanmoins avec lui des accords mutuellement avantageux, même si, bien sûr, un président de République n'e pas de responsabilités comparables à celles que doit prendre un refei-

celles que doit prendre un prési-dent de l'URSS. (Lire page 5.)

Enfin, dernier voiet de son pro-gramme, M. George Bush se ren-

dra, jeudi, pour une courte jour-née, en Ukraine, République dont le participation eu treité de

l'Union est actuellement très incer-taine. Le président américain y

rencontrera à la fois les dirigeants

et l'opposition indépendantiste,

assez pupulaire parmi les com-breux Ukrainiens américains. Uce

reacontre qui se fera toutefois sous un made cres infarmet : 11 ne

s'egira pas d'un entretien, mais d'un discours devant le Parlement

ukrainien, où la force de l'opposi-tion est telle qu'il a repoussé

septembre l'examen du projel de

traité d'Union. Un projet qui a, en

revanche, été approuvé, avec

diverses nuances, partes parte-

ments des buit autres Républiques auxquelles il a été soumis.

Chaque geste

sera soupesé

Plusieurs dirigeants étrangers -dont les premiers ministres d'Es-

pagne et de Gréce - se sont

récemment essayés à ces exercices diplomatiques dans l'URSS nou-

velle, en rencontrant, lors de leurs visites officielles, les responsables de Républiques désormais « souve-raines » — M. Eltsine notamment,

devenu l'interloculent obligé

depuis san électino au suffrage universel. Mais le sommet Kohl-

Gorbalchev, près de Kiev, début juillet, evait donné lieu à un inci-deot « diplomatique », les deux

dirigeants ayant alors omis de pré-voir une rencontre entre le chan-

celier allemand et les dirigeants de ls République hôte du sammet.

Les manifestations hostiles qui les avaient accueillis les avaient obli-

avaient accueillis les avaient obli-gés à réparer eet oubli sur-le-champ. Un incident qu'i semble avnir feit réfléchir le président eméricsin au point qu'il aurait suggéré lui-même, dit-on dans l'en-tourage de M. Eltsine, de rencon-trer le président de Russie et de se

Mais l'exercice sera bien sûr infiniment plus délieat pour le chef de la super puissance mon-diale que pour ses prédécesseurs.

diale que pour ses prédécesseurs.
Che que mnt, chaque geste de
M. Bush sers soupesé pour savnir
dans quelle mesure sa préférence
pour le «centre» et M. Gorbatchev aura, ou nnn, évnlué en
feveur des Républiques. A la veille
de son départ pour Moscou, le
président américain n'a pas
esquivé le probléme. Affirmant
ioue les ouestions touchant à l'était

que les questions touchant à l'état de l'économie soviétique vant « rapidement duminer l'ordre du

juurs de ses entretiens, il a expli-qué que ce sont les tâches liées au

redressement de cette économie

qui expliquent son souhait de voir

signer ou plus vise un traité de l'Uninn. a l'espère qu'en disant cela je n'interfère pas dans les affoires intérieures de l'Union

sovietique », avait-il tontefois

Or, pour des millions de Sovié-

tiques, et pas seulement pour les Baltes, Ukrainiens, Moldaves et

Caucasiens, il s'agit bien sûr d'une

ingérence. Même si le plupart

admettent que ale président des

ajouté.

rendre en Ukraine.

le président de Russie.

voyage commun au Proche-Orient avec le secrétaire Baker », e-t-il dit à l'agance de pressa

Le point d'orgue de ce sommet, considéré comma le premier da l'après-guerre froide, sara la signature, mercredi, du traité START, paraphé lundi á Genève par ceux qui l'avaient negocié, et qui porte sur la réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. - (AFP, Reu-

Vers un nouveau «round» de négociations?

Dès 1989-1990, les Etats-Unis et l'Unin soviétique ont entamé des conversations préliminaires sur une nuvelle étape de leurs négnelations: un START-2, dont les bases not été jetées au «sommet» Bush-Gorbatchev de juin 1990 à Genève.

C'est précisément cette réunion-là qui a officialisé l'après-START en plaçant au centre d'un nouvesu «mund» le sort des missiles lourds et la «démirvisation» (c'est-à-dire la capacité d'un même missile à etre doté d'un grand nombre de charges explosives à la fois), dans l'espoir de réduire une éventuelle incitation de l'un ou de l'autre des partenaires à profiter de sa supério-rité pour lancer une première

A l'origine, l'ambition de M. Gorbatebev eveit été de lier eetta discussion sur de nouvelles armes offensives à une autre sur les rmes défensives. Plus spécia le président soviétique visait à empècher les Américains de concevnir leur «guerre des étoiles» sous quelque forme que ce soit : en clair, une protection, depuis le sol ou dans l'espece, contre des englis assaillants. Mais Washington n'a eu de cesse de rejeter cette prétention des Soviétiques, qui l'ont doce

On sait, depuis, que le président Bush a réorienté le programme de «guerre des étoiles», tel que l'avait approuvé son prédécesseur à la Maison Blanche, en direction d'une défense PALS (Protection against limited strikes), qui a plutôt pour objet de contrer des menaces limi-tées de missiles balistiques adverses

L'eccord START va obliger

les états-majors des deux pays à réexaminer le plan d'emploi

de laurs ermas nucléaires. Cer-

tainas eiblas - comme dee

poatas da commandemant

régionaux ou des bases straté-

glquas da lancament - qui avaient été jugéas prinritaires

dairas. D'autres auront été

rayées de la liste des objectifs

qui ast tenue régulièrement à jour par les planificataurs améri-

Non seulement le nombre de

cas cibles évantuellas aura

diminué, mais la façon da las attaquar — s'il fallait s'y résou-dra — sera aussi modifiée parce

que, entre-temps, les missilas

assaillants, reetant dans las

daux arsenaux, serunt encora

plus précis, laur capacité de

penetration sara sansiblament

acerua et leur trajectnira rendue

Ainsi, sans avoir été

domanti, la quatidian Washing-

ton Post a pu écnre, par exem-pla, qua la Pentaguna na répar-

tariait plus qua 7 000 ciblee

putantiallas en eas d'attaqua nucléaire contra l'Union soviéu-

qua, au lieu da 10 000 précédammant. Las paya de l'Eet auropéan auraient élé axclus da

Une notion différente

selon les pays

caine de dissuasion doit conti-

nuer da repuser sur une

« trieda », traditionnellament

constituée da sous-marins, da

missiles basés à tarre et de

bumbardiers, l'arsanal nucléaire

des Etats-Unis devrait anregia-

trer, du fait des START, la

reduction la plus draetiqua

Plueieurs personnelités ree-

semblées sous l'égida de l'Ins-

titut John Hopkins, de

Washington, ont considéré que

le concept américain de dissue-

aion pouvait dès lors évoluer en

Même si le capacité améri-

beaucoup moina vulnérable.

cains at soviétiques.

et qui ne soit pas en contravention avec les accords ABM (Anti-ballistic missiles) conclus en 1972.

La discussion START «a été un processus épuisant et il peut se trouver des acteurs de ce processus qui ne sont ni pressès, ni enthousiastes à l'idée de recommencer», s déclaré récemment le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. En Union soviétique, le pouvoir civil, qui cherche à réduire les crédits militaires pour redresser la situation économique, peut vouloir, en revanche, aller plus loin encore, ne serait-ce que pour briser la puissance des étets-mejors bostiles à une limitation de leurs armes oucléaires supérieure à celle que le traité START actuel a retenue. Malgré tout, un second « round » de ces négociations est toujours envisagé.

Des mesures de transparence

L'objectif privilégié d'un éventuel START-2 est de davantage limiter encore les armes considérées par les Américains et les Soviétiques comme étant les plus déstabilisa-trices : les missiles lourds et les mis-siles à têtes multiples («mirvés»). Ce contrôle pourrait s'exercer par le biais de mesures dites de transpa-rence, qui obligeraient les sigoa-taires d'un START-2 à échanger des toformalioos sur le combre, les caractéristiques et les performances de leurs armes stratégiques offen-sives à venir. Ces échanges de ren-seignements entre les deux parties regalent armuels scraient annucls,

Toutefois, en juio 1990, la décla-

direction de le thèse française

dhe da la dissuasion minimale

ou suffisante, à sevoir, un

niveeu da sécurité ou da stabi-

lité maximum qui puisse être garanti evec le minimum

d'armes, sans evoir besoin

d'étaler - comme c'est ancore la cae pour les deux grandee

puissances nucléaires - catte

surcapacité à écraser plusieure

fois da suite une même cible

sous le prétexte qu'il faut satu-

rar aes défensea pour être

Les Soviétiques, da leur côté,

s'interragent. M. Alaxandra

Bessmertnykh, ministre eoviéti-qua des affaires étrangèras, a,

dans une lattre au sacrétaira

général da l'ONU, proposé que

las einq mambrea permanents du Conaail da sécurité débat-

tent da catta nution nouvelle

d'une dissuasion nucléaire mini-

En réalité, la définition d'une

telle dissuesion varie beaucoup

d'un pays à l'eutre et il ne sera

pas aisé d'aboutir à des cri-

tères communs. Qu'y a-t-il, an affat, de comparabla entre un

arsanal français, qui culmine à quelqua 500 charges, at das

panoplies américaine ou soviéti-

que, qui seront antre 9 000 at

8 000 tétas chacune après l'ap-plication du traité? La France et

la Grande-Bretagne, dont l'arse-

nel est encora plus feibla,

devront-ellas continuar à déve-loppar at à moderniaar leur

armamant pour sa hisser au

nivesu que las deux Grends

seront parvenus à déterminer

entre eux at pour prendre ainsi leur part d'une évantuelle négo-

cietion qui lae intégrereit ?

Avant d'an arriver à ce para-

doxa, la désarmement nucléaire

aura franchi une nouvella étapa

la jour où Weshington et Mos-

cou discuteront de la qualité da

leura armes - pour en limiter

les performances diaboliquas -

et paa seulemant da laura

assuré de la détruire.

Une dissuasion minimale

à la française

ration de Genève a abordé un autre point qui devrait, à l'avenir, embard'autres pays, à commencer par le France et la Grande-Bre-tagne. En effet, la déclaration commune des Etats-Unis et de l'Uninn soviétique lance un appel pour que « d'autres nutions » apportent leur contribution « à la minimisation des risques de guerre nucléaire» et joignent leurs efforts dans le domaine de la contribution publisher de la la contribution publisher de la contribution de la contribut

de la non-prolifération nucléaire. On ne pouvait être plus clair : le snubait des Américeins et des Soviétiques est que les négociations START, de bilatérales qu'elles sont jusqu'à présent, deviennent multila-térales, avec l'entrée en scène des autres puissances nucléaires invitées à réduire leur arsenal. C'est, du reste, la position traditionnelle de Moscou qui o'a jamais établi de différences entre les potentiels nucléaires additinnés des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, en estimant que les systèmes d'armes de ces Irois peys étaient de fait dirigés contre l'Union

Une telle revendication a déjà été écartée par les Britanniques. Mais Londres est y très attentif pour une eutre raison qui tient au fait que les Etats-Unis assistent le Royaume-Etats-Unis assistent le Royaume-Uni dans la mise au point de sa panoplie nucléaire en lui fournis-sant, par exemple, les missiles de ses sous-marins. Washington pour-rait donc être accusé par Moscou de jouer un double jeu en laissant filer les secrets technológiques eme-ricains vers un allié non contrôlé par le traité START.

Les quatre conditions de M. Mitterrand

Si, de son côté, elle a pour elle d'avoir conçu un arsenal en toute autonomie, la France est aussi impliquée par cette pression des Soviétiques exercée sur les sutres puissances nucléaires. M. Mitterrand a, cependant, eu déjà l'occa-sion d'énumérer les conditions auxquelles la France pourrait s'associer à de nouvelles étapes du désarme-ment nucléaire.

Il en a avancé quatre : !) il faut que l'écart entre le potentiel des deux plus grandes puissances et l'ar-senal national ait été considérablement réduit, sans que le chef de l'Etat français ait quantifié précisé-ment leur rapprochement; 2) il faut que les déséquilibres classiques en Europe, par l'intermédiaire de la des défenses anti-missiles, anti-satellites et anti-sous-marine.

D'une manière générale, les Fran-çais récusent l'idée des Soviétiques qui revient à faire un bloc bomogène des trois dissussions occiden-tales, sous prétexte qu'elles sout alliées, et donc à nier le caractère souverein de l'arsenal français. Depuis peu, Mosenu a émis un autre projet, celui d'allouer la qualité d'observateur aux délégations française et britannique dans un second « round » des START où elles servient associées. Tant à Paris qu'à Londres, nn se montre très réservé, dès lors que cette situation ferait que les deux pays pourraient se croire ultérieurement liés par des décisions auxquelles, en réalité, ni l'un, ni l'autre n'auraient pris une part active et n fortiori responsable.

JACQUES ISNARD

 M. François Léotard approuve l'abaudan da missile S-45. M. François Léotard, ancien président du PR, s'est déclaré, lundi 29 juillet, sur TFI, favorable à l'abandon du missile nucléaire S.45 qu'il a jugé « extrémement coûteux, fragile dans sa vulnérabilité et relativement faible dans son efficacité». A la différence du reste de l'opposition, qui réclame le rétablissement de ce programme stratégique, M. Léotard estime difficile pour la France de « maintenir l'ensemble des composantes

Etats-Unis traite en priorité avec le président de l'Union soviétique », comme a également eru bon de le préciser M. George Bush. Le para-doxe est que, sur des problèmes centraux dont M. Bush va discuter centraux dont M. Bush va discuter avec M. Gorbatchev, les vues américaines sont plus proches de celles défendues par M. Eltsine. C'est le cas de l'aide soviétique à Cuba, que le président de Russie dénnace en demandant qu'elle soit arrêtée, alors que M. Ignatenko a eneure déelaré lundi que « les accords signés uvec les umis cubains seront respectés».

cubains seront respectés ». Même problème sur l'attitude à adopter envers la crise en Yougoslavie, dant le premier ministre, M. Ante Markovie, vient d'être invité à visiter Moscou les 1= et 2 août, en signe de ferme soutien au maintien de l'unité de la Fédé-ratioo. Ou encore la question brûlaote d'une éventnelle action américaine contre des cibles liées ou programme nucléaire de l'Irak. que la diplomatle soviétique ne soutiect pas. Les amis de M. Bons Eltsine étaient, eux, les plus chauds partisans de toutes les actions militaires américaines pen-

« Caprices des camarades » militaires

dant la guerre du Golfe.

Sur uoe question centrale - et capitale pour l'avenir de l'URSS des discussions soviéto-améridéfense soviétique et la recover-sion de son complexe militaro-in-dustriel, le paradoxe est encore plus frappant. La Russie, souteoue notamment per l'Ukraine et le Kazakhstao, estime possible une réduction drastique des dépenses militaires, ce à quoi s'oppose bien sûr le ministère soviétique de la défense.

Les Républiques affirment aussi que la reconversion eivile des entreprises produisant en partie des armements ne pourra se faire que sous leur propre contrôle et non sous celui, centralisé, du compiexe militaro-industriel lui-même, comme le prévoient les plens

américain, M. James Baker, arrivé à Moscou avant le président Bush, s'est entretenu lundi pendeni près de quatre heures avec l'ancien ministre soviétique des effaires étrangères Edouard Chevardnadze. Critiqué par les militaires soviétiques et tous les conservateurs, ce dernier avait démissionné en décembre dernier, s'estimant mal défendu par M. Mikhail Gor-batebev. Moins d'un mois plus tard, e'était l'intervention de l'armée soviétique à Vilnius qui avait provoqué, de même que les nou-veaux obstacles mis par les mili-taires soviétiques à la conclusion de l'accord START, le report jus-

soviétiques actuels, vieux de trois

ans et aux résultats peu probants.

C'est sans doute pour toutes ces raisons que le secrétaire d'Etat

qu'à aujourd'hui du sommet sovié-to-eméricain. M. Chevardnadze, qui s'était longuement entretenu il y a deux jours avec M. Eltsine, a déclaré que son entretien «infor-mel» avec M. Baker a porté sur les problèmes intérieurs de l'URSS a qui préoccupent maintenant le monde entier ». Pour ec qui concerne l'escord START, M. Chevardnadze a également estimé que, tel qu'il doit être signé mercredi, il est moins avantageux pour l'URSS que sous la forme nu il voulait le faire signer cet biver, evant que «les caprices des cama-rades » militaires ne viennent y apporter des a complications urtifi-

L'ex-ministre des affaires étrangères s'était aussi prononcé pour une reprise rapide des négociations sur des réductions plus poussées des armes nucléaires stratégiques. Ce souhait, que les Etats-Uois ne semblent pas partager, a été offi-rialisment émis lundi per le nou-veau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh,

Enfin, mereredi, dans la rési-dence du président Gorbatchev de Novo-Ogarievo, à une trentaine de kilomètres de Moscon, dans ce qui peut passer ponr le « Camp David » soviétique, MM. Bush et Gorbatchev, ainsi que leurs épouses, s'isoleront une grande partie de la journée, avant de revenir au Kremlio signer officiel-lement le traité START, puis tenir la conférence de presse commune de clôture.

SOPHIE SHIHAB

A TRAVERS LE MONDE

ESPAGNE

Violente manifestation à Bilbao avant la visite du roi Juan Carlos

A la veille de le visite officielle du roi Juan Carlos dans les pro-vinces besques de Biscaye et de Guipuzcos (le Monde du 30 juillet), des incidents unt écleté, lundi 29 juillet à Bilbao, è l'issue d'une manifestation de plusieurs centaines de personnes. La police a tiré des balles en caoutchouc sur les jeunes manifastants, qui om dressé des barricades et incendié un autobus. Cinq attentats ont été perpétrée, an mains d'une semaine, dene la Paye baeque semaine, dene la raye paeque aspagnol, dont la dernier, dimanche 28 juillet, avait causé le mort d'un garde civil. Le mouve-mant Herri Bstasune, coneidéré comme le bras politique de l'ETA, a d'sutre part ennoncé l'organisation de sept nouvelles manifestations en eigne da protaetetion contre le visite du monarque. -(AFP, Reuter.)

HATTI

Mutinerie avortée pour l'ouverture du procès du duvaliériste Roger Lafontant

Les manns de la principala base navale de Port-au-Prince se sont mutinés lundi 29 juillet - jour de l'ouverture du procès du duvalié-

riste et ancien chef des « tontons macoutes», Roger Lafontant - en accusant leurs officiers de comploter en vue de renverser le pré-sident Jean-Bertrand Aristida. La mutinerie s'est terminée « à l'amiable » en fin de journée, a déclaré le premier ministre René Préval, après avoir négoclé evec lae marins qui evalent « arrêté » cer-tains de leurs officiers. Dix-sept pareonnae, dont un officier de manna, avaient été arrêtéea dens la nuit du 12 au 13 juillet pour evoir projeté d'attaquer la prison où était incarcéré Roger Lafontant.

LIBAN

Représailles israéliennes après un attentat d'Amal

Trois miliciens pro-israéliens de l'Armée du Liban sud ont été tués, lundi 28 juillet, par l'explosion d'une charge télécommandée da forte puissance. Cette atteque a été revendiquée, è Beyrouth, par le mouvement chête Aurouth, par le mouvement châte Amel, pro-syrien. Aussitôt, plusieurs villages, sous le contrôle d'Amal ou du Hezbolleh pro-Iranien et situéa hors de la « zone de sécurité » créée par Israel, ont été la cible de bomberdaments feisant eing morts et douze blessés, ainsi qua de considérables dégâts dans les habitations, e indiqué la police,

Dans les territoires occupés, un jeune Palestinien a été tué lund par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion d'une manifestation, à Silouad, an Cisjordanie occupée, A Jérusalem, un jeune Palastinlan a été e lapidé at agressé à l'arme blanche par trois Juifs », selon la radio israélienne.

et la situation en Li La Krissie

Undépendance

soir It justet, peace fronts

THE PARTY OF THE PARTY OF was the species ! the same den be infine eite du chlangsben bl. bleicht gin geginge fiche selblich die gestoffen de Kingen ten beite fer um geführ gefter en beite fer um geben begenennte en beite bei geben begenennte en beite bei der beite gefte en beite bei der bei gefte gefte en beite bei der bei gefte gefte en beite bei der beite gefte the constant our fundament of

h eine haben die gerieben die besteht die the common of presentables and the common of the common of

Aller to Frank in promujer food ne in and finishpendence in the conand the distribution and the AND THE REAL PROPERTY AND THE PARTY OF THE P SE DE 177, MAIS AND MONTHS BURNES. BARRES 179, 2015 LE DE MONTHS BURNES. MAIS MAIS MAIS LE MAI Liber : Jost Lindspindence & trace in adjustations place fills

14-raises parests du bille estate bi bern i beit die beliben ernebet den' ce pour pitreer ir trate. Cei : affirme que ter doux THE ALBERT & AT PASSABLE SPINS material comment comments extent win the companied of content from the content of the co penting de la lituatio du

Pa ca tracte, to Lituatio ibite bug fanmenten tioner, bem timfigeines au großt.

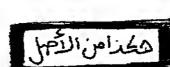
EN BREF --

AT RANGE : train rengenerables albaneis paper agest he most de maniferentes - Terus respensables attorian actuals d'étre responsabire in in most de quatre manifes-super in l'appointme d'inquantre sept personnel ausient igalement èté barners aux de certe manifes tation que avait suive la valoire der unamanier aus premieres Heckmitt liften deport eingunnte omic Les from nouses sont l'escort chef de la police de Shander. Cheffie Papare, son adjout, l'éche to the state of the secondable des trings pilotes de la ville, l'appe-tes l'est. Allenier l

HEALTS IN . See Walfages deugne espentin an erenet pas extentes rece les Blatel nis. . Le personal regional M. Salver Pac a right, bush IV mallet am desire gremertuier a boat teatiguadt de durgen an in beserrad å de gebied. Und in mode de alexanden, d'ésiden Contradition some un Linta Com all ी विकासीत्रक में प्राप्त व्यापक के क्रियां राज्य कर्वकारक में अर्थनावराज्य केंद्र mer spera annellar es ca l'emperer à angity for everyal saftanting seems weekligen tung ift Hangafelte mannten dent Patrice Expense, that the cannot de-

: CAMBOINGE : M. No. Seas complete to prince Militaria & in tiere de im seuretance, . Le présisteen die FALPE (From national de ameration du pauple anner. die 'r milionatieth'i M Nen Anto A cir commend à la lête de la Résis-150. a abrigantis vantonistentro-48 V. : green in Geminnen du Province Seago-John Ribannuck is-Erimmaniget da secefieliet fic 1860 - issue 34 publics, s's feste the copy speed and the first Standard

APPRILITATION CHICKEN IN CAME.



La Russie reconnaît l'indépendance de la Lituanie

MOSCOU

de Moscou, la signature du trait la

Substitution of the comme to premier de la principal de ce son de comme de ce son de c

sent harmon que la company mercren, du trais sur la réduction de la company de la company de la company de la company de la réduction de la company de la réduction de la company de la

 $\mathcal{D}^{(\alpha,\beta)}_{\alpha,\beta}(\theta) = \mathcal{D}^{(\alpha,\beta)}_{\alpha,\beta}(\theta) + \frac{1}{2} g_{\alpha}(\theta) + \frac{1}{2} g_{\alpha}(\theta)$

 $\partial \tilde{\mathbf{v}} = d \mathbf{v} \cdot \mathbf{v} \cdot \mathbf{v}_{i, \mathbf{q}, \mathbf{r}_{i, \mathbf{q}}}$

case common as prothe-One

ce la serve M. Jame Serve es ana la piente cicana la piente

ich les courses

mbre dernie.

endu par M. Ma

de même que!

and an me

incles our pre-virtupes à le ce-si l'ant de sons au M. Christa. Insulement one.

nimens diffe

T'm maintag Pour c

... I don der

... , the after of

: complication:

To de des negre ices plus g

: -51257, 20 100 per

Armytis M. A

. . . Aest Gorbatz · une trenes

...... MM Is

1051 18762

TART DEE

The Diagrams

MONDE

3; per 120021-1

7. 2 W

المالية المالية

100

Contract Page Proc.

- E

MAGIL

The second second

carsa que b

SOPHE SH

Tions avage SGES 12 for

Hours d'une id fintercons & de notre envoyée spéciale

Lundi soir 29 juillet, pour l'arri-vée à Moscou du président Bush, la télévision de Russie, «celle de Boris Elisine » comme on dil sou-vent ici, ouvrait son bulletin d'informalions sur l'arrivée uo peu plus tôt dans la même ville du président litoanien, M. Vitautas Landsbergis, premier bôte officiel et exclusif du président de Russic, et exclusif du président de Russic, vemu signer avet lui en traité bilatéral. • N'ayez pas peur, prévenais cepeodant le présentateur, nous n'allons pas faire comme la télévision centrale et commencer chaque fois aos émissions par l'orrirée des hôtes du président à l'oéroport. Si nous l'avons fait aujourd'hui, c'est parce que c'est la première fois. »

N'était l'absence de gardes d'honogurs et de cohorres du

d'hooocurs et de cobortes du KGB, la ressemblance étail co effet un peu inquiétante avec les cute un peu inquierante avec les sempiternels eérémonials soviétiques d'accueil de personnalités sur le tarmac de l'aéroport, toujours diffusés à l'ouverture des journaux de la télévision centrale, « celle de Gorbatche» ».

Mais si c'était la première fois qu'un invité de M. Elisine était ainsi accueilli à Moscou, ce n'étail ainsi accueilli à Moscou, ce n'étail pas la première fois que la Russic reconnaissait l'indépendance – ou plutôt la souveraineté – d'autres Républiques soviétiques. Ainsi, en réaction aux attaques menées en janvier par les forces soviétiques contre les Républiques baltes, la Russic avait signé avec l'Estonic et la Lettonie des accords bilatéraux comportaot justement une telle reconnaissance. Mais, avec la telle reconnaissance. Mais, avec la Lituaoie, dont l'indépeodance a été formulée eo termes plus radi-caux, les négociations allaient être plus complexes.

Représentations diplomatiques

Pourtant, des la date du sommet soviéto-américain de Moscour-annoncée, la Russie et la Lituanie faisaient savoir qu'elles allafeot lenir la veille lenr propre sommet pour signer uo accord. Leurs déléations mirent alors les bouchées doubles pour achever le texte. Celui-ci affirme que les deux signataires « se reconnolssent mutuellement comme sujets du droit international et comme Eints souverains en accord ovec leurs statuts, définis par leurs actes fonda-mentaux », c'est-à-dire la déclaration de souveraineté de la Russie du 12 juio 1990 et celle de l'iodépendance de la Lituanie du

Il mars de la même année. Par cc traité, la Liluanie renonce notamment aux cooditions, peu cooformes au droit international, qu'elle voulait imposer à ses habitants non autochtones, qui représentent 20 % d'une population de 3,6 milions d'habitants. Un texte annexe prévoit l'ouverture de représentations diplomatiques dans les deux Républiques. C'est là que les Russes de Lituanie pourront s'adresser pur Lituanie pourront s'adresser, par exemple, s'ils s'estiment l'objet de

Un troisième accord porte sur les droits de la région de Kalinin-grad (ex-Königsberg), un territoire de Russie enclavé entre la Littanie et la Bielorussie. Mais la Russic reconnail la Lituanie daos ses frontières actuelles et s'engage à lutter contre ceux qui « cherchent à liquider par la force l'indépendance de la Lituanie ». M. Landsbergis souhaite ainsi une aide de la Russoulaite ainsi une aide de la Rus-sic dans sa résistance aux forces soviétiques, oolam meol aux OMON, les groupes d'iotervention du ministère de l'intérieur, qui continuent à mener des opérations d'intimidation brutales.

Négociations sérieuses avec les Baltes

Encore que, selon le vice-prési-dent de Russie, le colonel Routs-koï, il s'agit là d'un vœu pieux tant qu'un traité d'union ne définira pas clairement le partage des pouvoirs, dans le domaine militaire, entre les Républiques et le pouvoir central.

Le président Bush, qui a déjà reçu M. Landsbergis à Washington, ne verra pas ce dernier en territoire soviétique par égard pour M. Gorbatchev. Mais MM. Elisine et Landsbergis ont MM. Elisine et Landsbergis ont estimé que leur accord devrait pousser le président soviétique à ouvrir enfin des négociations sérieuses avec les Baltes. Ces derniers participent souvent aux rénnions à caractère économique avec les autres Républiques soviétiques, qui se tienment, non entre les Neuf-du treité d'anion, main à doute, treize ou parfois plus. Ce qui fait dire maintenant, en Russie tout aux moins, qu'en dépit de la rigidité du pouvoir central et de M. Gorbatchev une union plus souple, mais plus large, des Républiques soviétiques reste possible.

Augmentation des tarifs pour les passeports soviétiques pour l'étran-ger. - A partir du l'é juillet, les tarifs des passeports pour l'étranger passeront de 200 roubles (650 francs) à 1 000 roubles (3 500 francs), soit l'équivalent de trois mois de salaire, selon une résolution ministérielle publiée, lundi 29 juillet, à Moscou. - (AFP.)

EN BREF

□ ALBANIE : trais responsables albanais jugés après la mort de manifestants. – Trois responsables albanais, accusés d'être responsables de la mori de quatre manifes-tants, parmi lesquels un dirigeant du Parti démocrate (opposition), seront jugés lundi 5 août dans la ville de Shkoder, a-1-on apris auprès de l'opposition. Cinquante-sept personnes avaient également die blessées lors de cette manifesration qui avait suivi la victoire des communistes aux premières elections libres depuis cinquante chef de la police de Sbkoder, Divaler Papari, son adjoint, Gleke Celaj, et le responsable des Affaires internes de la ville, Capa-

D BOLIVIE : les trafiquents de dragae repentis ae seront pas extradés vers les Etats-Uois. - Le president bolivien, M. Jaime Paz a signe, Jundi 29 juillet, un décret permettant à 1001 trafiquant de drogue qui se livrerait à la police, d'ici le mois de novembre, d'éviter l'extradition vers les Etats-Unis et de bénéficier d'une peine de prison réduite. L'adoption de mesures similaires en Colombie a laine de trafignants notnires, doot Pablo Escobar, chef da cartel de Medellin, à sc rendre. - (UPL)

CAMBODGE: M. Son Sans remplace le prince Sihanouk à la tête de la résistance. – Le président du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer, desire actions de la Son Sans de la Campania de la C droite nationaliste), M. Son Sann, a été nommé à la tête de la Résislaoce nationale cambodgienoe (RNC) après la démission du prioce Norodom Sihanouk le 17 juillet dernier, a annoncé un commuoiqué du secrétariat du prince, lundi 29 juillet. Ce texte " président en exercice du Com- l'homme dans ce pays. - (AFP.)

bodge», c'est-à-dire du gouvernement tripartite de la résistance. -

D PHILIPPINES: trois dirigeants communistes arrêtés. - Trois diri-geants communistes clandestins de la Nouvelle armée du peuple (NAP), MM. Rolando Abiog, Vir-gilio Maceda el Antonio Lacaba, ont élé arrêtés samedi 27 ct dimanche 28 juillet. Accusés d'être impliqués dans plusieurs assassinats de policiers et de militaires — dont celui du colonel américaio James Rowe en 1989, — les trois hommes sont épalement accusés. hommes soot également accusés d'avoir organisé l'enlèvement d'un homme d'affaires japonais en

UVIETNAM: visite en Chine do ministre de la défense. - Le géné-ral Le Duc Anh, ministre de la défense el « numéro deux » du Parti communiste vietnamien (PCV), s'est rendu à Pékin, dimanche 28 juillet, pour des dis-cussions avec les dirigeants chinois sur la normalisation des relations entre les deux pays, après le récent accord sur le Cambodge. Il s'agit de la deuxième visite non officielle d'un haut dirigeant en Chiac depuis celle, en septembre dernier, du premier ministre, M. Do Muoi. ct du secrétaire général du PCV de l'époque, M. Nguyen Van Linh. -

D La CEE décide un embargo sur les ventes d'armes à la Birmanie. -La CEE a décidé, lundi 29 juillet, d'imposer un embargo sur la venle de matériel militaire à la Birmanie, en raison des dépenses jugées inconsidérées que le régime militaire de Rangoun effectue pour s'armer. Les Douze se disent voir birman de laisser la place à l'opposition, vainqueur des élec-tions du 27 mai 1990 et déplorent indique aussi que M. Son Sann est aussi la violation des droits de

— (Publicite) — TRIBUNAL DES FAILLITES DISTRICT SUD DE NEW-YORK

PAN AM CORPORATION et al.

Chapitre 11 Affaires nº 91 B 10080 (CB) à 91 B 10087 (CB) NOTIFICATION DE DATE LIMITE DE DÉPÔT DE TITRES DE CRÉANCE ET DE LA PROCÉDURE S'Y RATTACHANT

DE TITRES DE CREANCE ET DE LA PROCEDURE SY RATTACHANT

Nonvications est faite par la présente que, conformément à l'ordre du tribunal, en date du 26 juin 1991, et conformément à la loi sur la faillite 3003 (c) (3), la cour a tré comme date limite le 19 SEPTEMBRE 1991, 17 heures, HEURE LOCALE New-York (la «date limite» et a adopté les procédures pour le dépât des titres des créances à faire valoir à l'encantre des déhiteurs Pan Am Curporation (91 B 1008) - 181, Pan American World Airways, Inc. (91 B 1008) - 183, Pan American World Airways, Inc. (91 B 1008) - 183, Pan American World Airways, Inc. (91 B 1008) - 183, Pan American World Airways, Inc. (91 B 1008) - 183, Pan American World Airways, Inc. (91 B 1008) - 183, Pan American Systems, Inc. (91 B 1008) - 183, Airmst International, Inc. (91 B 1008) - 183, C) B 1008; CB), ci Pan Am Commercela Services, Inc. (91 B 1008) - 183, Departes alteres du chapitre 11 c-dessus mentionnées dans les présentes concernent outres les créances à laire valoir, quelle qu'en soit la nature, nées avant le 8 janvier 1991, date du commencement des affaires au titre du chapitre 11, à l'encontre de l'un ou l'autre des débiteurs ou de ses blens, qu'ils spient nontis qu'en ont, liquides ou non, finés ou conditionnels. S'il est NÉCESSAIRE QUE VOUS DEPUSEZ VUS TUTRES DE CRÉANCE MAIS QUE VOUS NE LE FAITES PAS DE LA MANIÈRE ET DANS LES DÉLAIS PRESCRITS, VOS CRÉANCES MAIS QUE VOUS NE LE FAITES DE CES CRÉANCES, VOUS NE POURREZ PAS VOTER SUR QUELQUE PROJET DE MAN DE REDRESSEMENT QUE CE SOFT ET VOUS NE RECEVREZ PLUS DE NOTIFICATION AU SUJET DE VOS CRÉANCES.

L PERSONNES CONCERNÉES;

PERSONNES CONCERNÉES : Vous devez apporter vos lures de créance si vous avez une créance antérieure au dépit de bilan (trille que détinte ci-dessous), soul si votre créance est du type décrit au paragraphe 2 ou 4. La créance antérieure au dépôt de bilar est définie comme une créance née avant le 8 janvier 1991 au titre du chapitre 11, affaires n° 91 B 10080 (UB) à 91 B 10087 (CB).

PERSONNES NON CONCERNES;

Vous ne devez <u>PAS</u> apporter vos titres de créance si vous <u>n'avez PAS</u> de créance antérieure au dépot de bilan à l'encontre de l'un quelconque des débiteurs. La présente notification est envoyée à de nombreuses personnes qui n'ont pas de créance antérieure au dépôt de bilan ou qui n'ont pas à déposer leurs titres de créance. Le fait que vous ayez requ cette notification n'implique pas que vous ayez une eréance solérieure au dépôt de bilan ni que les débiteurs ou le tribunal estiment que vous co avez. JUSTIFICATION D'INTÉRÊT :

LL N'EST PAS NÉCESSAIRE que vous apportiez les titres de vos intérêts en raison du fait que vous étes délienteur d'actions ordinaires de la Pan Am Corporation. Les notifications indunés desinées aux actionnaires se levont sur la base des fichiers des services responsables des transferts.

PERSONNES N'ÉTANT PAS OBLIGÉES DE DÉPOSER LEURS TITRES DE

CRÉANCE MAIS EN AYANT LA POSSIBILITÉ :

CRÉANCE MAIS EN AYANT LA POSSIBILITÉ:

Si vous ètes dans l'une des situations décrites ci-dessous, vous pouvez déposer vos titres de créance mais CE N'EST PAS EXIGÉ:

a) Yous avez déjà déposé vos titres de créance. Yous pouvez modifier votre créance antérieure au dépôt de bilan en déposant d'autres titres de créance et en les initiulant litres de créance rectificatils;
b) Votre créance antérieure au dépôt de bilan est inscrite sur les listes déposées par les débiteurs au tribunal le 8 mai 1991 ou sur l'un des amendements apportés et n'est pas mentionnée comme - contestée , « conditionnelle » ou « non liquide « et vous confirmez que l'inscription est correcte;
c) Vos créances ne concernent que le principal et les intérêts à verser sur les obligations publiques à taux fire suivantes de Pan Am World Airways : 9 % Convertible Senior Subordinated Debentures à échéance en 2010, 15 % Senior Debentures à échéance en 2004 et 13.5 % Senior Debentures with Limited Subordination à échéance en 2003, Pan American World Airways a dressé un état de ses responsabilités pour le principal et les intérêts à verser en ce qui concerne ces obligations. Les détenteurs de certificats an début des distributions recevront lout versement dans le cadre d'un plan confirmé au fitre de la Pan Am Corporation a une liste pour un momant liquidé pour respecter ses engagements en ce qui concerne le principal et les intérêts à verser au ittre des Pan Am Corporation de liste pour un momant liquidé pour respecter ses engagements en ce qui concerne le principal et les intérêts à verser pour ces obligations. Les détenteurs de certificats au début des répartitions recevoront le frait de toute répartition dans le cadre d'un plan chapitre 11 confirmé ou de plans des débiteurs.

5. CRÉANCES MULTIPLES :

CRÉANCES MULTIPLES :

Si vous avez plus d'une créance amérieure au dépôt de bilan, vous devez vous compriner aux peragrapher 1, 2 et 4 séparément à chaceme ne vos créances autérieures au dépôt de bilan, Si vous avez par exemple une créance autérieure au dépôt de bilan qui ne doit pas être dépôsée et une autre qui don l'être, vous devez dépôser vos titres pour la deutième uniquement. Si vous avez une créance antérieure au dépôt de bilan sur plusieurs débiteurs, vous devez dépôser vos titres séparément pour chacun des débiteurs. 6. DATE ET LIEU DE DÉPÔT :

La date limite de dépôt des titres de créance est le 19 septembre 1991 à 17 heures, beure locale de New-York, VOUS DEVEZ TRANSMETTRE L'ORIGINAL DE CHAQUE TITRE DE CRÉANCE, Y COMPRIS LES PIÈCES ANNEXES, A L'ADRESSE POSTALE CI-APRÈS:

L'ADRESSE POSTALE CI-APRES:

BRINKRAPICY CIERR - Para Am Claims - Post Office Box 1017

Bowling Green Station - New-York, New-York 19004

OU LES DÉPOSER EN PERSONNE A: Office of the Cierk, United States Bankrapicy Court, One Bowling Green, New-York, New-York 19004,

UN TITRE DE CRÉANCE N'EST RÉPUTÉ DÉPOSE QU'A RÉCEPTION PAR LE
GRÉFFIER DU TRIBUNAL DES FAILLITES, EN CAS D'ENVOI POSTAL DE VOS
TITRES, VOUS DEVEZ TENIR COMPTE DU DÉLAI D'ACHEMINEMENT. Cette date

TITRES, VOUS DEVEZ TENIR COMPTE DU DELAI D'ACHEMINEMENT. Cette date limite est impérative <u>sauf dans le cas où :</u>

3) Votre créance est née par le rejet par les débiteurs après la date limite d'un coutral exécutoire ou d'une location n'ayant pas atteint sou terme. Dans ce cas, le tribunal fixera une date limite dans sa décision approuvant le rejet ;

b) Votre créance est née d'un recouvrement par les débiteurs d'un transiert annulable fait à votre intention. Dans ce cas, la date limite sera fixée trente jours après l'entrée en vigueur de l'ordonnance ou du jugement du tribunal enjoignant le recouvrement du transiert ;

e) Votre créance correspond à une créance sur le Trésor, telle qu'elle est décrite dans le Bonkrupcy Code Section 502 (1), 11 U.S.C. par. 502 (1), et elle n'est créée qu'après la date limite.

7. PIÈCES A DÉPOSER:

SI VOUS DÉPOSER:

SI VOUS DÉPOSER UN TITLE DE CRÉANCE, les formulaires doivent en substance correspondre aux lormulaires officiels n° 19, 20 on 21. SI VOUS recever cette motification par courrier, vous trouverze joint le formulaire approprié. SI cette notification vous parvient par voie de publication ou par tout autre moyen, vous pourrez obtenir les formulaires adéquats auprès de Clerk's Office du Tribunal des Fallites des États-Unis. En CAS DE NON-UTILISATION DE CES FORMULAIRES, VOUS RISQUEZ DES RETARDS DE RÈGIEMENT DE VOTRE CRÉANCE. DE PLUS, VEULL LEZ PRENDRE NOTE DE CQUE TOUTES LES PERSONNES ET ENTITÉS AUTRES QUE CELLES DÉCRITES SOUS LES PARAGRAPHES 2, 3 ET 4 C-DESSUS DONNENT DÉPOSER UN TITRE DE CREANCE LE 19 SEPTEMBRE 1991 AU PLUS TARD, A LA DATE LIMITE, EN LANGUE ANGLAISE, ET TOUS LES MONTANTS FAISANT L'OBJET DES CRÉANCES DEVRONT ÊTRE EXPRIMÉS EN DOILLARS DES ÉTATS-UNIS AU TAUX DE CLÛTURE DU 7 JANVIER 1991, TEL QU'IL EST PUBLIÉ DANS LE WALL STREET JOURNAL, FAUTE DE QUOI LES DÉTENTEURS DE TELS TITRES SERONT DÉFINITIVEMENT EXCLUS DE TOUT VOTE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION OU DE VERSEMENT DE RÉPARTITION DES ESPÈCES OU DES BIENS DANS LE CADRE DE TOUT PLAN DE REDRESSEMENT, OU DE TOUT SUCCESSEUR DE DÉBITEUR.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES:

CONDITIONS SUPPLEMENTAIRES:
 a) SI vous êtes courtier en valeurs ou autre représentant d'un détenteur d'obligations (y compris détenteur de titres ou agent de dépôt) et que vous dêtenez une dette de l'un quelconque des débêteurs en qualité d'administrateur de faillite, de personne désignée, de garde des titres d'autrui ou autre, vous êtes tenn de transmetire un exemplaire de cette notification à chaque détenteur de ces valeurs dans les cinq jours à compter de la réception de cette notification. Sur demande, les débêteurs vous feront parvenir le nombre d'exemplaires nécessaires de cette notification;
 b) VOUS DEVEZ FAIRE FIGURER TOUTES VOS CRÉANCES A L'ÉGARD D'UN DÉBITEUR SUR UN SEUL, FORMULAIRE (A L'EXCEPTION DES CRÉANCES DE SALAIRE DES EMPLOYES QUI DOIVENT ÊTRE DÉPOSÉES SUR UN TITRE SÉPARÉ DES FORMULAIRES DE CRÉANCE);
 e) VOUS DEVEZ JOINDRE AU FORMULAIRE REMPLI LES COPIES
 DES DOCUMENTS SUP LESQUELS SE FONDE VOTRE CRÉANCE.
 d) IMPORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES;

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES :

En cas de questions concernant cette notification, vous pouvez contacter la Pan Am Bankruptcy Noticing Center à la Poorman-Douglas Corporation, 1325 South-west Custer Drive, Portiand, Oregon 97219 (503) 245-555 entre 9 h et 17 h (heure locale de Los Angeles) ou Pan Am Corporation, B King Road, Rockleigh, New-Jer-sey, (201) 767-2012 entre 9 h et 17 h (heure locale New-York).

Si vous avez des questions au aujet des créanciers sans garantie, vous pouvez contacter le conseil du Comiré officiel des créditeurs sans garantie entre 10 b et 17 h (heure locale de New-York), du hindi au vendredi à l'adresse suivante : Milgrim, Thomajan & Lee, 53 Wall Street, New-York, New-York 10005. (212) 858-5300.

(212) 854-5300.

Les états de créances des débiteurs peuvent être consultés aux heures de bureau du biadi au vendredi, eux bureaux de Poornsan-Douglas Corporation, 1325 Southwest Custer Drive, Portland, Oregon 97219; aux bureaux de la Pan Am Corporation, 200 Park Avenue, 9 th floor, New-York, New-York 10161, ainsi qu'aux bureaux du Clerk of the United States Bankruptey Court, Southern District of New-York, 6 th floor, One Bowling Green, New-York, New-York 10004-1408.

Le conseil des débiteurs est Cleary, Gottfleb, Steen & Hamilton, One Liberty Plaza, New-York, New-York 16006.

VEURLIEZ VOUS ADRESSER A VOTRE CONSEIL POUR TOUTE AUTRE QUESTION, COMME CELLE DE SAVOIR SI VOUS DEVEZ DÉPOSER UN TITRE DE CRÉANCE OU INTERVENIR DANS LE CADRE DE VOTRE CRÉANCE ANTÉRIÉURE AU DÉPÔT DE BILAN.

Date: New-York, New-York, 31, kuillet 1991.

Date: New-York, New-York, 31 Juillet 1991.

UNITED STATES BANKRUPTCY COURT SOUTHERN DISTRICT OF NEW YORK

PAN AM CORPORATION et al.

Chapter 11 Case no 91 B 10080 (CB) through 91 B 10087 (CB)

NOTICE OF BAR DATE FOR FILING PROOFS OF CLAIM AND PROCEDURE THEREFOR

Notice is hereby given that, pursuant to an order of this court, dated June 26, 1991, and in accordance with Bankrupicy Rule 3003 (c) (3), the court has set a bar date of SEPTEMBER 19, 1991. AT 5.00 P.M., EASTERN DAYLIGHT TIME (the - Bar Date -), and has prescribed procedures for filing proofs of claim against debtors Pan Am Corporation (91 B 10080 [CB]). Pan American World Arways, Inc. (91 B 10081 [CB]), Pan Am Express, Inc. (91 B 10082 [CB]). Pan Am Shrittle Inc. (91 B 10083 [B]). After Management Systems, Inc. (91 B 10087 [CB]), Pan Am Shrittle Inc. (91 B 10083 [B]), After Management Systems, Inc. (91 B 10087 [CB]), Allmat International, Inc. (91 B 10086 [CB]), and Pan Am Commercial Services, Inc. (91 B 10085 [CB]) in the above explicated CB], and Pan Am Commercials Services, Inc. (91 B 10085 [CB]) in the above explicated of Lapter 11 cases (collectively, - Debtors -). The deadline and procedures set forth herein apply to all claims of whatever character, arising before January 8, 1991, the date of commencement of Debtors' chapter 11 cases, against any Debtor or its estate, whether secured or unsecured, liquidated or unsignificated, fixed or contingent. If YOU ARE REQUIRED TO FILE A PROOF OF CLAIM BUT DO NOT DO SO IN THE MANNER AND TIME PRESCRIBED, YOUR CLAIM WILL BE FUREVER BARRED, YOU WILL NOT BE ENTITLED TO ANY DISTRIBUTION ON THAT CLAIM OR TO YUTE ON ANY PROPOSED PLAN OF REORGANI-Notice is hereby given that, pursuant to an order of this court, dated June 26 BLTION ON THAT CLAIM OR TO VUTE ON ANY PROPOSED PLAN OF REORGANIZATION, AND WILL RECEIVE NO FURTHER NOTICES REGARDING YOUR CLAIM.

You must file a proof of claim if you have a Prepetition Claim (as defined below), unless your claim is of a type described in Paragraph 2 or 4. A Prepetition Claim is defined as a claim that aruse before January 8, 1991, in chapter 11 case not 91 B 10080 (CB) through 91 B 10087 (CB).

WHO SHOULD NOT FILE:

Do NOT file a proof claim if you do not have a Prepetition Claim against any of the Debtors. This notice is being sent to mang who may not have a prepetition claim or who are otherwise not required to file a proof of claim. The fact that you have received this notice does not mean that you have a prepetition claim or that either Debtors or the court think that you have a Prepetition Claim.

You are <u>NOT REQUIRED</u> to file a proof of interest by reason of your ownership of shares of common stock of Pan Am Corporation. Future notices to stockholders will be based on transfer agent records.

. WHO IS NOT REQUIRED TO FILE A PROOF OF CLAIM, BUT MAY DO SO:

You ARE NOT REQUIRED in file a proof of claim, but may do so, if any of the

a) You have already filed a proof of claim. You may change your Prepetition Claim by filing another proof of claim and designating it as an amended proof

b) Your Prepetition Claim is listed on the schedules filed by Debtors with the court on May 8, 1991, or any amendments therein and is not listed as a disputed a comingent a, or a unliquidated a, and you agree that your claim has been scheduled accurately.

been scheduled accurately.

c) Your claim relates only to the principal of and Interest payable on the following public debt securities of Pan American World Alrways: 9 % Convertible Senior Sobordinated Debentures due 2010, 15 % Senior Debentures due 2004, and 13.5 % Senior Debentures with Limited Sobordination due 2003, Pan American World Airways has scheduled its liability for the principal of and the interest payable on those securities. Holders of record of those securities at the commencement of distributions will receive any distributions under any confirmed chapter 11 plan or plans for the Debtors.

d) Your claim relates only to the principal of and interest payable on Pan Am Corporation Swiss Dual Currency Bonds due 1995. Pan Am Corporation has scheduled a liquidated amount respecting its liability for the principal of and the interest payable on those securities. Holders of record of those securities. at the commencement of distributions will receive any distributions under any commence chapter 11 plan or plans for the Debtors.

MULTIPLE CLAIMS:

If you have more than one Prepetition Claim, you should apply Paragraphs 1, 2 and 4, separately, to each of your Prepetition Claims. For example, if you have 2 and 4, separately, to each of your prepetition Claims and a second Prepetition Claim that must be filed, you should file a proof of claim as to the second Prepetition Claim

Il you have Prepetition Claims against more than one of the Debtors, you should file a separate proof of claim for each Debtor.

6. WHEN AND WHERE TO FILE:

The deadline for filing a proof of claim is 5:00 p.m., Eastern Daylight Time, on September 19, 1991. YOU MUST FILE THE ORIGINAL OF EACH PROOF OF CLAIM, INCLUDING ANY ATTACHMENTS, AT THE FOLLOWING ADDRESS BY

Bankruptcy Clerk - Pan Am Claims - Post Office Box 1017 Bowling Green Station - New York, New York 10004

OR IN PERSON TO: Office of the Clerk, United States Bankruptcy Court, One Bowling Green, New York, New York 10004.

A PROOF OF CLAIM IS NOT FILED UNTIL IT IS RECEIVED BY THE CLERK OF THE BANKRUPTCY COURT, IF YOU ARE SUBMITTING YOUR PROOF OF CLAIM BY MAIL, YOU MUST ALLOW SUFFICIENT TIME FOR DELIVERY. This deadline is absolute, unless your claim :

a) Arises from the rejection by Debtors after the bar date of an executory contract or an unexpired lease, in which case the deadline will be fixed by the court in or an inexpired lease, in which case the deadline will be fixed by the court in the order approving the rejection.

b) Arises from a recovery by Debtors of an avoidable transfer made to you, in which case the deadline will be 30 days after entry of the court order or judgment for recovery of the transfer.

c) is a tax elaim described in Bankrupicy Code section 502 (I), 11 U.S.C. & 502 (i), that does not arise until after the Bar Date. WHAT TO FILE:

WHAT TO FILE:

If you file a proof of claim, proof of claim forms must conform substantially to the form of Official Form Nos. 19, 20, or 21. If you received this notice by mail, it should be accompanied by the appropriate form, if you received this notice by publication or any other means, you may obtain the appropriate forms from the Cerk's Office of any United States Bankruptcy Court. FAILURE TO USE THESE FORMS MAY RESULT IN A DELAY IN PAYMENT OF YOUR CLAIM. PLEASE TAKE FURTHER NOTICE THAT ALL PERSONS AND ENTITIES OTHER THAN THOSE DESCRIBED IN PARAGRAPHS 2, 3 AND 4 ABOVE MUST FILE A PROOF OF CLAIM ON OR BEFORE THE SEPTEMBER 19, 1991, BAR DATE IN THE ENCLISH LAND ON AMOUNTS CLAIMED THEREIN MUST BE CONVERTED TO UNITED STATES DOLLARS AS THE CLOSE OF BUSINESS JANUARY 7, 1991, USING THE RATES REPORTED IN THE WALL STREET JOURNAL, OTHERWISE THE HOLDERS OF SUCH CLAIMS SHALL BE FOREVER BARRED FROM VOTING UPON OR RECEIVING ANY DISTRIBUTION OF CASH OR PROPERTY UNDER ANY PLAN OF REORGANIZATION, OR FROM ANY SUCCESSOR TO A DEBTOR. ADDITIONAL REQUIREMENTS:

a) If you are a stockbroker or other agent of a bondholder (including a record holder or depository agent) and you hold a debt of any of the Debtors as trustee, as nominee, in street name or otherwise, you must transmit a copy of this notice to each beneficial holder of any such security within five days of your receipt of this notice. Upon request, Debtors will supply you with the necessary additional copies of this notice.

b) YOU SHOULD INCLUDE ALL CLAIMS AGAINST A DEBTOR ON A SINGLE PROOF OF CLAIM FORM (EXCEPT EMPLOYEE WAGE CLAIMS WHICH MUST BE FILED ON A SEPARATE PROOF OF CLAIM FORM).

c) YOU SHOULD ATTACH TO YOUR COMPLETED PROOF OF CLAIM FORM COPIES OF ANY WRITINGS UPON WHICH A CLAIM IS BASED.

. FURTHER INFORMATION :

B you have a question about this notice, you may contact the Pan Am Bankruptcy Noticing Center at Poorman-Douglas Corporation, 1325 Southwest Custer Drive, Portland, Oregon 97219 (503) 245-5555 during the hours 9:00 A.M. to 5:00 P.M. (Pacific time) or Pan Am Corporation, B King Road, Rockleigh, New Jersey. (201) 767-2012 during the hours 9:00 A.M. to 5:00 P.M. (Eastern time).

If you have questions concerning unsecured creditors of Debtors, you may contact Counsel for the official Committee of Unsecured Creditors during the hours 10:00 A.M. to 5:00 P.M. (Eastern time), Monday through Friday at : Milgrim, Thomaian & Lee, 53 Wall Street, New York, New York 10:005, (212) 858-5300.

The schedules in Debtors' cases are available for inspection during regular business hours, Monday through Friday, at the offices of Poorman-Douglas Corporation, 1325 Southwest Custre Drive, Portland, Oregon 97219; at the offices of Pan Am Corporation, 200 Park Avenue, 9th Floor, New York, New York 10161; and at the office of the Cierk of the United States Bankruptcy Court, Southern District of New York, 6th floor, One Bowling Green, New York, New York 10004-1408.

Debtors' Counsel is Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton, One Liberty Plaza, New York, New York 10006.

ANY OTHER QUESTIONS, SUCH AS WHETHER YOU SHOULD FILE A PROOF OF CLAIM OR TAKE ANY OTHER ACTION WITH RESPECT TO YOUR PREPETITION CLAIM, SHOULD BE DIRECTED TO YOUR ATTORNEY.

Dated: New York, New York, July 31, 1991.

Il y eura un en, le 2 eoût,

le président irakien,

M. Saddam Hussein, lancait

son armée sur son petit voi-

sin du sud, le Koweît,

auquel il reprocheit de

mener une politique pétro-

lière contraire aux intérêts de Bagdad. Le forfeit du

président irakien suscita, eu

cœur de l'été, une mobilisa-

tion rapide de la commu-

neuté internetionale, réso-

lue à ne pas laisser cette

Sous la bennière des

Nations unies, montées en

première ligne, les Etets-

Unis constituèrent eutour

de leur corps expédition-

naire une coalition militaire

- occidentale et erebe -

anti-irakienne. Après l'ins-

tauration d'un embargo

contre Bagdad, la «logique

de guerre », selon la formule de M. Mitterrend,

était lancée. Elle aboutit au

conflit du Golfe, aérien du 17 janvier eu 24 février

(heure de Paris), terrestre

jusqu'eu cessez-le feu, le

Cing mois plus tard,

M. Saddam Hussein est

toujours aux commendes de

l'Irak, au grand dam du pré-

sident George Bush, Le

temps d'un premier bilen,

le Monde examine, dans ce

dossier, ce que la guerre du

Golfe a ou non changé au

Proche-Orient et dans le

Le bilan, en termes de vies humaines, du conflit du

Golfe et de la guerre civile

en Irak est impossible à

cerner avec précision. En

recoupant diverses sources

occidentales, et en l'eb-

sence de chiffres officiels

côté irakien, on peut esti-

mer entre 170 000 et

250 000 le nombre de per-

sonnes qui ont payé de leur

vie les événements consé-

cutifs à l'invesion du

Koweit, dont 100 000 sol-

dets irakiens, 389 Améri-

cains et 77 elliés, le reste

étant des víctimes civiles.

28 février.

monde.

egression impunie.

Irak: un pays sous tutelle

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Quand, il y a un an, son ermée 'empare en trois beures du Koweit, M. Saddam Hussein songe sans doute avoir atteiot son objectif: se donner les moyens financiers pour feire de l'Irak la pre-mière puissance nucléeire du monde arabe capable de rivaliser militairement evec Israël et dooc de parler, au nom des Arabcs, svec les «Grands». Un an après, comme le murmurent nombre d'Irakiens, «le roi est nu». Et, plus grave, l'Irak est détruit économiquement, socialement, bumai-

Celé sur un pouvoir qui ne repose plus que eur les seuls services de sécurité, le président gouverne un pays sous surveillance et dans lequel sa liberté d'action est, au moins temporeirement, sérieusement limitée. Contraiot et forcé d'accepter, par le jeu politique et la nécessité, la présence de l'ONU des organisations humanitaires interoations les, le président oe peut totalement ignorer ces témoins dont la présence risque d'eutant plus de se prolonger que l'epplication complète de la résolu-tion 687 demandera encore beaucoup de temps. Si l'iotégrité territoriale de l'Irak a été sauvegardée,

il o'empêche que tout le nord du pays échappe désormais eu contrôle du pouvoir central eu profit de ses ennemis kurdes et que le débouché maritime, au sud, est sous la reepoosabilité de l'ONU.

En gestation depuis trois mois, la recherche d'un accord avec le Front unifié du Kurdistan se fait toujours attendre et la reprise de Souleymanich par les peshmergas est une preuve de l'incapacité à la fois politique et militaire du gouvernement de «maintenir l'ordre» sur son propre terrain.

> Reprise en main

Meurtri, le sud du pays, à majorité chiite, est reveou sous le contrôle de fer de Bagdad, mais les ebiites, majoritaires co Irak, n'oublieront jemaie le terrible répression à laquelle ils oot dû faire feee et le pouvoir a, per exemple, aujourd'bui, bien du mal à trouver des volontaires pour les élections au sein du parti Baas.

cupations de l'ONU et d'un avertissement de Washingtoo, Londres et Paris, l'armée se heurte à une opposition endémique qui n'hésite pas à monter en embuscade pour faire des coups de main contre les cibles gouvernementales.

Placée sous mandat de l'ONU et démilitarisée sur une profondeur de dix kilomètres, la bande fronta-lière evec le Koweit dans laquelle se trouve la base navale d'Um-Qasr est une autre enclave plus ou moioe souetraite ao cootrôle de Bagdad qui devra d'eutre pert accepter un arbitrage international pour la délimination définitive de la frontière. A cette perte de sou-

veraineté s'ajoute bien évidemment la destructioo totale de la puissante industric d'armement irakienne et, surtout, des labora-toires de recherehe nucléaire, objet de tous les soins du président qui o'hésitait pas à y sacrifier l'essen-tiel des ressources de son pays. Ses tentatives de eacher tout con potentiel malgré le risque encouru montrent que le président irakien ne s'est toujours pas résolu à perdre complétement sur ce plan. Mais pour combien de temps?

Malgré cc sombre tableau. M. Saddam Hussein semble pour l'iostant bors d'atteinte d'uoe

menacer sérieusement son pouvoir. Après le flottement qui a suivi immédiatement le retrait du Koweit, les services de sécurité ans reprie petit à petit leur contrôle. Et si la population ose encore par-ler contre le régime, e'est de plus en plus discrètement. Désorientes par l'attitude occidentale, les lrakiens ne saveot plus réellement à quoi s'en teoir et, à terme, le maintieo des sacetions risque de jouer plus contre l'Ouest que contre le gouvernement. Certes, M. Saddam Hussein a

perdu tout le crédit que lui avan valu sa « victoire » contre l'Iran et si des électione se déroulaient eujourd'hui eo Irak il ne recueillerait sans doute pas plus de 10 % des voix. Mais le faux-semblant de démocratic annoncé ne risque pas de remettre en cause son pouvoir. Comptant sans aucuo doute sur le temps, l'absence d'une opposition erédible et la crainte des poys limitropbes de bouleversements sanglants à leurs frontières, le président irakion cherche, pour l'ins-tant, à reprendre en main ce qu'il peut du pays. Car, comme le souligne un diplomate, «la leçon qu'a virée le régime des troubles de mars est qu'il faut plus de répression, plus de contrôle, plus de magouille».

FRANÇOISE CHIPAUX

Assouplir l'embargo saos contrepartie, e'est se priver d'un moyen de pressioo sur le maître de Bagdad, lui offrir une vietoire à bon compte, renforcer soo régime.

La meilleure solution consisterait à alléger l'embargo tout en cootraignant Bagdad à appliquer scrupulcusement l'eosemble des résolutions de l'ONU. D'un côté, la commuoauté interoationele maintiendrait vigilance et fermeté envers l'Irak, pour l'obliger ootam-ment à démanteler ce qui reste de son arsenal nucléaire. De l'autre, le comité des sanctions de l'ONU accorderait certaines dérogations.

L'Irak serait, par exemple, eutorisé à exporter un miliard de dol-lars de nétrole nour financer l'achat de produits alimentaires et de médicaments. Des métanismes appropriés obligeraient Bagdad à une transparence bancaire absolue. Les agences spécialisées de l'ONU et des organisations humanitaires assureraient sur place la distribu-tion de ces biens.

Tout cela implique de prolonger pour une période iodéterminée et de renforcer - la mise sous tutelle de l'Irak, cootraint à certaios abaodoos de souveraineté. C'est déjà le cas eu Kurdistan, ou Pavietion irakienne ne peut franchir le 36 parallèle, sous peine de déclencher une riposte américaine. En territoire ture, quelque deux mille six cents soldats alliés sont prêts à intervenir au cas où Saddam Hussein, rompant les négociations en cours avec les dirigeants kurdes, laoccrait des représailles contre la population.

L'étraoge « après-guerre » du Golfe, on le voit, s'éternise. Sans doute durera-t-elle aussi longtemps qu'il faudra «vivre avec Saddam».



L'obstacle Saddam Hussein

Réduite au silence par la féroce répreseioo de l'après-guerre, le nombreuse communauté ebiite, pourtant restée loyale pendant la guerre cootre l'Iran, paose ses plaies et remâche soo amertume. La base du régime o'a jamais été aussi étroite. Le ministre de l'in-formation annouce, poor cette année, le multipertisme et la liberté de la presse. Mais qui prend au sérieux ces vagues promesses de démocratie?

Saddam Hussein o'a rieo perdu de soo obstinatioo guerrière. La révolte chiite à peine écrasée, le président irekieo s'attelait à reconstituer son armée, autour des cinquaote mille hommes de la garde républicaine prudemment mis à l'abri pendant le coosiit.

> Une morgue indemnę

Forte d'au moins 200 000 soldats réguliers regroupés en qua-rante-huit divisions, l'armée irakienne demoure la mieux équipée de la région : enviroo 2 000 chars et véhicules blindés, deux eents avions de combat, quatre cents hélicoptères, et quelque sept cents missiles Scud, décombrés par l'œil des satellites américains.

« Nous avons détruit toutes les installations nucléaires de l'Irak», avait effirmé, présomptucux, le

géoéral Schwarzkopf, dix jours après le décleochement de la guerre aérienne. On sait aujourd'hui - de l'eveu même de Bagdad - qu'il n'en était rien, que Saddam Hussein a, pendant des mois, violé la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU qui l'oblige à la «transpareoce» dans ce domaioe.

Etant donnée l'importance poli-tique de l'enjeu, il teotera saos doute jusqu'au bout de dissimuler les matériaux susceptibles de lui dooner uo jour la bombe. Des eseouades d'iospecteurs oe suffiroot pes à l'eo dissuader. Ce récent épisode nucléaire prouve à quel point Saddam Hussein reste dangereux pour la sécurité régionale. Il justific l'extreme vigilance de l'Occident à son endroit et dooc, a posteriori, raison à George Bush d'avoir attaqué l'ar-mée irakienne sans plus attendre. Prolonger indéfioiment l'embargo eut peut-être permis à Seddem Husseio d'atteiodre son objectif

Fallait-il pour autant «finir le job», prolonger le guerre terrestre au-delà de ses « ccot heures » Aller jusqu'à Bagdad et dénicher Saddam Hussein dans soo bunker? Ou du moins anéantir son armée pour l'empecher de réprimer les révoltes kurde et chite? Deux Américains sur trois le penseot aujourd'bui, et sans doute beau-coup d'Irakiens, las de la dicta-ture. Mais George Bush – et ses

alliés - voulaient affaiblir l'Irak, pas le disloquer; ceutraliser Sadpas le disioquer; occuranser Sau-dam Husselo, pas le liquider. Libérer le Koweit était le «but de guerre» fixé par les Nations unies. Et que o'aurait-on pas dit si les forces de la coclitico avaient occupé Bagdad on bombardé, ao-delà du nécessaire, une armée en

PANCHO

La force ou les sanctions

s'en débarrasser. Cinq mois plus tard, l'élimioation politique du président irakieo reste, pour Washington, l'un des objectifs de l'«après-guerre». Pas questioo toutefois pour l'Amérique d'attenter à la vie de soo pire cocemi do moment, à supposer que cela soit possible. L'assassinat d'une personalité étrangère - faut-il le rappeler? - est un acte illégal aux yeux du Congrès. En revanche, la CIA a tout loisir d'encourager et de fioaocer les rivaux, notsmment militaires, de Saddam Hussein. Mais l'bypothèse d'un putsch ou d'une révolution de palais semble bien improbable, l'armée étant périodiquement purgéc. Trois conspirations auraient été déjouées depuis la fio de la guerre et dix-huit officiers supéricurs pendus le

Bush est tenté par une oouvelle actioo militaire pour neutraliser le potentiel nucléaire irakien. Mais sa marge de manœuvre est étroite. Bien moins nombreux que pendant la guerre, les pilotes améri-caios s'exposeraieot à de plus grands risques. En outre, on voit mal comment des bombardements aériens permettraient aujourd'hui de détruire des objectifs qui o'ont eantis au conflit. La guerre de destruction massive contre l'Irak a été livrée en janvier et février; on oe la mènera pas une seconde fois. Ni les alliés arabes de l'Amérique oi l'Uoioo soviétique o'apporteroot leur soutien politique à une telle entreprise. Restent les sanctions mises en

mois dernier, Que faire? Saddam

Hussein compressot mieux que

tout le langage de la force, George

œuvre par les Nations unies au débot de la crise. Elles placeot George Bush devaot un autre dilemme. Maintenir l'embargo tel qu'il est, c'est prolooger sciemment les épreuves de tout un peu-ple, déjà victime des crreurs criminelles de soo chef; c'est punir la masse des plus pauvres sans gêner la nomenklatura oi hâter la ehute de Saddam Husacin; c'est donc Isrgement menquer sa cible.



DES CHEF

DES I

 $\mathcal{F} = \{\{0\}_{i=1}^n\}_{i=1}^n$

975 (998 P)

COMPUTER C

PROGRA

PACHALL Wal

STATE WHEN I SE AME

Agent Dr Avence

1101

1.241.41

1 02

species in

· 新斯斯士 1.4 44

A CONTRACTOR

Trake 149

CHE. W

MD4. CW

-

1巻か・デュ

أتحيي والإيج

秋 の山井

ger reif

154 x #18

Estat in

E'cetf@

W 1 3 4

L. CHA

DATE OF deren!

SHARE.

Service Service

th.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

« Statu quo » pétrolier, tensions financières

Si le pétrola étais, comma il l'e affirmé, l'un des principaux objectifs da Saddam Hussein en envahissant le Koweit, le moins que l'on puisse dire ast qu'il a perdu sur tous les terraine. Un an après l'invaeion, les prix du brut sont revenus exactement eu même nivaau qu'en juillet 1990, coit 18,5 dollars pour le prix moyen d'importation en France. Pour l'Occident, la flambée des

eours d'aoûs à décembre 1990 n'est qu'un lointain aouvenir et la réceccion économique qui a'ansuivit commence partout è recular. Chez les producteurs, tous les principaux ennemis da l'Irak ont été lee premiers bénéficiaires de la crise : l'Arabie saoudite, comme l'Iran, les Emirats arebee unis, Bahrain, Oman, etc., produicent à pleine cepacité, et les Etats-Unis en ont profité pour relancer leur extraction pétrolière.

Mieux encore, le Koweït luimême, pourtant minutiausament saboté par lea troupes irakiennes, renaît enfin de eee cendree. Tandis que l'Irak est toujours interdit d'exportations pétroliàres et ne peut aspérer au mieux d'ici l'automne pour raisone humanitaires, au une levée pertielle de l'embargo, étronament eurveillée, le petit émirat, lui, a annoncé fièrement ou'il reprendrait incessament ese exportations de brut.

> 240 puits éteints

Cette déciaion est certes largemens symbolique puisque lee quantités attendues - deux car-goe de 1 million de barils chacun sont très éloignées des rythmes normaux de vente koweitiens d'avant l'invaaion plue de 2 millions de banis/jour. Elle montre toutefoie l'ampleur das travaux de reconatruction entrepris depuia le libération il y e cinq mois. En quittent la pays à la fin de février, las troupes irakiennes avaient laissé un secteur nétrolier totalement dévasté. Las terminaux, les cuves, las oléodues, les raffineries, tout éteit

Du milliar da puits recansés dene l'émirst, plue de BOO avaiant été totelement détruits par explosifs et incendiés, dégageant un nuage de fumées toxiquea sana précédem. Aprèa un démerrege poueeif, randu plue erdu par l'absence de servicee de

base - les Irakiens evaiem égelemsni détruit l'électricité, l'eeu, le téléphone, les moyans de trans-ports, etc. – les travaux de réperation ont finalement etteint un rythme de croisière d'environ 15 puits per semaine. A ce jour, 240 puits sur 600 ont été éteinta, et le gouvernement koweitien e ennoncé qu'il espéreit avoir terminé l'extinction de tous les puha d'ici mars 1992.

La production de l'émiret etteint 140 000 berile/jour eujourd'hui, ce qui suffit à assu-rer le consommation intérieure et lee autorités espèrent exporter 400 000 banils par jour d'ici è la fin de l'année. Toutefoia ce n'est pea de eitôt que la Koweīt retrouvere sea recettes pétrolièree peeséee (10 millierda de dollars par en).

Les coffres vides des pétromonarchies

Sur le plen financier, le bilan est moins rassurant. La guerre a an effet vidé les coffres privés et les caisses publiques de la plupert des pétromonerchies du Golfe. On estime qu'au total une soixantaine de milliards da dollars de capitaux privés se sont ainsi enfuis dès l'invasion, dom une patite partie seulemem est revenua. Les Eteta, principaux moteurs de l'ectivité, ont été égalemant fortement mia à

La participation du Koweit, de l'Arabie secudite et dea Emirets arabes unis à l'effort de guerre allié est estimé à 30 milliarda de dollars, auxquels il faut ajouter lee engagements pna pour l'ave-nir (achets d'armement notemment). Le situation est certea géreble compte tenu des richassee eccumuléee per cee Etats rentiers, maia pour la premiare fois les pétromonarchiaa sentent le poids des contraintee finenciàres, dont les evetare récents de la BCCI som une illus-

De ce point de vue, la Koweit est certeinement le plus touché. Le coût global de la reconstruction est certes beaucoup moins important qu'on ne l'avait cru au départ : au total une vingtaine de miliards de dollars. Mais il faut lui ejouter la participation koweltienne à l'effort de guerre allié (16 millierds da dollers), et le manqua à gagner lié à la perte

des exportationa de brut (B.5 milliarda de dollars par an). La « note » est donc lourde : 80 milliarda de dollars étalés sur cino ens. Toutefois l'émirat, qui eveit accumulé avent l'inveaion plus de 100 milliarde de dollars d'actifs à l'étranger e, de l'avis général, les moyens de la payer.

Un bénéficiaire : l'Iran

Après plusieurs mois d'études et d'hésitation, le gouvernement a annoncé qu'il alleit financer ces besoins en empruntant 33 milliarda de dollars sur le marché international des capitaux. Cette solution a été préférée à la vente pure et simple des ectifs, afin d'une part d'éviter de perturber les marchés boursiers - donc de feire chuter le valeur des dite ectifs - et d'eutre part de préserver lea revenus tiréa de ces placements estiméa à 10 milliards de dollare par an.

Dans le domaine économique, la aaul paye ayent finalement réellament profité de la crise est l'Iran, qui non saulement e bénéficié d'une hausee de aee recettee mais e eussi tiré parti de

la situation en renouant des liens diplomatiques et commerclaux avec la plupart dea paya occidentaux, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite. Cela dit, la guerre n'e paa été ici non plue un «miracle». Compte tenu de la situation économiqua et sociale critique qui prévalait, l'Iran, empetré dene ses contradictions e tout juste de quoi financer son plan de recons-

truction. Finalement la conséquence la plus cleire du conflit eurs été d'inversar lee mouvemente de capitaux. Treditionnellement exportetrice netta de cepitaux, crace à la manne pétrolière et à la faiblesse de sa populetion, la région du Golfe a certea les moyena de règler sea ardoises et de finencer pour pertie ca reconstruction - du moins en ce qui concerne le Koweit - mais elle devra, pour quelques années. emprunter, devanant donc importatrice de capitaux. Un problèma qui explique largement la pénurie ondiale d'épargne dénoncée par lee économistes.

VERONIQUE MAURUS

Des chiites écrasés des Kurdes qui négocient

prévu le soulevement chiite. Parti an début de mars de Bassorah, il devait s'étendre rapidement à la plupart des grandes villes du Sud. Pendant la guerre contre l'Iran, les chiites — entre 50 et 55 % de la population - étaient restés fidèles à leur pays au point de fournir le gros des troupes face aux assauts des pasdarans.

Pourtant, ce sont ces mêmes soldats, humiliés per nne nnnvelle guerre qui, cette fois, ne signifiait rien pour eux, qui donnèrent le signal de la révolte dès leur retour à Bassnreb. Snn succès initial résulta du vide politique né de l'effondrement de l'appareil mili-taire et répressif du régime. Paradaxslement. l'side que l'Iran securda à la rébellion d'une manière de plus en plus voyante et les propos irresponsables teaus à Téhéran par l'hodjatoleslam Moha-med Bakr El Hakim, ie chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique, devaient sceller sa

En évoquant l'éventualité d'une République islamique, ce dernier effraya une partie de la communauté chiite hostile à l'evènement d'un pauvair religieux, tempéra l'enthousiasme d'une fraction agissante des chiites, représentée par le parti Al Deewa, méfient à l'égard des visées de Téhéran, et provoqua la neutralité passive des Etats-Unis et des pétromonarchies nullement désireux de voir s'implanter en Irak un régime du type

Le droit d'ingérence

Plus étonnant est le silence embarrassé des défenseurs des droits de l'bomme devent one répression dont le férocité e dépassé de loio celle que subirent les Kurdes par la suite. Ces derniers, qui a étalent tenue prudem-ment à l'écart du conflit, furent finalement sotrainés dans la tour-

On oe sait pas encore claire-ment si la révolte kurde, qui par-vint vers la fin de mars à libérer principales villes du nord-est de l'Irak, e été décleochée sar ordre du Front uni du Kurdistan regroupaot l'ensemble des pechmerges - ou bien si elle résulta d'actions spontanées inspirées par des éléments incontrôlés en désaccord avec la prudence du Front. Une chose est sûre: cette révolte était prématurée. L'armée irakienne, ayaot écrasé la rébellion chiite, reprit au début d'evril le contrôle de la plupart des villes du nord-est du Kurdistan.

Comment expliquer l'indifférence glaciale de M. Bnsh qui nétait allé à la pêches le jour où se nnuait la tragédie kurde? Il affirmera plus tard qu'il ne voulait pas risquer « de précieuses vies américaines » et que les Etats-Unis o'entendaient pas « intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Le pitovable et meurtrier exode de près de deux millions de Kurdes devait peu à peu éroder son indifférence. Pour sa part, la France

selon une formule empruntée à M. Knuebner. Le 5 avril, le Conseil de sécurité condamnait la répressinn anti-kurde et lancait l'idée d'un esanctuaire pour les

Le 8 avril, les Douze approu-vent la création, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. M. Bush, d'abord réticent, se



nouvelles unités pour créer plualeurs camps d'eccueil daos le nord de l'Irak, où des soldats amé-ricains pénètrent le 17 avril.

Bagdad est contraint de s'incliles pechmergas et annonce l'ouver-ture de négociations avec toutes, les organisations du Front du Kurdistan, à l'exception de la branche kurde du Parti communiste irakieo. Les poorparlers s'ouvrent d'une manière spectaculaire à Bagdad per des embrassades, Réalistes, les chefs knrdes veulent nbtenir d'uo Saddam Hussein attaibil le maximum de conces sinns. Ils savent eussi que la protectioo armée des Occidentaux ne sera pas éternelle.

En attendant, la zone de protection établie par les alliés a permis aux pechmergas de refaire surface militairement et politiquement, malgré le départ le 15 juillet des unités américano-franco-britanniques du réduit dn Nord où elles ont été remplacées par les forces de l'ONU. Le retour des pechmergas à Souleymanich, sans que les irakiens réagissent, montre que le « droit d'ingérence » a modifié l'équilibre des forces en faveur des Kurdes, qui bénéficient en outre de l'épée de Damoclès menacant le pouvoir irakien : la force de déplniement rapide occidentale mise en place en Turquie.

des promesses de démocratie non tenues Sahah, traumatisée par l'occupation inalienne, avait pris en octobre 1990 lors de la grande réconciliation koweïtienne de Djeddah entre la familie régnante et l'opposition. A l'époque, certains sceptiques affir-maient que, une fois de retour dans leur pays, les émiss oublieraient leurs

Pour l'émirat libéré

Lorsque, amès sept mois d'exil en Arabie saoudite, le prince héritier et ebef du gouvernement kowentien, Chelith Saad El Abdallah El Sabah, regagna l'émirat, son premier geste politique fut d'affirmer que la vic parlementaire retrouverait sa place et parlementaire retrouverait sa place et que la Constitution de 1962 - suspendue partiellement en 1986 -serait rétablie dans son intégralité.

Cheikh Saad, qui venait d'être norumé administrateur de la loi markien. M. Bush, d'abord réticent, se laisse finalement ennvaincre. Le laisse finalement ennvaincre. Le l'envoi de engagements que la dynastie des

promesses.

C'est peu ou prou ce qui s'est passé. Les événements des derniers mois confirment que la famille des Sabah n'a pas tiré les leçons de l'occupation irakienne et qu'elle e de nouvean l'intention de régner sans partage. Fait alarmant: l'apparition des « milices princières » conduites par les « jeunes émirs » de la dynastie des Sabah. Malgré les mises en garde níficielles — surtant destinées à l'étranger, — les membres de ces milices se sont érigés en « justiciers » désineux de punir ceux qui, selon eux, avaient collaboré avec les lrakiens. Leurs cibles favorites sont les Palestiniens, globalement et injustiment accusés d'avoir trahi le Kowelt en coopérant avec l'armée de Bagment acceses d'avoir trati le Koweit en coopérant avec l'année de Bag-dad. En vérité, ces «milices», dont l'abjectif à ling terme est de «convaincre» l'opposition de ne pas se montrer trop entreprenante, opè-tent de concert avec les responsables de la decurité reticeale. Les extiende la sécurité nationale. Leur action, soutenue en haut lieu, vise à créer un climat de terreur destiné à inciter la grande majorité des Palestiniens à quitter l'émirat. Cette campagne anti-

rateurs présumés, dont une trentaine ont été condamnés à mort. A la suite de multiples protesta-tions dans le monde, ces sentences ont été commuées en peines de pri-son à vie. De même, à la suite de la création de groupes clandestins d'auto défense palestiniens, les «milices prin-cières » semblent depuis le début

palestinienne, qui a fait un nombre inconnu de morts ou d'estropiés sous

la torture, s'est doublée en juin d'une série de procès expéditifs de collabo-

leur chasse aux sorcieres.

Soumis aux pressions des Américains et de leurs alliés de la coalition, qui ne souhaitent pas être accusés d'avoir, en libérant le Koweit, remis en selle un régime e anti-démocratique», les dirigeants de l'émirat ont depuis leur retour au Koweit multiplié les promesses de libéralisation. Mais celles-ci, d'ailleurs fort timides, ne mettent pas en cause le principe ne mettent pas en cause le principe de l'intangibilité du pouvnir des Sabah. Le remaniement gouverne-mental d'svril a maintenu intacte l'antorité de la famille royale, malgré le fait qu'elle ne soit plus représentée au cabinet que par cinq de ses mem-bres, contre buit dans l'équipe sor-

Les seuls chantements notables à Les seuls changements notables à l'intérieur du nouveau gouvernement (dont le départ de Cheikh Sabah El Ahmed, la «bête noire» de l'opposition) relèvent de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la dynastie qui détient les postes stratégiques du nouveau cabinet. L'opposition ne s'y est d'ailleurs pas trompée, dénoucant le gn nvernement eomme un « défi » anticonstitutionnel à la volonté populaire.

Le Parlement « croupion » réactivé

Les sept groupes politiques qui forment l'opposition - depuis la gauche nationaliste, les différentes formations religieuses sunnites et chiites jusqu'aux grandes familles marchandes — estiment que, tant que la décision de l'émir Jaber du 3 juillet 1986 de suspendre la Constitution de 1962 et de dissondre le Parlement ne sera pas révoquée, il existent au Koweñ un vide politique qui frappera d'illé-gitimité toutes les mesures prises par

Dans ce contexte, l'apposition, Dans ce contexte, l'inpositinn, considérablement renforcée par suite de la fuite de la dynastie – qui n'a pu empêcher l'occupation, quittant l'émirat sans evoir pris la moindre disposition susceptible d'organiser la survie et le résistance du penple personne que insistance de l'emperate pre insistance. koweitien, - réclame avec insistance la tenne rapide de nouvelles élections parlementaires. Un souhait également

partage par les Américains et leurs-alliés occidentain.

Cédant aix pressions conjuguées des elibérateurs occidentaix » et de l'oppositioo interne, l'émir Jaber, après maints atermoiements, a fixé la consultation électorale à octobre 1992, une date suffisamment éloignée poor permettre tontes sortes de manœuvres politiques. Plus grave, il a décidé de réactiver le Conseil national koweitien, sorte de Parle-ment «croupion» mal élu dont la création, deux mois avant l'invasion irakienne, avait creusé un profond fossé entre les Sabah et l'opposition démocratique. A snn retour au Koweit libéré, l'émir Jeber evait pourtant congédié cet organisme à sa dévotion.

Le « repéchage » de cet ersatz de Parlement non prévu par la Consti-tution de 1962 augure mai de l'ave-nir de la vie politique au Koweit et des relations des Sabah avec l'opposition. Lice par la Constitution qui prévnit unir sur blane que l'émir régnant doit appartenir à la famille des Sabah, l'opposition a toujnurs reconnu la légitimité de la dynastic. Tout ce qu'elle souhaite, c'est d'avoir le droit de tempérer le pouvoir des Sabah par une institution parlementaire indépendante qui serait l'expression de la volonité populaire et non von des propulaire et non von cherches d'avoir populaire et non von cherches d'avoir populaire et non von cherches d'avoir populaire et non von cherches d'avoir propulaire et non cherches d'avoir propulaire et non cherches une chambre d'emeristrement JEAN GUEYRAS

Les nouveaux métiers de l'ONU

NEW-YORK

de notre correspondant Megniflée pnur evnir su faire respecter le droit interna-tional, en obtenant la libération du Koweit - y compris au moyen d'une guerre - ou. e être simplement drepée dans la bannière étoilée américaine sans chercher à faire respecter «l'égalité souveraine de tous ses membres» ins-crite dans sa Charte, l'Organisation des Nations unles aura vu enn rôle prafandément modifié par la crise du Golfe. L'emprise incantestable et souvent incontestée, - dès le mois d'août 1990, de la délégation eméricaine eur le Conseil de sécurité, et plus précleément sur les quetre outren membres permanents (Chine, France, Grande-Bretegne, URSS) aure eu pour effet mejeur nnn seulement de réduire les eutres peys membres au rôle de figurants, mais aussi de limiter considérablement l'ection du secré-

taire général. Avant que n'intervienne le récheuffement soviéto-américain, M. Perez de Cuellar avait pu se glisser entre les deux Grands treditionnellement paralysés per le guerre froide, prendre l'initiative de régler un certain numbre de conflits régionaux et faire progresser d'autres dossiers sur la vole de la paix. Mais cette fois, il est redevenu un simple fonctionnaire de l'organisation. A ce titre, il e dû se contenter de préparer les reppurts demandés par le Conseit de sécurité, la où siège le pou-voir exécutif de l'ONU, et transmettre ses recommendations à un secrétariet qui, en dépit de l'empleur da ses nouvelles tâches, e su travelller avec célérité,

Géomètre, artificier, Broker

Car, dans le même temps, l'Orgenieation a'est rodée à des métiers qu'elle ne connaissait pes. Renonçant à son pouvoir de police, prévu dans les textes mais qu'elle e préféré déléguer à une coalition armee mendement dee Eteta-Unis, l'ONU, après la fin des hostilités, e mis en place une force d'interposition entre l'Irak et la Kowett rendu à ses propriétaires et fourni aux populations victimee des affrontements et des représailles de M. Seddam Huesein les seenure humeniteires dant ellee eveient cruellement besoin. Ce sont de simples tâches de routine.

En revanche, l'epplication de la résolution 687 mettant fin aux hostilités e conduit les Nations unles à se transformer en géomètre (pour délimi-ter exectement la frontière entre les deux pays, en s'appuyant sur la tracé de 1963), en ertificier (nvec l'envo d'équipes chargées, dans un premier temps, de recenser et d'Inepecter les armes irakiennas non conventionnelles puis de les détruire) et, plus récemment, en broker spécielisé sur le marché pétroller

L'ONU doit en effet décider non seulement quel pourcen-tage des exportations de brut trakien deura être effecté à un irakien devra être affecté à un funds d'indemnissition des victimes de la guerre, mais sussi surveiller de près les quantités, prix et conditiona des ventes d'hydrocarbures qui devraient enmmenenr à intervenir à l'eutomne pro-chain lorsqu'auront été partiel-lement levées les nanctions

frappant Bagdad. Après avoir autorisé, pour la première fois de son his-toire, au nom de l'indispensable singérence humanitaire », la création de zones de sécu-rité à l'intérieur d'un pays qui, peu à peu, voit sa souverai-neté rognée pour prix de son agression, l'ONU continue à innover. En attendant d'autres suggestions. Comme l'Idée, emment oubliée, de traduire M. Seddem Huasein devent un tribunal international et qui, cette fois, s'est avérée beaucoup trop compliquée à concrétiser.

SERGE MARTI

Israël-Syrie: l'« effet Golfe »

a La guerre du Golfe n'a pas eu lieux, affirmait dans un petit livre le obiloscobe Jean Baudrillard, Et nou-tant, si une négociation israélo-arabe renome à l'automne, comme probae, on le devra largement au conflit

de l'hiver demier.

Soucieux de faire oublier son forfait, Saddam Hussem evait dès le
12 août, emprenté au registre classique do répertoire arabe, celui du
«Haro sur Israëll». Se livrant à un
ampleure historistement circulité. amalgame, historiquement simpliste, mais crédible coprès des faules arabes, il établissait un lien entre la mainmise de snu armée sor le Koweit et la présence des forces israélicanes dans les territoires occupes: Palestine, Golan, sud du Liban. Faisant mine de croire qu'uoe occupation vaut l'autre, il affirmat que toutes ne pourraient prendre fin que tours ne pourraeur prendre mi que dans le cadre d'un «règlement global». Du coup, il s'efforçait de diluer la crise du Golfe, fruit de son cynisme brutal, dans le contexte, évidemment plus favorable à ses yeux, de l'affrontement ancestral entre Jérnsalem et le monde arabe.

Il n'empêche : même si le règlement des conflits israélo-arabe et israélo-palestinien n'était évidemment pas un «but de guerre», l'administra-tion Bush pouvait difficilement igno-rer les critiques des opinions publi-ques arabes, l'accusant de faire «deux poids, deux mesures», dans le respect de droit international. Après quatre tournées infructueuses

an Proche-Orient de M. James Beker - décidement, tenace, - il aura, fallus attendre la mi-millet pour que que-que chose poule enfin sur l'échiquier procho-oriental. En avaisant les pro-positions américaines sur la procédure d'une conférence de paix, le président syrien, M. Hafez El Assad, acceptait, de même coop, l'idée d'une négociation directe avec Israël.

Pris à contre-pied par Damas, Jérusalem a d'abord! voulu s'assurer auprès de Washington de la sincérité de l'offre syrienne. Tont porte à croire que le gouvernement Shamir est sur le point de lui donner une répanse positive. En revanche, il refuse catégoriquement de négocier evec tout dirigeant palestinien qui se réclamerait de l'OLP et exclut la présence à la table des pourpariers de tout Palestinien vivant à l'érusalem-Est, car cela remettrait en cause à ses yeux la souveraincté de l'Etat juif sur sa «capitale éternélie».

Les Palestiniens risquent d'être les grands perdants do processus qui s'amorce. Ils redoutent une réédition du scénario de Camp David qui verrait les pays arabes conclure une «paix séparée» avec Israël, la Syrie pouvant espérer récupérer le platean du Golan perdu en 1967. Ils risquent de payer Inngtemps l'énnrme enteur politique que l'OLP a com-mise en soutenant avenglément Sad-

Pour éviter une nouvelle poudrière

Un essai de «transparence» du commerce

Pour les principaux pays exporta-teurs d'armes, la guerre du Golfe e été comme un révélateur : le surar-mement, manifestement excessif par rapport à leurs besoins de sécurité, de certains Etats de la zone est la cause de graves et durables déséqui-libres régionaux, au lieu de contri-buer à la stabilité dans cette partie

L'accessinn de quelques-nues de ces puissances locales à des technologies militaires avancées, comme le nucléaire et la balistique réunis, est une menace globale, y compris pour le «club» des grandes puissances mondiales qui ont, et voudraient gar-der, une responsabilité particulière de sécurité en la matière.

De ce point de vue, ce qui s'est passé en 1990-1991 eu Proche-Orient et, plus spécialement, le conflit evec l'Irak a ouvert les yeux aux cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont aussi parmi les gros exportateurs d'armes. Il leur a bien fallu, enfin, chercher à s'entendre sur des principes qui visent à réglementer, en le limitant entre eux, le commerce des armements dans la région.

Quelle que soit la base des calculs Proche-Orient: Israël, l'Arabie saou-

qui les fondent, toutes les évaluations concordent. C'est au Proche-Orient qu'on trouve la plus importante des poudrières. Et ce sont sensiblement toujours les mêmes pays fournisses qu'on y recense, essentiellement les États-Unis, la France, la Chine, l'Union soviétique, la Tchécoslova-quie et la Grande-Bretagne.

L'Irak, un cas d'école

A en croire une estimation dn Pentagone, quatre pays proche-orien-taux figurent parmi les six premiers Etats importateurs d'armes dans le mande : l'Irak, l'Arabie saondite, l'Itan et Israël, auxquels il convient d'ajouter deux pays clients hors zone, qui sont l'Inde et l'Afghanistan. Une autre évaluation va dans le même sens, celle du Fonds monétaire inter-

Scion le FML qui a établi son classement en terrant compte de la part du revenu natinoal consacrée aux achats d'armes entre 1972 et 1988, dix des onze plus gros acquéreurs d'armes dans le monde se situent au

dite, Oman, le Sud-Yémen, Jordanie, Irak, Syrie, Egypte, Libye, Nord-Yé-men (les deux Yémen ont fusionné en 1990). Dans cette liste, seul l'Angola est venu se glisser au second rang juste derrière Israël.

Les égoïsmes nationaux, souvent basés sur une conception étroite de la notion d'intérêts à courte vue, et la n'valité entre les grandes puissances, préoccupées de se constituer avant tnut na réseau de elienteles, nnt é à la roue, sur la voie d'une pralifération des armements de moins eu moins contrôlée. Des matériels classiones, pour ne pas dire banals tant ils sont répandus, on est passé eux équipements d'ebnrd sophistiqués, ensuite déstabilisants : armements minieturisés et guidés avec précision pour des actions offen-tives, missiles balistiques, composants chimiques, voire biologiques et, sur-tout, ces divers « ingrédients » qui préparent au nucléaire.

De ce point de vue, l'exemple de Mrak est presque un cas d'école. Certains fnurnisseurs occidentaux, à commencer par la France, ont été discrètement encouragés par les Etats-Unis (qui étaient alors « le Grand

Satun») de livrer à Bagdad de quoi tenir tête à l'Iran, dont le fanatisme religieux les inquiétait à l'époque, et aussi de quoi permettre à M. Sad-dam Hussein de prendre ses distances avec le quasi-monopole exercé par l'Union soviétique, grâce précisé-ment à ses dons d'armes.

> Un registre à l'ONU

Depuis le 2 août 1990, les grandes puissances ont peur que ces surarme-ments régionaux ne se retournent un jour contre elles et qu'ils ne vier compliquer un jeu international qu'elles voudraient continuer à régen-ter selon leurs intérêts.

C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis, la France, le Royaume uni, l'Union soviétique et, non sans evoir exprimé quelques réserves, la Chine ont entamé, les 8 et 9 juillet à Paris, des discussinns pour tenter d'érables des réserves des d'établir des règles de « retenue » de leurs ventes au Proche-Orient, cense devenir ainsi eune zone libre d'armes de destruction massive». En octobre prochain, ces cinq membres du Conseil de sécurité ont prévu de se

tion ne sera pas aisée et il ne faut pas en attendre des « retnmbées » immédiates ou spectaculaires. L'une des mesures qui visent à instaurer la «transparence» des transactions en la matière consiste à faire tenir nn registre des contrats par le secrétariat général de l'ONU. L'initiative est louable. Est elle réaliste, quand on sait d'expérieuce combien le com-merce des armes, aux mains de mar-chands imaginatifs, réussit à s'affian-chir des contrôles les plus sévères

conçus en principe pour mieux le

retrouver à Londres. Leur concerta-

Aux Etats-Unis, le Congrès donne Aux Etats-Unis, le Congrès donne nécessairement son accord préalable à chaque exportation d'armes au-dessus d'un certain montant. Une telle précaution n'a pes empêché le scandale de l'Irangate, cette transaction secrète et illégale (entre les Etats-Unis, l'Iran et le Nicaragua) à laquelle ont été mêlés des prinches de M. Rinnald Reagan. Aux Nations unies, du seul fait que la plupart des clients exigent le silence sur les marchés on'ils nasle silence sur les marchés qu'ils passent sous peine de rompre le contrat, le registre pourrait bien ne demeurer qu'un pieux catalogue.

JACQUES ISNARD



POLITIQUE

Le jugeant « contraire au principe d'égalité »

Le Conseil constitutionnel rejette un article important de la loi sur la réforme hospitalière

Le Conseil constitutionnel a décidé, lundi 29 juillet, de censurer la loi portant réforme hospitalière, dont l'article 8 avait fait l'ebjet d'un recours par un groupe de sénateurs. Il e jugé «contraire au principe d'égalité» la disposition prévoyant que les chefs de service sont nommés par le ministre de la santé et les chef de département par le conseil d'administration de l'établissement hospitalier.

La loi portant réforme hospitahère prévoyait que les chefs de ser-vice esont nommés par le ministre de la santé après uvis, notamment du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans renouve-lable» et que ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des règles e relouves aux sanctions prises en cas de faute ou d'insuffisance professionnelle ou aux décisions prises dans l'intérêt du service». Les chefs de département, eux, étaient « désignés par le conseil d'odminis-

RETOUR à la case départ. A trop vouloir ménager les uns et

les autres - les «patrons» hospita-liers, soucleux de conserver leur

rang et donc d'être nommés par le

ministre de la santé, et la gauche,

traditinnnellament favorable aux

départements hospitaliers et à des modes de désignation plus «démo-

cratiquess. - le gouvernament se

voit accusé de porter atteinte au

principa d'égalité. Ca débat -

secondaire par rapport à la crise

profonde que connaît notra sys-

tème hospitaliar public - n'aura réussi qu'à empoisonner la discus-

sion d'une réforme pourtant essen-

M. Bruno Durleux, ministre délé-gué à la santé, avait bien posé le

problèma an déclerant, qualquea

samaines event l'ouvarture de la

tration après avis, notamment, de la commission médicale d'établissement proposition des praticiens tituloires du dépurtement, pour une durée de cinq ans renouvelables». Les sénateurs auteurs de la sai-sine faisaient valoir que, en pré-voyant des modes de nomination distincts pour les chefs de service et pour les chefs de département — alors que ces médecins se voient investis de mission de même nature, - la loi méconnaissait à la fois le principe de l'égalité de trai-tement dans le déroulement de la carrière des praticiens bospitaliers et

> «Ancun motif d'intérêt général»

celui de leur égal accès aux emplois

Dans ses attendus, le Conseil constitutionnel a rejoint l'avis des sénateurs, considérant qu'a !! n'existe pas, entre le service et le département, au sein d'un établisse-ment public de santé, de différence de nature à justifier que les respon-

Une bataille de symboles

par Franck Nouchi

d'hui, les chefs de service sont

nummés par le ministre da la

santé. C'est un grand honneur pour lui. Mais comment le faire avec per-

tinanca, sachant qu'on na les

conneit pas tous?» Et il conclusit

qu'il lui semblait préférable de « lais-ser le choix de la modalité de ces désignations au conseil de l'établis-

sement, sur proposition, par exem-

ple, de la commission médicale

Réplique immédiate du professeur

Bernard Debré, qui réflétait la posi-

tion de la grande mejorité das patrons de CHU: eCetta mesure

de Marseille soit nommé chef de

service à Strasbourg. Tout ne sera qu'affaire de chapelle locale. Imagi-

nez l'ambience dans un départe-

ment où un assistant voudra se

présenter contre son patron. Une

erdira dorénavant qu'un médecin

d'agents publics relevant d'un même stutut ue répond à aucun metif d'intérêt général». Rappelant qu'un service regroupe une ou plusieurs unités fonctionnelles participant de la même discipline et qu'un dépar-tement doit être constitué d'an moins trois unités fonctionnelles, il a estimé que e cette différence ne a estime que e cette difference ne saurait à elle seule justifier, au regard du principe d'égalité, ni que le praticien appelé à diriger l'une ou l'autre de ces structures soit nommé selon le cas par l'autorité ministérielle ou par le conseil d'administration de l'établissement, ni que sa désignation pour cinq uns interserve dans le premier cas sous la vienne, dans le premier cas, sous la réserve que cette durée puisse être écourtée e dans l'intérêt du service», et, dans le second, sans qu'aucune cause d'interruption de fonctions soit expressément prévues. En outre, le Conseil constitutionnel indique que ces distinctions e entre agents publics relevant d'un même statut quant au mode de nomination et à la durée éventuelle des fonctions ne sont pas justifiées par des motifs d'intérêt général».

En conséquence, le Cooseil constitutionnel a estimé que sont

campagne électorale permanente i »

Une fois de plus, le débat de fond était esquivé. Si la mode de

désignation du chef de service ou

de départament est relativament

secondaire - c'est avant tout une

affaire de symboles, - le gouver-

nemant at las parlamantairas

auraient dû se soucier davantage

de la définition même de ces deux

entités : comment trouver des for-

mules parmattant aux praticiana hospitaliers d'espérer un jour «faire

carrières, au sens le plus noble du terme, au sein de l'hôpitel public, en accédant à des posses de res-poneabilité qui, en raison de la pyramide des âgas, sont aujour-

d'hui - et pour longtemps - hors

d'atteinte? Le subtil distinguo entre

service et département voulu par le

gouvernament n'eura sarvi qu'à

relancer un débat idéologique.

contraires à la Constitution les dis-positions des alinéas 1, 2 et 6 de l'article L 714-21 ajouté au code de la santé publique par l'article 8 de la loi portant réforme hospitalière.

d'erdre ceclai est validée. - Le Conseil constitutionnel a jugé, lundi 29 juillet, enuforme à la Constitution la loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), en estimant qu'e aucun principe de valeur constitution le les les en l'efprivé des garanties légales par l'ef-fet des dispositions de la loi ». Les sénaleurs de l'opposition, qui uvaient déposé le recours, contes-taient la constitutionnalité e des dispositions concernant le réaména-gement de la procédure de conven-tionnement instituant des accords nationaux tripartites annuels, l'instauration d'un mécanisme de tiers payant pour le règlement des frais d'analyses et examens de labora-toires, enfiu, les modolités de répartition de l'enveloppe globale onnuelle pour les loborotolres d'analyses médicales privés».

Le rapport de l'INSEE sur la main-d'œuvre

La droite refuse d'envisager un nouveau recours à l'immigration

Le rapport de l'INSEE évoquant un recours à l'immigration poor pallier la pénurie de main-d'œuvre prévisible an début des années 2000 (le Monde du 30 juillet) a provoqué, jundi 29 juillet, des commentaires de responsables politiques ou syndicaux. M. Ladislas Pnniatowski, porte-proje du Parti rémiblicain u caux. M. Ladislas Pnniatowski, porte-parole du Parti républicain, u déclaré que ele scénario de l'INSEE o un caractère irréaliste et constitue une véritable provocation lorsque l'on sait que, depnis l'arrivée de M- Edith Cresson à la tête du gouvernement, il y a un nouvenu chamant toutes les deux minutes u

chômeur toutes les deux minutes». M. Jean-Marie Le Pen a qualifié M. Jean-Marie Le Pen a qualifié ces propositions de e nulles ou aberrantes». ell n'y a, a observé le présersideut du Front national, qu'une seule loi qui soit capable de préserver la prospérité, la dignité et la sécurité du peuple français, c'est, d'abord, de faire des Français en France. » M. Jacques Toubou, député (RPR) de Paris, s'est refusé à eprendre ce rapport au pied de la lettre». e Dans les années 60, a-t-il exploqué, nous avons fondé le développement de notre industrie sur la main-d'auvre importée. Dans les années 90 et 2000, il faudra probablement choisir une autre solution (...). Je pense que e'est, d'abord,

Pour M. Arezici Dahmani, président de l'associution France-Plus, eil faut avoir, maintenant, le courage politique d'arrêter de mentir aux Français et leur expliquer que cette immigration, ces jeunes de banlieues, ces fits de harkis sont une chance pour les France comme la France est une chance pour eux». M= Nicole Notat, secrétaire général adjoint de la CFDT, a assuré que est la France a besoin d'immigration en 2005, elle saura faire appel à la main-d'euvre étrangère dans la sérénité la plus complète, car le problème se posera dans un contexte radicalement différent de celui d'aujourd'hui». En revanche, elle e ne pense pas qu'il soit bon d'agiter des objectifs comme le recui de l'âge de la retroite». M. Marc Blandel, secrétaire général de Force ouvrière, u affirmé qu'il ne croit plus « à l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail», e Quand on paiera correctement les relatifs e et al assoné ils travailleront qui le serons.» e Quand on paiera correctement les salaries, a-t-il assuré, ils travailleront plus facilement.» Evoquant un pro-bable recul de l'âge de la retraite, il a estimé que ce recul serait e sélectif's et concernerait essentiellement les cadres.

Les protestations de fils de harkis

Le manifestant incarcéré à Nîmes reste en prison

Les manutenations des his de nasis ont continué, lundi 29 juillet,
après le refus de mise en liberté provisoire de M. Mohamed Berkane,
iucareéré depois le 11 joillet à
Nîmes pour avoir tiré sur un gendarme. Le doyen des juges d'instruction de Nîmes, M. Jean-Philippe
Durché a setimé que le blessure Duroché, a estimé que la blessure d'un gendanne constituait un «fait graves et que «la légitime défense du tireur» ne pouvait être invoquée dans ce cas. Cette décision est susceptible d'appel.

A Angoulême, le groupe de fils de henris tout manuescut depuis tand main devant la préfecture afin d'ob-tenir un entretien avec le préfet du département et la libération de M. Berkane, a été évacué dans le calme par les forces de l'ordre, mardi, entre 5 heures et 6 heures du matin, nous indique notre correspon-dant Jean-Pierre Dufrenne. M. Ali

Amir, secrétaire de l'Association nationale des anciens supplétifs et rapetriés d'Algérie, conseiller municipal (UDF-CDS) d'Angoulême, qui faisait partie des manifestants, u été reçu par le secrétaire général de la préfecture. M. Amir a demandé, au nom des fils de harkis, la création d'une structure départementale représentative, dotée d'un budget de 50 000 francs. Les manifestants out accepté de lever les barrages qui bloquaient l'accès de la préfecture aux deux extrémités de la rue, mais ils ont été autorisés à maintenir leur présence devant les grilles du

A Paris, le secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, M. Laurent Cathala, a dénoncé, hindi, e les appels à la violence et à l'illégalités lancés aux enfants de harkis par le président du

Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR), M. Eugène Bagnez. Pour M. Cathala, eil apparaît à ce jour difficile d'associer » le CNSR aux discussions sur la mise en œuvre des mesures gonvernementales en faveur des harkis, car «le dialogue ne peut être conduit qu'ovec des interlocuteurs respectueux de l'ordre républicain», M. Ibagnez avait notamment déclaré, le 27 juillet, que est on fait de la casse, il faut le faire, intelligemment, contre l'Etat et ses représentants».

Ec.parto-parele de Tastociation de rapatriés RECOURS-France, M. Jacrapaures RECOURS-France, M. Jacques Roscau, a vigoureusement critique M. Ibagnez, en estimant qu'il s'était «totalement disqualifié par ses appels à la violence ». Le Comité national des musulmans français s'inquiète, pour sa part, «de voir per-durer les désordres et les violences».

discussion parlementaire : « Aujour-Les arrière-cours de la Cité des papes

Alors que le Festival s'achève, Avignon retrouve les problèmes financiers et politiques

de la ville la plus endettée de France

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Avignon est en haillons sous sa plus belle parure. La nouvelle est tombée comme ça, sans égards, en plein Festival. C'est tout de même rageaut. Imaginez qu'on vous refuse votre earte de crédit au moment où vous invitez toute votre belle-famille à déjeuner. « Première ville eudettée de France» – juste après Angoulème, dont le cas a été règlé. – voilà qui fait bien mauvais effet sur les rem-

Surtout que, pour le vingtième anniversaire de la mort de Jean Vilar et la quarante-quatrième édi-tion du Festival, on avait vraiment y avait mis du sien: le mistral uvait promis de se taire, les fils de harkis d'aller se plaindre ailleurs, et les anti-TGV de faire on détour. Même la ville svait décidé d'arrêter de bouder. Juré, cette fois, derrière les persiennes et dans les diners, on ne maudirait pas cette e fnire » bruyante de juillet, ces envahisseurs bronzés et polluants, ces créateurs «parisiens» et forcément hermétiques, qui vienneut voler « nos » ques, qui vienneil et notre tran-quillité. La mairie avait donné la consigne, et les affiches le procia-maient pour mémoire : e Jean Vilar, c'est notre histoire.»

Pas question, douc, de se fâcher avec l'histoire. On accepterait, nvec le sourire, ces invasions de shorts et de jeans, ces groupes de vrais clochards et ces parades de faux mendiants, ces vendeurs africains et ces acheteurs américains, ces nnonymes et ces m'as-tu-vu. On leux shaedonneait les murs. Jes nnonymes et ces mas-tu-u. On leur abandounerait les mnrs, les places de parking et les cafés. On laisserait, sans souffler mot, la ville étouffer sous les pepiers, les jour-naux, les affiches et les tracts. On n'enverrait plus au maire des letvoyaus ». Oo se cootenterait de ruminer, discrètement, la nostalgie du lemps « où l'on jouoit nux boules sur lu pluce de l'Herloge avec Génard Philipe» et eoù l'on burnit le postis uvec Duniel

Aviguou est une impie aux Aviguou est uue impie aux craintes de bigote. Elle a baptisé ses casés le Cid ou Le Forum, ses rues, Jean-Vilar et Gérard-Philipe. Ses plus riches hôtels refusent des chients en juillet, et un deux-pièces en centre-ville, pendant la durée du Festival, se loue allègrement plus de 2 000 francs la semaine. Mais, dans la Cité des papes, même les marchands du Temple ont des problèmes de conscience.

> Le Crédit local menace de ne plus prêter

Un mois de débauche, onze mois de repentir : et si le Festival u était plus ce qu'il était? On se surprend, quelques instants, à le rêver plus «provençai», plus «pays», tout en couvant amoureusement des yeux son tiroir-caisse et en calculant déjà combien de lebles uouvelles on pourra installer l'an prochain sur son bout de trottoir. e Jean Vilar, c'est nouve histoire, alors, il faut bien penser an présent...

bien penser an présent...

Mais voilà que cette fichue dette est venue jouer les trouble-fête, en divulguant devant tout le monde un secret de famille. Un comble pour Avignon. Car cette fille légère a des pudeurs de rosière. Le ticket d'entrée pour la Cité des papes ne donne pas droit à la visite des arrière-cours, fussent-elles celle de ln Cour d'honnent. Là, e'est le dnmnine des Avignonnais. Sauf que, eette fois, il n hien fallu entrouveir les portes et sortir les entrouvrir les portes et sortir les livres de comptes.

Ironie du sort, c'est à Avignon que le Crédit local de France – la banque des collectivités locales –

avait décidé de tenir séminaire cette année. Au programme, l'en-dettement des communes... Entre deux réunions de travail, le prési-dent de la Caisse des dépôts et consignations, M. Robert Lion, et celui du Crédit local, M. Pierre Richard, oat même trouvé le temps d'aller rencontrer le maire d'Avi-guon pour lui signifier ce qu'il savait déjà : si la ville ne prend pas des mesures de rigueur draco-nicanes, le Crédit local ne prête

Avec une dette de 1 800 millions Avec une dette de 1 800 millions de francs, pour un budget annuel de 1 200 millions de francs, Aviguon est an bord de l'asphyxie. Les onpôts locaux ont déjà été augmenté d'environ 7 % an printemps 1991, et il faudra sans doute les revoir prochainement à la hausse. revoir prochainement à la hausse. Même njoutées à des coupes sévères dans le budget de fonctionnement, ces ressources nonvelles risquent de ne pns suffire poor tenir le taux maximal de 130 millions de francs d'emprunt annuel qu'a imposé le Crédit local. Le maire d'Avignon, M. Guy Ravier (PS), compte bien faire jouer la «jurisprudence » Angoulème, en allant demander an premier ministre une side financière qu'il évalue, dans l'idéal, à 100 millions de francs sur deux ans.

francs sur deux ans. Irancs sur deux ams.

La fante à qui? On ue résiste pas, bien sûr, à faire porter la responsabilité du surendettement de la ville à la gestion précédente, celle de M. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) d'Avignon de 1983 à 1989. Puis, l'on reconnaît du bout des lèvres que le long règne du socialiste Henri Duffunt, de 1958 à 1983, n'avait pas été totalement exempt de dérapages, Mais Avieres que le des pas été totalement de dérapages. exempt de dérapages. Mais Avi-guon a une certifide : sa dette, c'est surtout la faute aux autres. A ces 400 000 habitants des enmmunes environnantes qui profitent de l'hôpital, du conservatoire, du thélitre et de la multitude de ser-vices payés par les 28 000 Avi-gnonnais.

résondre à restreindre son train de vie. Première conséquence, elle a ouvert à la Lyonnaise des caux le capital de lu société d'écoaomie mixte ebargée de la gestion du Palais des papes. C'est un symbole, qui a fait tanguer très sérieusement la majorité municipale à la fin du mois de juin. Sept élus socialistes out reudu momentanément lear délégation, et une adjninte nn maire, M= Arlette Richard, qui avait voté contre le projet, s'est vu retirer d'office la sienne.

M™ Guigou s'obstine

On a sperçu alors, subreptice-ment, d'nutres arrière-cours : celles où Avignon fait de la politique. ment, d'nutres arrière cours : celles où Avignon fait de la politique. L'entrée y est strictement interdite aux étrangers. Malgré le penneau, ils sont nombreux à avoir essayé. M. Bertrand Delanoé, lorsqu'il était numéro deux du Parti socialiste, se serait bien vu député de Vaucinse. M. Jack Lang y avait songé en 1986. M. Jean-Louis Guigou, socialiste lui-aussi, époux de l'actuel ministre des affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, y avait vraiment cru en 1988, pour les élections législatives, puis en 1989, pour la mairie. Vainement. On a fait comprendre à tous ces e estrangers» (sans rire), même à M. Guigou, originaire de la ville voisine d'Apt, que leur place se trouvait ailleurs et on les a boutés fermement hors les remparts.

Et voilà que cela recommence.

Et voilà que cela recommence.

La menace est encore floue, mais
le, bruit a déjà fait frissonner la
ville: Mª Guisou tenterait, à son
tour, de s'implanter en Avignou.
Officiellement, elle n'est candidate
qu'à la tête de liste pour les élections réginnales de 1992. Les enjeux politiques de la région Pro-

En tout cas, la ville e dil se vence-Alpes-Côte d'Azur seraient une chose trop sérieuse pour être laissée aux gens du cru. Contre la candidature vraisemblable de M. Jean-Marie Le Pen dans les Alpes-Maritimes, le PS u décidé de meuer uu combat de titans, eu envoyant plusieurs de ses ministres au feu aux côtés de M. Bernard Tapie. Et M. Guigou a paru toute désignée pour le Vaucluse.

La région, bien sûr, c'est loin d'Avignon, mais, méfiant, M. Ravier e n'arrive pas à crotre » que le ministre des affaires europécines e ne s'intéresse qu'au man-dat de conseiller régional ». Et. Avi-gnon est une si jolie ville... L'alerte lni a paru suffisamment sérieuse pour qu'il décide de peser de tout son poids contre la présence du ministre sor la liste. Mission accomplie: le nom de M= Guigon ne figure pas sur le projet de liste adopté fin juin par les militants socialistes de Vancinse et qui sera soumis à la convention nationale dn PS en septembre procesain.
Tenace, M= Guigou a confirmé le
maintien de sa candidature dans
une lettre adressée, début juillet, au premier seerétaire da parti, M. Pierre Mauroy. Ao-delà des enjeux nationaux, no murmure qu'en plus, elle peut compter sur le soutien de plusieurs élus d'Avignon n'appartenant pas à la majorité rocardienne conduite par le maire.

A la longue, même à Avignon, les histoires d'arrière-cour finissent par se savoir. Il était donc vrai-ment temps que le Festival se termine. Maintenant que plus personne o ignore que la maîtresse de maison a les bas troués, on ue va pas, en plus, laisser entendre qu'elle a on caractère de chipie. qu'elle a on caractère de chipie, M. Ravier va pouvoir reprendre ses parties de boule sur la place. En ces temps chaltutés, la boule, c'est une valeur encore plus sûre que Jean Vilar.

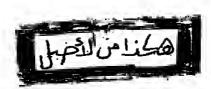
PASCALE ROBERT-DIARD

en bref

M. Mitterrand daes le Var. — M. Fraoçois Mitterrand a fait, lundi 29 juillet, un court séjour dans le Var, au cours duquel il a visité la basilique de Saint-Maxi-ain. à l'ouest de Brignoles. Le chef de l'Ette pair efferment cher nin, à l'ouest de Brignoles. Le chef de l'Etat, qui séjournait chez l'umiral Jacques Lanxade, ebef d'état-major des armées, a rendu visite, à Varages, à M. Stoffacs, son interprète habituelle lors des sommets franco-allemands, puis il s'est attardé dans le pittoresque village de For-Amphoux, uvant de village de Fox-Amphoux uvant de se rendre à St-Maximia. Il a regagné Paris dans la soirée.

Déjeuner de travail pour aue dizaine de membres de gouverne-ment. - Mas Edith Cressou a réani, tandi 29 juillet, une dizaine de membres de son gouvernement ponr un déjeuner de travail à l'hôtel Matignon. Parmi les invi-tés, figuraient les ministres de la ville, M. Miebel Delebarre; des ville, M. Miebel Delebarre; des affaires sociales, M. Jean-Lonis Bianco; de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin; de la jemesse et des sports, M= Frédérique Brediu; du trevail, M= Martine Aubry; les secrétaires d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner; à l'intégration, M. Kofi Yamgnane; au logement, M. Marcel Debarge; et aux handicapés, M. Michel Gillibert.

O M. Same espère que la Syrie permettra le jngement d'Aln's Bruwner. – M. Georges Sarre, scorétaire d'Etat aux transports, conseiller (PS) de Paris, n exprimé, fundi 29 juillet, l'espoir que « les nutorités syriennes instruiront sérieusement la commission roga-toire internationale délivrée par la justice française et concernant la vérification de la présence du cri-minel nazi Alors Brunner à Damas ». Observant que, membre d'Interpol, la Syrie n l'obligation de coopérer, M. Sarre ajoute: «Au moment où la Syrie, par la voix du président El Hassad, annonce des pourpariers de poix avec Isroël, l'extradition par la Syrie du crimi-nel responsable de l'assassinal de 130 000 juifs serail, en même temps qu'un geste de justice, un gage sérieux de sa volunté de paix »



ses risques et ses profits. Vite convaincus, ils fondent avec Lestie

Choriton une société financière, la

SBC Chorco Inc., qu'ils font enre-gistrer à Atlanta, tout en apportant le million de dollars demandé par l'intéressé, qui en devient prési-dent. Dans le même temps,

celui-ci crée une société d'investis-sement, la SBC Chorco Properties lne., basée elle aussi à Atlanta, et

se sert d'une troisième étiquette commerciale, Chorco loternatio-

A la recherche

du magot

Ce sont ces deux dernières iden-

tités qu'il va aussitôt utiliser pour

contacter diverses personnalités du

Lot. Car il entend bien créer des

emplois dans cette zone déserti-fiée. Il propose la créatinn d'une

usine de transformation de titane

sur l'ancienne base militaire

nérienne de Virolou. Ce projet tombe à l'esu. Il lui substitue la

création d'une entreprise de bois, qui elle aussi tourne court. Puis la

construction d'un motel de quatre

cents chambres et d'un terrain de

golf, qui ne verront pas davantage le jour. Leslie Chorltoo marque

alors une pause dans ses velléités

locales: après l'euphorie des pre-miers contacts, les ootables de la

région ont manifesté une prudente

A Gramat, où les Chorlton se

sont mariés dans la plus grande convivialité, Leslie a ouvert, début

convivialité, Leslie a ouvert, début 1989, plusieurs comptes à la Ban-que populaire du Quercy et de l'Agénais, et son nom personnel et à celui de ses sociétés. Aujour-d'hui, ces comptes soot examinés à la loupe. Mais Leslie Choriton a

aussi utilisé d'antres comptes, dans dix baoques étrangères sur plo-

sleurs continents. L'enquête sur

ces divers mouvements de compte

à compte s'avère difficile. Où est passé le magot réuni par Leslie Choriton? La question, noo encore

Les quatre financiers d'Atlanta

Les quatre financiers d'Atlanta se plaignent de o'evoir jamais perçu un sou d'intérêt, et surtout de o'avoir jamais récupéré ! dollar des millions versés. Or, à diverses reprises, sur demande de leur asso-cié, ils ont collecté des fonds sup-plémentaires. Le total se chiffrerait

Honornblemeot connus, ces agents en placement financier hési-tèrent longtemps à rendre publique

leur infortune, pour ne pas risquer d'effrayer leurs clients. On sait que

d'entres Américains sollicités par

ces quatre agents apportèrent missi

montage. Mais jusqu'à présent, ils ue se sont pas manifestés. L'un d'entre eux aurait-il «puni» Leslie Chorlton de son indélicatesse?

Enfin, cet homme avait-il col-

lecté ces sommes pour son seul bénéfice ou devait-il les partager

avec d'autres complices? Le com-manditaire de l'assassinat à la cor-

delette pourrait être un de ceux-là.

On commence seulement à décou-vrir que Choriton avait quitté le Royaume-Uni en y laissant beau-coup de dettes, lui qui se vantait de n'evoir jamais payé d'impôt de

résolue, est essentielle.

à 2 millions de dollars.

méfiance.

Un retraité très occupé

A la demande de financiers américains floués, un juge de Cahors s'apprêtait à entendre Leslie Chorlton, le mystérieux milliardaire assassiné avec son épouse en Corrèze

CRESSENSAC (LOT)

de notre envoyée spéciale

« Une retraire anticipée, en quelque sorte. » C'est ainsi que Leslie Choriton evait présenté sa situe-tinn à ses voisins fermiers lorsqu'il s'était installé dans sa propriété, il y a un an et demi. Il n'en aura guère profité. Le 12 juillet, le cadavre de ce Britannique de qua-rante-sept ans et celui de sa jeune épouse oéerlandaise Bernadette étaient découverts dans un bois de Corrèze, à 60 kilomètres de leur domieile. Ligotés, baillonnés et étranglés à l'aide d'une cordelette. Crime « parfait » pour le village paisible, qui n'en revient encore pas, « acte de professionnels » pour les enquêteurs et a série noire de l'été » pour la cohorte de journa-listes anglo-saxons qui envahirent

Deux semaines après, les spors sont en veilleuse et les bypothèses extravagantes ressassées. Qui n tué les Choritoo, et pourquoi? Le beau Leslie fut-il l'agent secret pré-senté par le quotidies d'outre-Manche Daily Express? Un autre journal, The Observer, se fit l'écho du démenti catégorique apporté sur ce point par Scotlaod Yard. Ce rouquin solide comme un hücheron fittal victime d'une ven bucheron fut-il victime d'une ven-genoce passionnelle? Il s'était marié pour la quatrième fois l'an passé, et avait d'une précédente union un garçon de quatre ans. Flambait-il eu jeu? Ou était-il un intermédiaire dans le blanchiment d'argeot sele? Vivalt-il de res-

Les voisins ne démordent pas de leurs ecovictions : « Le couple vivoit de ses rentes fort simpleparlait: pas-de: ses histoires. Pas davantage que beaucoup d'nutres...» La jenoe fermière les aimait « bien ». Elle vient désor-

M. David Pcyron, le juge d'ins-

truction parisien chargé du dossier

de la COGEDIM, une affaire de

fausses factures dans le bâtiment

et les travaux publics (le Monde

du 16 mai) a clôture son dossier.

lundi 29 juillet, et ordonné le ren-

voi en correctioonnelle de

soixante-trois inculpés. Parmi eux

figurent MM. Michel Mauer, PDG

maîtres, a pour leur évuer in SPA, en attendam l'arrivée de la famille de Bernadette », prévue sitôt le rush médiatique terminé. Elle veille à toute intrusion éventuelle dans la maison des Choriton, «La

C'est elle qui dnana l'alarme. Le couple était parti laissant portes et fenètres ouvertes et les chiens dans la cuisine, sans cau et sans nourri-ture, « sans nous demonder de nous en occuper, contrairement à son habitude, quand il s'absentair pour quelques jours. Partis comme paur une promenade de quelques heures». Le père de la jeune fer-mière découvrit en se baladant, dans le bosquet jouxtant le jardin des Choriton, leur Renault 5 turbo cachée sous les branchages.

«Fax» d'Atlanta

L'iostruction sor le double curtre fut confiée à M. Alain Cleustre, juga d'instruction à Tulle. L'examen de la propriété, passée eo peigoe fin, coofirma qu'il n'y avait pas eu de bagarre, mais fournit un monceau de fax, le eourrier d'affaires que Leslie Choriton envoyait ou recevait par l'iotermédiaire d'une télécopieuse installée chez le principal restaura-teur du village, Se disant consultant financier international, il souhaitait ne pas être dérangé chez

A son arrivée, il avait fait des propositions d'investissement aux notables de la région, projets vite notables de la region, projets vite avortés. Puis, son actigné semblait s'être receatrée au delà des franctières. Loin, très loin de France. Qui, dans ce village reculé du Lot, s'eo soneiait ? Au tribuoel de graode instance de Cabors, uo autre juge, M. Charles Pinarel, fut

Inculpés dans une affaire de fausses factures

sont renvoyés en correctionnelle

et Jeeques Perche, PDG de le

SCREG-Ile-de-France. Le montant

des malversations est évalué à

500 millions de francs. Seloo les

eoquêteors, les sommes nuraient

été détournées entre 1988 et 1990.

facturiers nu beneficiaires des

fausses fectures - aveient été

inculpées de faux ou usage de faux

en écritures de commerce et d'es-

croquerie à la TVA, ou de compli-

Soixante-quatorze personoes -

mnis, il instruisait uoe ptainte pour abus de confiance et avec constitution de partie civile déposée contre Leslie Chorlton par quatre de ses associés américains d'Attanta [Géorgie], via M. Bernard Pouilhès, du barrean de Tou-louse. Le juge avait même prévu de faire interpeller et placer en garde à vue l'étrange Leslie d'ici à la fin du mois de juillet. Mais maintenant, l'accusé est deveno la victime. Deux instructions, deux corps d'enquêteurs – les gendant de Tellers de les gendants de l'Ellers de les gendants de l'est de les services de l'est de les services de l'est darmes de Tulle et la section financière de la PJ toulousaine pour la double énigme posée par deux cadavres. L'assassinat est-il lié ao secret de l'activité financière des Chorlton? Cela paraît vrai-semblable, si l'on en croit les élé-ments, concis mais précis, avancés par les plaigneots américains. Leurs déclarations laissent pantois.

C'est l'bistoire de l'arroseur arrosé: ees bommes d'affaires dont la profession est de gérer des sociétés de placement financier à court terme, comme il en existe de fort nombreuses aux Etats-Uois, rencootrent, début 1989, Leslie Choriton. Celui-ci leur propose un montage alléchant : acheter, puis revendre en quadruplant la mise, des titres de prêts faits par des organismes internationaux aux pays en voie de développement, Ces gaios feeiles pourroot, an choix de chaque bailleur, être réin-vestis dans de vastes opérations que Choriton projette dans le Lot ou en Thailande.

L'idée de faire commerce de ce type de titres n'est pas une pre-mière. Simplement, elle suppose des fonds. En l'occurrence i milion de dollars, soit environ 6 milions de francs. Ces sommes oc seront immobilisées que deox semntaes, promet Chorston, te temps de réaliser la transaction

Les quatre financiers d'Atlanta ont du métier et une bonne répules deux poneys de leurs défunts surpris par les fax. Depuis trois quelque deux eeots épargnants.

cité ou recel de ces délits. Deux d'entre elles ont bénéfieié d'uo

non-lieu et le juge a disjoint le cas de neuf autres, car l'instruction de

leur dossier n'est pas terminée. Les

fausses factures avnient po être fausses factures avnient po être établies à l'occasion de chantiers dans la régioo parisienne, à Sur-esnes, Bondy, Pontoise, Paris, Boulogne-Billancourt, et notam-ment au cours de l'aménagement de la Défense et de la ZAC du Front de Seine à Levallois-Perret.

Trente entreprises de bâtiment ou de travaux publics ou total sont impliquées dans l'offaire. Parmi elles, six ont également émis des fausses factures, et notamment la CTMT, une entreprise de démolition dirigée par M. Carino Cesco.

Différents systèmes

de défense

ciaires des fausses factures, buit sneiétés, qui avaient pour seule fonctinn d'établir des fausses fac-tures, figurent au dossier. Dans

tures, ligurent au dossier. Dans cette liste, on trouve une entre-prise dirigée par Joseph Chou-kroun, ancien comptable des frères Zemmour et ancien membre du SAC (Service d'action civique, dis-sous en 1982), qui reste le seul inculpé encore détenu.

Outre ces cotreprises, béoéfi-

SPORTS

Un an avant les Jeux olympiques

Barcelone: attention chantier! ...

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Barcelone compte les jours et croise les doigts. Un an avant l'ouverture des Jeux olympiques d'été (25 juillet-9 août 1992), la capitale catalane ne sait pas si alla doit atra impatiante ou annieuse. En visite jeudi 25 juil-let en Catalogne, M. Juan-Antonio Samaraneh, le présidant (catalan) du Comité internationa olympique (CIO) s'est dit « très satisfait » de l'état actuel des préparants.

M. Samnraneh n'a pourtant pas toujours été aussi optimiste. Dapuis Is 17 octobre 1986. dnta da la désignation da sa ville aux dépens de Paris, les surats d'inquiétude n'ont paa manqué : retards des chantiers, querelles politiques, conflits de compétences entre les autorités municipales, régionales et natio-nales. L'an demier à la mêma écoque la situation était suffisamment alarmante pour que le président du CIO donne de la voix. Ses rappels à l'ordre semblent avoir été entendus. Barcelone s'est activée. Le gouvernemant aspagnol auasi : il viant d'accorder une «rallonge» bud-gétaira de 33 milliards de pesetas, enviran 1,6 millerd de francs, qui permettront de peaufiner les derniers travaux.

Las principalea installationa sportives - stade olympique de 57 000 places, piscines, palais des sports, - regroupées sur la colline de Montjuich, qui domine la ville, nécessitent encore quel-quas aménagements, mais las travaux paraissant an bonna

Il en est de même pour le viltage olympique, où seront logés les 10 000 athlètes représentant les 167 pays invités (y compris -l'Afrique du Sud), 45 % de ces appartaments, implantés au nord de la ville, en bord de mer, ont déjà été vendus à des particu-liare, qui aménageront à l'eutomne 1992. D'autres installa tinns, talles que les daux villages de presse (10 500 journalistes assisteront aux Jeux) ou le palais des sports da Badalona (banliaue nord de Barcalone) devraient être terminées avant la fin de l'année.

Tout serait pour le mieux si trois paints noira ne vanalant tampérer l'enthouslesme ambinnt. D'abnrd les trensports : les travaux entrepris au

boucler un périphérique permet-tant d'éviter le centra historique risquent da ne pas être achevés. Dans bien des quartiers, la ville n'est encore qu'un vaste chan-tier. Les Barcelonnais craignent que les emboureillages actuels ne se transforment en gigantasque pagaille dans un an, surtout lorsque des dizames de milliers de specteteurs, d'athlètes, da journalistes et d'officiels (una trentaine de chats d'État sont ntrandus pour in cérémonie d'inauguration) rallieront en même temps la colline de Mont-juich. Barcelone sa damanda comment elle pourra digérera les 300 000 visiteurs quotidiens nttandus durant la quipzaina olympique (35 % des billets ont déjà été vendus)

Hôtels rares et chers

Autre problème : le jugement. Les hôtals saront chers (las tarifs ne cessent d'augmenter) et peu nombreux. Les organisateurs sont bien embarrassés quand il s'agit d'évoquer cetta quastion. Ila trahiasant laur mpuisaanea lorsqu'ils avocant ne pas ennaître la nombre exect de chambres disponibles.

Demier point noir : la sécurité, Vingt-sept mille hommes seront mobilisés pour l'occasion. En étroite collaboration avec les services de police da nombreux pays, la préfecture de Catalogne et le ministère de l'Intérieur espagnol ont mis sur pied un dispositif exceptionnel - budget total da 23 milliards de pesatas, soit 1 milliard de francs, - qui sera place en «alerte rouge» au moment des Jeux. Toutes les hypothèses ont été anvisagées, y compris une attaqua maritime.

Si la situation internationale. notammant au Moyen-Oriant, sambla rassurer les autorités aspagnoles, la tarrorisme slocal» les laisse plus circonsmant indépendantista entalan Tarra Lilura (Tarra libre) a renoncé à la lutte année, mais rien ne dit que certains adurs s ne persisteront pas dans catte voie. Quant aux Basques da l'ETA, ils constituent toujours una maneca potentiella dans cetta région d'Espagne où ils ont commis plusieurs attentats meurtriers cas demières années.

PHILIPPE BROUSSARD

Les armées prêteront 5 500 hommes pour l'organisation

Le secrétaire d'Etat à la désense, M. Jacques Mellick, et le Comité d'urganisation des Jens olympiques (COJO) nnt ennelu une convention aux termes de laquelle les armées doivent engager quel-que 5 500 hommes des armées de terre, de t'air, de la gendarmerie et du service de santé à l'occasion des Jaux olympiques d'hiver d'Al-bertville (Savoie) de 1992. Cette participation des armées françaises aux J. O. revêtira trois formes dif-

et son bomologue espagnol

devaient inaugurer, mardi 30 juil-let au Perthus, le premier commis-

sariat franco-espagnol. Daos des

locaux fournis par l'Etat espagnol

les policiers de la PAF (Police de

l'air et des frontières), de la DDN

(Direction départementale de la

police nationale) et leurs homolo-

gues espagnols mettront en com-mun fichiers, télex et fax.

Pour M. Robert Folchier, directeur

départemental de la police natio-

des flux des biens et des per-

sonnes » à ce poste autoroutier, qui

enregistre plus de vingt millions

de passages pour cinq à six mil-

lions de véhicules par an (Cor-

des Jeux d'hiver de 1992

D'abord, le bataillon de Join-ville et l'École militaire de haute montagne accueillent, pendant leur

DANIELLE ROUARD **EN BREF**

 Philippe Bidart reuvoyé devant
 la cour d'assises apéciale de Paris.
 La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé, par un arrêt du 12 juillet, quatre militants séparatistes basques, Philippe Bidart, Xavier Labeguerie, Philippe Lesgourgues et Jean-Ga-briel Mouesca, devant la cour d'assises de Paris, uniquement composée de magistrats. Les quatre sée de magistrats. Les quatre hommes seront jugés pour l'éva-sion avec prise d'otages, en décem-bre 1986, de Jean-Gabriel Mouesca et Marie-France Hegny (tuée en 1987), de la prison de Pau dans les Pyrénées-Atlantiques (le Monde du 24 décembre 1986). Bidart, Labeguérie et Mouesca ont formé un pourvoir en entresion formé un pourvoi en enssation contre cet arrêt de la chambre.

n Police : Création d'un commissarist franco-espagnol. - M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, préparer à la compétition, notam-ment en liaison avec les fédératimas de ski et de sports de giace. Ensuite, quelque 5 200 militaires (des ebasseurs alpios, des

transmetteurs, des gendarmes, des personnels de santé et des spécialistes des hélicoptères) apporteront leur concours au dispositif général de sécurité des Jeux, qui, au total, devrait employer 8 000 hommes sous la responsabilité du préfet de

service national, de numbreux

sportifs (il s'agirait de 500 d'entre-

eux) de haut niveau co vue de les

Outre des hélicoptères Puma et plus de 800 véhicules, ce renfort militaire permettra d'iostaller et d'explniter le système de transmissions RITA, qui est mis en œuvre par le 57 régiment des transmis-sions de Mulhouse et qui établit des liaisons instantanées, cryptées, oumérisées et rattachées au réseau civil à travers quinze sites diffé-

Enfio, la 27º division alpine, basée à Grenoble, devrait prêter quelque 330 de ses hommes au seul COJO pour des tâches techniques ne pouvant pas être exécutées nale des Pyrénées-Orientales, cette par le secteur civil. collaboration «a été accélérée en vue des Jeux olympiques de Barce-lone et de la nécessaire régulation

Au total, les prestations fournies par les armées pour les Jeux de 1992 sont, si on en croit le ministère de la défense, supérieures à celles que nécessite le commandement d'un corps d'armée qui rassemble entre 30 000 et 50 000 hommes en France.

et existing a large

a prison

1-10 - 10 - 10 Table 1

F. 7444 --

Sec #14-64 3

2.0

1 T T

المراجع والمتعارض والمتعارض

 $\overline{\Phi^{**}}(\overline{\mathcal{O}}(x), \mathbb{R}^{n}) = (1 + \epsilon x)^{-1}$

42143 - Lin

7

4 4 Ex

m 75 % .

■ A P + a

47-7-5

ينها بالمرادد

 $\hat{\mathcal{P}}_{\mathbf{x},\mathbf{y}} = \mathcal{P}_{\mathbf{x},\mathbf{y}}^{\mathbf{x},\mathbf{y}}$

10 miles

ried of __9 24 Section.

No. 2 1 145

the last wasters

3. YONU, Dec Burn Broken Bar igilance a le or anieler or quige De le in in increos de la entaines dénene · par execut, -- un milliant - Political pour in 4 - 12 - Na-The Artest Des mes in mie hancaire ab

er en gemalisées de fi place la fer ... ~ chouse de mik. tndeam inel contrard i n de souvernie

Tell Service 🙀 🗇 - - - !! Ale some pent ear with page - poste lacro الفصورين كالمراجعة the factor talk 7.2 $\pi_{\overline{A}} = (M_{\overline{A}} \otimes (p_{\overline{A}} \otimes p_{\overline{A}})) = (1)^{n_{\overline{A}}}$. manufact 1 ***** · ***.7 100 m 12 Miles to the state of Seeth and Arrest

Les PDG de la COGEDIM et de SCREG - Ile-de-France

JUSTICE

: Jes rejinsz Sec. 1985

Someruement.

Software the second special from the credit of the initial sections are the second special sections and the sections and the sections and the sections are demonstered to the second sections and the second sections are sections.

qu'il jan pin s

ambargo same

- priva de m

iu le mann de L

- ---- solution og

Bagdad a an

- dent l'ensembl

The victory

FRANÇOISE CHIPAS

. LANGELE,

15 E

de la COGEDIM, qui avait été incarcéré pendant deux semaines,

M. Yves Martin présidera l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN)

Après des mnis de négociations interministérielles et de recherche d'un responsable, la création de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN) est annoncée dans le Journal officiel du 28 juillet. La oouvelle agence regroupe les trois anciennes (Agence pour la qualité de l'air, Agence nationale pour la récupéra-tinn et l'élimination des déchets, Agence française pour la maîtrise de l'énergie) et devient un établissement publie à caractère industriel et commercial. Elle est placée sous le tutelle des ministres chargés de la recherche, de l'environnement et de l'énergie. Aux enciennes missions s'ajoutent la prévention de la pollution des sols et la lutte contre les ouisaoces

Le ministère de l'environnement, blen qu'il en partage la tutelle avec deux autres adminis-

trations, va disposer nvec l'ADEN d'un organisme de recherche ayant une masse critique suffisante pour être erédible auprés des iodustriels, de l'administration et des collectivités locales.

Le ministre avait souhnité mettre uo politique à la tête de l'agence, mais e'est finalement un technicien qui la présidere M. Yves Martin, ingénieur général des mines de cinquante-cinq ans, qui a notamment créé l'ageoce financière du bassio Artnis-Picardie (1965-1971), dirigé la mission «bruit» eu ministère de l'environnement (1971-1973) et qui est membre des conseils d'administration de Rhône-Poulenc et Total L'agence devrait être dirigée par M. Vincent Denby-Wilkes, actuellement directeur du cabinet de M. Lalonde.

inculpé encore détenu.

Les patrons d'entreprise inculpés ont adopté différents systèmes de défense. Ainsi, les dirigeants de la COGEDIM out toujours nie avoir utilisé des fausses factures. A l'inverse, les dirigeants de la SCREG ont déclaré nvoir dépensé l'argent liquide en organisant des festivités pour leurs elients ou en leur payant des places aux matches du Tnnrnoi des einq oatioos. Tous encourent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Il semble que le prisonnement. Il semble que le juge d'instruction n'ait pas établi de lien entre ces fausses factures et le sinancement de pertis politi-

ques, ce qui aurait rendu les délits R. C. amnistiables.

Le métissage selon Busoni

L'Europe, l'Amérique, l'Orient font chanter splendidement la « Turandot » d'un compositeur singulier

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Est-cc uo rêve? Un crachia tombe eu soir du 29 juillet sur Montpellier, et transforme le pavé des quartiers piétonniers ea miroirs où se fondent le ciel, les façedes illumiaéas, l'ombre da rares piétons. Ce soir tout peut arriver : le Festival de Montpellier, l'Opéra de Lyon, des chan-teurs inspirés, René Koering et Kent Nagano viennent d'animer la Turandot de Ferrueio Busoai, oubliée, figée, muette depuis des dizaines d'annéas. Et l'oa est

Est-ce un opéra, une farce? Ua geare musical noa répertorié plutôt, kaléidoscope sonore qui condense, réfléchit, projette mille ans de musique dans l'imaginaire des auditeurs réanis aa Corum. Une révélation comme on n'en a pas en depuis tant d'années...

justice d'Alhérie Magnard, pni-gnant plaidoyer pour le capitaine Dreyfus, entendn au Festival de Montpellier 1984.

«La musique dramatique devrais s'appuyer sur l'incroyable, le faux et l'invraisemblable – le vérisme ne saurait durer. L'opèra du futur devrait utiliser la musique seule-ment là où c'est indispensable – en particulier dans lo représentation du surnaturel ou du non-naturel. Comme un miroir soit magique (opera seria), soit comique (opera huffe). L'octeur doit e jouer » et non sentir, le public penser et non « croire ». Extraite de l'« Esquisse d'une nouvelle esthétique de l'art des sons (1), publiée par Busoni en 1906, cette déclaration de foi est festé par le enmpositeur pour Turandot, pièce en forme de fable de Gozzi dont il s'inspirait pour composer une musique de scène. Il la transforma en une suite pour

orchestre, elle-même élargie, en 1911, aux dimensions d'un opéra (créé à Zurich en 1917). Busoni

Le enmpositeur lui-même a adapté son livret du texte original de Gozzi. Il est drôle, mêle le sérieux au hizarre, dérape dans des apartés inenngrus, des coomatopées, le non-sense, introdait le enmmedie dell'arte dans uac trame bien connue (qui bénéficie ici d'un rebondissement imprévu) et rien de moins qu'un bègue qui ne rallonge pas trop l'action, eet opéra dure eaviron

> Lanterne magique

Une heure et demie seulement : le temps passe vite à l'écouter. Busoni a'est jamais si grand que lorsqu'il utilise ls musique des autres comme tremplin. Heureuse-ment Turnndot emprunte beau-

elle cite quelques mélodies chipées à l'Histoire de la musique, de Hensliek, – aux musiques dn Moyen-Orient, des Indiens d'Amé-rique du Nord... Jusqu'au célèbre et très hritunnique Greensleeves (habillé à la mode fauréenne de la Payane), à Mendelssohn, Wagner, Berlioz, Prokofiev, Strauss, Debussy et quantité d'autres musi-ciens. Mais Busnni n'est ai uu

volenr ni un pasticheur.

Il extrait l'essence même da style des eutres et l'intègre à soa langage personnel. Quel résultat l Compositeur italien résidant en Allemagne, Busoai composait comme un savant une musique à la couleur italienne indéniable (ne la couleur italienne indéniable (ne serait-ee que par soa efficacité théâtrale) même lorsqu'elle nous balade sur un marché persan ou qu'elle fait entendre, en quelques secondes, tout Roméo et Juliette de Berlioz! Il y a de la lanterne magique deas cette musique, et

une ouverture sur l'evenir dont la laços se fut malbeureusement

Menée par Kent Nagano, une troupe de chanteurs irréprochables, nux voix parfaitement appariées, donne vie à ces rôles. Peu connu, Stefan Dahlberg (Kalaf) a la vaillance at le style des meilleurs ténors mozartiens. Mechtild Gessendorf est l'une des plus belles voix de soprano dramatique que l'on puisse entendre aujourd'hui: dn grave à l'aigu. sa vnix ne Menée par Kent Nagano, une dn grave à l'aigu, sa vnix ne connaît aucune faiblesse, son souf-fle, sa vaillance paraissent sans limite, son expression est intense, son timbre somptuenz, velouté jus-que dans le cri, sa diction alle-

mande impeccable. Deux jours plus tôt, ou l'evait entendue dans le lied final de la Quatrième Symphonie de Mahler. Elle chantait faux et de manière arythmique. Kent Nagano dirigeait cetta symphonie de le feçoa la plus désespérément scolaire qui se

puisse imaginer (et à la tête d'an orchestre trop pauvre en cordes graves). Inexplicable changement! Le jeune directeur musical de l'Opéra de Lyon aurait peut-être dû respecter l'instrumentation oriqui respecter i instrumentation di-ginelle de Busori, qui souhaitait un orchestre réduit. Mais sa préci-sion, sa sonorité sciatillante, son élégance étaient parfeites deas Turandot. L'orchestre et les chœurs de l'Opéra de Lyon sont irréproehables, horzzis quelques rares écarts bien pardonnables : l'instru-mantation de Busoni exige des pronesses que les vents ont pres-que toujours surmontées avec une aisance déconcertante

ALAIN LOMPECH

(i) Ce texte décapent qui ouvre grand les fenêtres de la musique de l'avenir a été réédité en 1990 par les Editions du

Virgin va enregiatrer cette Turandot inédite. La distribution sere la même.

Bleu, blanc, Eddy

de notre envoyée spéciale

cÇa vous fait quel effet de fêter Noël en juillet ? » Eddy Mittchell est heureux. Lui qui avait dû se contenter d'une guitare sèche devant un public clairsemé en Arabie secudite peut enfin ss produire devant les armées sept mois après son rendez-vous manqué dans le Golfe, Concert promis, concert do. Il e enfin donné lundi aux srànes de Fréire sa prestation devant six mile personnae : les famillee et les copains de la division Daguet, qui n'en finit décidément pas d'être honorés. Après avoir cendu les Champs-Elysées et s'être baladée dans Paris le 14 juillet demler, la voilà secrés vadatte dans las

Le public communie chaleureussmant avec las soldets. on s'agglutine autour des uniformes, quelques uns écoutent la saga des anciens combettants, interrogent entre deux bouchées de hot dog ou attrapent le pompon d'un merin « percs que ça ports bon-heur ». On rêle enfin « parce collec du petita.

On réserve des ovations à Eddy Mitchell qui, en pleine forme, offre un pot-pourri de ses succès. Bleu blanc rouge, tout compte fait, la guerre es déjà loin. Terre, mer, air, il y s bien un bal échantillonnage d'uniformes, mais les militaires sont loin de tenir le doigt sur la couture du pantalon, ils sont des fans au sourire ébahi, l'appereil photo et le carnet d'au-tographes en joue, ils repren-nent Isa refrains à pieins pournons le Cimetière des élé-phents ou la Demière Séance.

Eddy Mitchell, lui, n'est plus un chanteur volontaire: il est un pro assurant un concart de pro. Et quand un soldat lui tend son képi, il s'en déberreass, pesaabisment gené comme on lancerait une grenade dégnupillés. On n'n jamais vu un képi sur la route ds Mamphis. Puls Schmoll, pnur rire, jattn sa chamiaa blanche dans is foule. Pas de quartier, on sort l'Opinel pour

e partager la relique. On sabla ensuite le champagne au cours d'une party présidée par le maire, M. Fran-cols Léctard, qui avait fait de ce 29 juliet una « Journéa Daguet» associant le Var et la Provence à sa commune pour l'occasion. Il y avait un cher aussi, vert et magnifique, avec son missile sol-air. Il était en ugatine, et si costaud qu'il a failu un pilonnage persévérant pour le réduire en morcesux. BÉNÉDICTE MATHIEU

u Le prix Sonning attribaé à Solti. - Le prix de musique Leonie Soaniag, d'ua moatant de 200 000 coaroaces (anviroo 175 000 francs), attribaé chaque année au Danemark à un compositeur ou un virtuose ayant derrière lui une carrière internationale, a été décerné pour 1991 au chaf d'orchestre britannique Georg Solti, agé de soixante-dix-neuf ans. goi viaat de quitter l'Orchestre symphnaique de Chicago après l'avoir dirigé durant deux décen-nies. - (Correspondance.)

PHOTOGRAPHIE

Les gitans, pour l'éternité

Josef Koudelka présente à Nîmes trente ans de photos de tziganes

NIMES

de notre envoyé spécial

C'ast un voyega seas cesse recommencé. Josef Koudelka le dit lui-même: e Les gitans, j'écouterai leur musique, j'irai les voir jusqu'à la fin de ma vie.» Ceux de Tchécoslovaquie, qu'il e commencé de photographiar il y s exectemeot trente ans, ceux de Roumanie, de Hongrie, d'Espagna at même da France, en Bretagne par exemple, où il a suspendu en une image-poster le gesta du josgiaur-tzigane. ter le gesta du joaglaur-tzigane, balle en lévitation dans un ciel gris

Les gitans de Koudelka, c'est un peu comme les Américoins de Robert Frank ou les Allemands da René Burri. Toute une histoire, et des séries qui appartiennent à l'his-toire de la photographie. Il fallait donc un bonne raison pour présenter à nouveau ce travail après les multiples expositions et publications à travers le monde et aotamment la Fin du voyage, le superbe - et introuvable - livre édité en 1977 par Robert Delpire, à qui l'on doit aussi les livres-cultes de Frank et Burri.

L'exposition de Nîmes est un modèle du genre, pour la quaran-taine d'images nouvelles sur cent offertes eu visiteur – et pourtant prises, pour la plupart, avant 1970 mais aussi pour l'accrochage parfeitement rythmé en séquences. Nîmes est un peu le fruit d'exposi-tions précédantes, de livres, de maquettes, de recberches et de maquettes, de recoerches et de réflexions sur les gitans : « Ca fait trante nns qua je vis ovec ees images, que je les touche, les sélectionne, les bouge. Je les regarde depuis longtemps pour arriver à prendre mes distances et les juger sans émotion. Un peu comme pour Exils, dont on n bien dû faire une

quinzaine de maquettes avec Robert Delpire avant d'arriver au résultat.» Cette exposition doit également beaucoup à un gros album de famille recouvert de toile grise, eux pages jauaies et goadolées, que Josef Koudelka trimballe toujours avec lui : une maquette de 1968 réalisée en collaboration avec le graphiste tchèque Milan Kopriva. Les gitans toujours.

Koudelka est « le produit des gens qu'[il] rencontre», accouchant ses travaux da « bagarres maximums, avec lui-même depuis tou-jours, avec Robert Delpire depuis vingt ans, avec d'autres, affrontant sans cesse de nouvelles recherches. Dès 1958, il transforme ses images carrées réalisées au Rolleiflex en panoramiques horizontaux : «Je recadrais les images pour en cerner le sens, aller à l'essentiel. Je les découpais, les recollais; c'est comme ça que J'ai appris la composition.»

Sans domicile fixe

Chereher, e'est parfois ac pas regarder dans le viseur, « pour ne pas dérunger, mais aussi pour arri-ver à des images comme si je les avais visées». Travailler avec un objectif grand angulaire, aa 25 mm, pour capter un grand nombre de personnages dans des pièces souvent exiguës; ntiliser comme pellicule des centaines de mètres de films de cinéma; déclencher sans celiule, souvent dans la pénombre, au trentième de seconde, mettant à profit son expérience d'ancien pho-tographe de théâtre; ue pas s'in-quièter des négatifs sous exposés,



trop agirs, «denses», cooyaiccu qu'il les «sortirait» au tirage avec des lampes de 500 watts, a'hésitant pas à solariser eartaines zones d'ombre quarante fois plus long-temps que d'autres et à laisser les épreuves toute la auit dans na révélateur chauffé à 25 degrés.

Derrière la «cuisine Kondelka», il y a surtout une personnalité et son «feeling gitans». Ce Tehécoslo-vaque de cinquante-trois ans qui se sent d'abord morave a émigré en sent d'abord morave a emigre en Europe en 1970, par crainte de la prisoa, après la pahlicatinn ea Occident de ses remarquables – et non signées – photos du coup de Prague en 1968, mais aussi « pour ne pas être là où on m'attend». Il a vécu dix-huit ans sans passeport, sans domicile fixe, ne sait toujours pas ennduire, et a taat de fois dormi à même le sol, car «c'est très important de s'entraîner à dortrès important de s'ent mir bien et partout».

Le rythme de Koudelka épouse cehi des gitans. Il lui permet de traduire l'éternité d'un peuple à travers - révélation de cette exposition — une galerie de potraits dépouillés, verticaux, frontaux et minuticusement posés, qui s'éloignent de la virtuosité des compositions de groupe qu'on lui connaissait. Des portraits tout droit sortis du Temps des Gitans, le film d'Emit Kustudes : ieune hourse d'Emir Kusturica : jeune hnmme tenant un coq au poing; James Dean tzigane; couple endimanché posaot joae contre joue; gamio trônant daos ua sofin déglingué, yeux fermés et cigarillo aux lèvres.

De la petite fille au vieillard,

Des portraits dépouillés, verticaux, frontaux et minutieusement posés tous se tiennent droit comme des L fiers, les poings aux hanches, le regard défiant et interpellant l'objectif: « Vas-y Koudelka, J'existe», semble dire un jeune garçon «plantant» son contesu dans la gorge de son copain de jeu. Le photographe son copain de leil. Le pinougrapie avance une autre explication : « La plupart des gitans n'avaient pour référence que les portraits figés de leurs anciens, dont ils plagiaient les poses face à mon appareil.»

Koudelka est retourné cette année auprès des gitans, en Tché-coslovaquie. Après evoir longtemps marché, avoir parlé et bu avec tout marche, avoir pane et du avec tout le monde, il a pu entreprendre un nouveau travail. « Beaucoup étalent morts en vingt-cinq ans. l'ai ressorti les anciens tirages. Ils se sont reconnus. l'ni dormi dans une famille dont le bébé est devenu une mère de six enfants. » Le temps qui passe, le photographe qui revient et des images qui marient les moments perdus et l'avenir trédit. moments perdus et l'avenir prédit. Ua peu comme cette confrontation - la plus émouvante - du grand-père bien habillé et du gamia torse nu qui se fixeat fièremeat. Tn seras un homme, mon fils l

MICHEL GUERRIN

➤ «Gitans, photographies», de Josef Knudelka. Scole de Nimes, Hôtel Rivat, 10, Grand-Rue, Nîmes. Tdi.: 66-67-29-11. Jus-qu'au 14 soût. L'exposition sera également présentée à Aix-en-Provance du 18 octobre au 11 novembre, eu Musée des apiaanriea, palala de l'Archevêché. Tél. : 42-23-09-91, DANSE

Le froid et le chaud

Le charme de Bagonet trahi par le mistral et la violence chez Diverrès, dans un huis clos sartrien

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Traîtrises du plein air! Un misraintses du piem air! Un mis-tral à glacer jusqu'aux moelles e délibérément saboté, le 26 juillet, la création de Necestio, de Dominique Bagouet, dans le cloître du cime-tière de la Chartreuse, à Villeneuve-lès-Avignon. Au point qu'il serait malséant d'émettre un jugemeot péremptoire sur cette pièce : cla-quant des dents dans leurs tenues peremptoire sur cette pièce; cla-quant des dents dans leurs tenues légères, muscles raidis — d'autant plus qu'ils ont à observer de longs moments d'immobilité — les dan-seurs ne polvaient donner le meil-leur d'eux-momes ne trouver le rythme du speciacle, d'où l'impres-ision de temps morts.

Le lendemain, il y avait dans la troupe trois angines et une élonga-tion : ne rien dire d'un Bagonet au bord du désespoir, il faut ajouter qu'avant Nacestio nous avions du subir treate-cioq minutes d'un poèma symphocique pour graod orchestre et récitant (en espagnol). intitulé Visperas de Granada et sorti de la plume peu inspirée d'un cer-tain José Garcia Roman. Plus trente minutes d'entracte pour déménager papitres et chaises,

Pourquol ce cocktail musique-danse? Parce que Daniel Girard, directeur de la Chartreuse, svait eu directeur de la Chartreuse, svait en l'idée de faire célébrer par les «arts réunis» le cinq centièma anniversaire de la prise de Grenade par les Rois catholiques, devant lesquels l'émir Boabdil préféra partir sans livrer bataille plutôt que de voir la ville saccagée. Il était même prévu, en sus, une pièce de théâtre arabe, projet qui fat annulé pour cause de guerne du Golfe: là pour courons guerre du Golfe : là, nous courions à la bronchopneumonie.

Le plus drôle, si l'on ose dire, est que le début de Necesito raconte une histoire de canicule. Ua groupe de touristes oo peu farfelus, en short ou en petite robe d'été, visite l'Alhambra de Grenade - sobrement évoqué par un sol de marbre rose incrusté de mosaïques et par le bruit de fontaines. Ils marchent à petits pas paressent, s'étirent voluptueusement, a'associent ou s'allongent, mains sous la nuque, écrasés par le soleil... tandis que le public se croit à Anchorage.

Cependant le célèbre « charme Bagouet» réussit souvent à opérer. Deus ces moments de chorégraphie tout en fragilité, subtilité et tendresse qui lui est propre. Dans ce ravissaat solo confié à Olivia Grandville, superbe danseuse chipée à l'Opéra de Paris. On remarque aussi un nonveau, Jaan Manuel Vicente, vingt ans, sorti du conservatoire de Montpellier, un Riquet à la houppe mâtiné de Tintin. Mais nn avouera, le rouge an front, n'avoir pas distingué ces

THÉATRE

□ Prolazgation de la «Trilogie antique» à la Villette. - En raison du succès de la «Trilogie antique» (Médée, les Troyennes, Electre) par le Théâtra national de Bacarest dans la mise en scène d'André Serban, deux représentations supplémentaires aurout lien les 31 juillet et le août à 20 b à la grande halle de La Villette dans le cadre de Paris quartier d'été. ➤ Réservation : 40-03-39-03 et apersonnages aux contours précis a annoncés par Bagouet (le Monde du 3 juillet): un Roi catholique qui doute, ua émir qui rêve at qui pleure, une infante et son cauche-mar... Tout cela, et bien d'autres choses, nous apparaîtront sûrement lorsque, bien au chand au Théâtre de la Ville, en décembre, on reverra Necesito (dans le cadre du Festival d'Autounne). Et d'ici là, au cours d'une longoe touraée es Frage. d'une longoe tourace ea France, Bagouet aura effectué les resserrag qui s'imposent.

> Chutes suicidaires.

Catherine Diverres ne court pas les mêmes risqués météorologiques dans la salle bien close et climatisée du Gymnase Aubanel, où elle pré-sente la reprise d'une pièce datant de 1986, l'Arbitre des élégances, sous-titrée ici Ou du baroque dans le désert. Quelle violence chez cette jeune femme d'apparence si conve-nable et si réservée! On o'ira pas jusqu'à dire que les courses et les ebutes doat elle fait large usage constituent une nouveauté daose cootemporaine, mais les courses sont ici stoppées act, ame par quelque terreur, et les

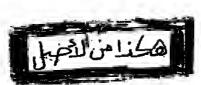
L'atmosphère dramatique qui L'atmosphère dramatique qui règae est décuplée psr celle da Château de Barbe-Bleue, de Bartok (que suivrout, émises par des disques qui déraillent, des pages de Bach et de Schubert, puis des fracas de train ou d'usine). Joseph Nadj—revenu pour l'occasion danser chez Diverrès - semble nourrir le dessein d'étrangler sa partenaire. Un forcené parcourt des diagonales en faisant s'entrechoquer deux épées. Ber-aardo Montet, toujours sidérante pile d'énergie, se livre, yeux exorbi-tés, à de furieux saux, gestes sacca-dés et roulades au sol. Des textes pas vraiments gais de Heiner Mil-ler et de Witkiewicz sont hurlés. Bien que les six personnages puis-sent entrer et sortir, on songe à quelque huis clos sartrien. A moins que les six soient en quête d'au-teur? Mais que racontent-ils? eLe désert est à l'extrême, comme vide mental, comme mort de l'intention

- Saïs devant l'image dévollée s'effondre, le feu de la quête se trouve noyé, dit Catherine Diverrès, dont nové, dit Catherine Diverres, dont on connaît la limpidité d'expression lorsqu'elle tente de donner des clés. Nous cherchons le «Sabi», c'est-à-dire l'émotion que procure la rencontre entre ce qui se transforme et ce qui reste le même.» A chaque spectatenr, danc, de se raennter sa petite histoire devant le mystère de ces rapports tragiques.

A la fin, le climat change brus-quement : disposé autoar d'una le et d'un compotier de pommes ca groape inspiré de quelqua tableau flamand du dix-septième iècle, en amples robes noires, collerattes et boaacts blaacs (de nomes?), le sextuor nous regarde et fait des mines. Celles, irrésistibles, de Josef Nadj – on ne soupcomait pas ce génie comique au tenébreux auteur des Sept Peaux de rhinocéros – achevent sur des sourires cette pièce, à nos yeux la meille Diverrès depuis Instance.

SYLVIE DE NUSSAC

Pigymmase Aubanel, jusqu'ao 1" août, 21 h 30. La tournée de Necesito commence le 2 août à Pézensa, le 4 à Béziers, le 6 à Collioure, les 10 et 11 à Coules 10 et 11 à Cou-



Les traitements incertains du sida

L'arrêt de la distribution de l'Imuthiol amène à s'interroger sur les conditions dans lesquelles se fait la recherche thérapeutique sur la maladie

ES extraordinaires diffi-cultés reneontrées par les chereheurs et les médecins pour arriver à mettle au point un trai-tement efficace contre le sida n'ont, si l'on considére l'histoire de la médecine, rien de très spéci-

En revanche, le fait que cette maladie soit hypermédiatisée, que les malades qui en sont atteints soient hyperiaformés, bref que cette épidémie se déreule quasiment den direct » sous aos yeux. change profondément la manière dont le grand public ressent l'anannee de résultats nouveaux souvent très parcellaires. L'infime progrès théropeutique devient très vite « le » médicament miraele. Le « croire-savoir » se transforme insensiblement en esacoico.

Dans piusieurs de ses ouvrages, le professeur Jean Bernard a raconté l'histoire du petit Michel qui, à l'âge de six ans, eo octobre 1947, fut le premier enfant ou moade à être traité par exsangui-



no-transfusion. « Je me rappelle na. heatations, berit-il dans C'est de l'homme qu'il s'agit (1), nos scrapules avant la tentative. Nous n'étions surs de rien. A tout le moins, nous pouvions seulement expèrer attenuer les cruelles dauleurs qui tourmentaient l'enfant. Nous nous décidons. Pour la première jois dans l'histoire des leucèmies de l'enfant, un traitement est tenté. »

Pour la première fois également, une rémission complète est ainsi obtenue. Mais quelques mois plus tard, ce petit enfant meurt. Les cellules leucémiques avaient à nnuveeu réinvesti le sang et la moelle osseuse. L'ennée suivante, en 1948, à Boston, Sidney Farber obtient lui aussi une rémission, mais cette fois grâce à un médicament. Cependant, il fallut attendre les années 70 pour assister enfin aux premiers cas de

> FRANCK NOUCHI Lire la suite page 12

La planète des songes

Sommes-nous seuls dans l'univers ? Le mystère demeure.

Mais des chercheurs britanniques auraient découvert une planète hors du système solaire

E système solaire, avec son merveilleux contège de planet. Or ces chiffres, l'obmerveilleux contège de planet. En varient par servation l'a incarre; ne varient par survive au cours du temps. Les fréquences années lumière (2);— d'espèrer voir système analogue peut-il s'être formé aulteurs? La connues à plusieurs décimales près.

de Jodrell Bank. Or ces chiffres, l'obmerveilleux, car il n'est pas comment cette planète a pu survivre que des plusieurs découverte des provais qui donne naissance aux pulsaire s'enrichit donc d'une nouvelle curiosité qui, si elle se confirme, sera qui no revonne strement pus avec la nouvelle découverte des planet en planet en pus survivre que des planet en pus que donne naissance aux pulsaire s'enrichit donc d'une nouvelle des confirmes plus des planets en planets en planets a pus survivre que des planets en planets en planets en planets a pus survivre que des planets en pla question, mille fois posée, n'a tou-jours pas trouvé de réponse nette et la Terre est toujours à la recherche d'une autre Terre. Mais si l'on considere que la Galaxie compte quelque mille milliards d'étoiles et qu'il existe dans l'univers quelques milliards de galaxies qui, peu ou prou, ressem-blent à la nôtre, on est tenté de dire que cette singularité n'est peut-être pas aussi singulière qu'on pourrait le

Repéner, si elles existent, ces planètes éloignées reste une opération délicate car ces objets sont proches de soleils dont la lumière aveugle l'observateur qui est un peu comme un curieux qui charcherait une bou-gic placée devant un phare. Plus rien n'est alors discernable. Combien de fois dans le passé les espoirs les plus grands out-ils été ainsi décus? Com-bien de fois le minuscule indice qui laissait croire à l'aube d'une grande découverte s'est-il effondré sous les coups répétés de campagnes de mesures plus précises?

La recherche est ainsi faite. Loin de décourager les astronomes, elle les stimule au point qu'André Brahic, astronome à l'Observatoire de Meudon, confiant dans les progrès de la technique, affirmait en 1984 qu's on pourrait découvrir un autre Jupiter dans les dix ou vingt prochaines années». Sept ans après, toujours pas de « suspect» clairement identifié. Mais l'étau se resserre. La récente observation faite par trois chercheurs des Nuffield Radio Astronomy Laboratories de l'université de Manches-ter (Grande-Bretagne), et rapportée par la revue Nature dans son édition du 25 juillet, en témoigne.

Des horloges parfaites

Grâce au célèbre radiotélescope de Jodrell Bank, Andrew G. Lyne et deux de ses collègues, Motthew Bailes et Setnam Shemar, ont en effet pu mettre en évidence d'infimes variations dans les signaux radio émis par une étoile à neutrons (1), le pulsar PSR 1829-10. Hermétiques ou profince, ces « infimes anomalies » se comprendent mieux des lors que l'on sait que les puisars sont de véritables radiophares de l'espace qui émettent, avec une précision d'horloge, de issantes bouffées d'ondes radio audibles depuis la Terre.

Toutes jes 30 millisecondes pour le pulsar nouveau-né - 947 ans - de la constellation du Crabe; toutes les millisecondes et demic pour le vigou-reux vieillard 4C 2153; toutes les 330 millisecondes pour le pulsar PSR 1829-10 traqué par les astronomes

connues à plusieurs décimales près. Treize pour certains d'entre cux, ce qui prouve à quel point ees étoiles à neutrons sont des hocloges parfaites!

Le moindre retard de cette mécanique céleste bien huilée est dans un événement. C'est ce qui s'est passé pour PSR 1829-10 qui a montré, avec une périodicité de six mois, de relentissements, suivis d'accélération, de ses émissions radio. D'infirmes variations dont l'origine serait due à la présence d'un compagnon tournant autour de ce minuscule et turbulent soleil. « C'est l'explication la plus simple qui vienne à l'esprit r. estime Jean Schneider, de l'Observatoire de Meudon. De telles vies eu couple ac sont pas rares et de aonsbreux asystèmes binaires » associant un palsar et une étoile ont été découverts an cours des quinze dernières

Ce qui est toutefois plus surprenant, c'est que la masse de compagnon suspecté, « déduite par le calcul», serait le trentième de celle de Jupiter, trante millièmes seulement de celle du Soleil. Bref, pas de quoi faire une étoile. Tout juste un objet. Sans doute une planète, qui tournerait autour de son soleil - le puisar en environ six mois et en serait distante de quelque 120 millions de kilomètres, soit approximativement Solcil. Comment le confirmer? En

qui no reyonne surement pas, avec nos plus puissants télescopes. a Même le futur tèlescope gèant des Europèens au Chili (VLT) risquerait d'etre un reu juste, r

De nombreux précédents

L'annouce de cette découverte, bien que faite par une équipe dont «le leuder est un des meilleurs observateurs de pulsars connus», doit donc ètre prise avec précaution. D'abord, parce que, voilà quatre ans, des variations de période analogues avaient laissé croire qu'une « telle planère» existait près du célèbre pulsur du Crabe. Las, des mesures plus précises montrèrent que les anomahies observées étaient trop irrégulieres pour justifier la présence d'une planete perturbatrice.

Ensuite, parce que les trois estrenomes britanniques eux-mêmes reconnaissent que les fluctuations qu'ils ont enregistrées petraient étra la conséquence de phénomèner magnétiques externes ou de phénemènes non magnétiques interns. 22 pulsar qui engendierzieni alara d'im-portantes instabilités de rotatina écurtant ainsi l'hypothèse de la planète. Enfin, parce que, comme le remarque un chercheur du Lunar and Planetary Institute of Houston (Texas), David Black, on se demande

S'est-elle formée a partir des restes

de la supernova? Auquel cas, les théories sur la formation des planètes et celle des pulsars seraient fortement ébranlées. A-t-elle été capturée plus tard per attraction gravitationnelle par le pulsa: ? " Tout est presible, reconnaît Jean Schneider, mai: on frise l'équalibrisme... La prudence est donc de mise en attendant que de nouveaux travaux confirment cette découverte (3). Car le passé est riche de déceptions même s'il parait clair, comme l'affirment aujourd'hui nombre de spécialistes, que « la présence de planètes autour d'étoiles ne serait pas une rareté ».

En témoignent la découverte. en aout 1983 par le satellite d'observation infrarouge less, d'un vaste disque de gaz et de poussières zolides - proto-planétaire? - autour de Bêtaectoris, un soleii jeune situe à 450 000 milliards de kilomètres de la Terre. Celle supposée et démontrée par le calcul par des abercheurs francon et américains, en juin 1988, de poussière, de planètes e au voisi-auge de jeunes étniles, les T-Tauri pun à dix millions d'années), dont la masse est comparable à celle du Solvil. Celle, enfin. d'un astre qui cenit trois mille fois plus gros que la Terre – et dene trop massif pour eue une planete - et qui tnumerait autour de HD 114672, une étnile située à 90 années-lumière du Soleil.

la première planéte jamais découverte hors du système solaire. Ne restera plus alors qu'à trouver une autre planète, une sœur de la Terre, qui, comme elle, pour ait abriter la vie, ce qui n'est pas le cas, helas ! de l'astre britannique balayé par les rayonnemcats mourtriers vomis par le

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les étoiles à neutrons ou pulsars sont des étoiles en fin de vie nées d'une gigantesque explosion d'une étoile plus sive (supernova). Elles sont composé des restes de l'étoile mère qui se sont agglomérés, par contraction gravitationnelle, en une boule d'une dizaine de kilo-mètres de diamètre seulement ayant la masse do Soleil. De ce fait, la matière y ex d'une densité telle [10 000 milliards de fois plus dense que le plomb) qu'elle sernit paur sa plus grande partie composée de neutrons, les électrons et les protons res-lants étant en proportions réduites. Quant au champ magaétique régnant à la sur-face, il seran plus de 10 000 milliards de fois supersuar à culmi de ja Terre.

(2) Une année-lumière vant environ 9 500 miliards de kilomètres.

(3) D'autant qu'un des astronomes stime qu'il pourrait y avoir dans ce systeme une seconde planete, analogue par la taille à Jupiter ou à Saturne, et qui tournerail en vingt ans environ ante

Les enfants et le divorce

Le divorce perturbe beaucoup moins les enfants que la période qui précède la rupture : c'est ca que révèlent deux études menées parallèlement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne par des chercheurs sociologues et publiées dans la revue américaine Science. Les travaux effectués jusqu'à présent montraient que les enfants de parents divorcés de problèmes psychologiques et réussissaient moins bien dans leurs études que ceux vivant avec leurs deux parents. Ces recherches, toutes réalisées après la rupture, conclusient que la séparation était souvent traumatisante pour l'enfant.

Désirant aller plus loin, deux équipes de chercheurs anglais et américains unt décidé de suivre américains unt décidé de suivre dans le temps deux échantillons représentatifs d'enfants (14 700 en Grande-Bretagne et 2 279 aux Etats-Unis) à deux moments précis de leur vie (sept et onze ans pour les Britanniques, onze et seize ans pour les Américains). Ont été répertoriés tous les sinnes de perrurbation : acressicin eta reparrories tous les signes de perturbation : agressivité, désobéissance, dépression, amdéré, mais aussi caucherners, irritabilité, sautes d'humeur, etc. De même, chaque enfant a été soumis à des tests d'évaluation des connaissances en angleis et en mathématiques.

«Comme nous nous y atten-dions, écrivent les chercheurs, nous avons trouvé que les garcons et les filles dont les parents ont divorcé pendant la période étudiée montrent plus de signes de pertubation et ont un niveau de connaissance moins élevé que de connaissance moms eleve que ceux dont les parents sont restés ensemble, et cela quel que son le milleu familiel. Mais, en moyenne, les différences, bien que significa-tives, restent modestes. Enfin, lorsqu'on reprend les données enregistrées avant la rupture, on se rend compte que déjè ces dif-férences existaient, »

des problèmes comportemen-taux ou psychologiques et des difficultés scolaires après un divorce avaient déjà ces mêmes difficultés avant. Autrement dit, les tensions qui devaient exister dans le foyer avaient déjà des effets négatifs sur les enfants. Les ehercheurs ont en même temps découvert que les perturbations étaient beaucoup plus variées chez les garçons que chez les filles. Chez ces der-nières, c'est surtout le travail scolaire qui s'en ressent.

L'étude ne met pas en évi-dence le moment précis du chan-gement de comportement chez l'enfant ; de même, elle ne pernet pes de distinguer les enfants qui par toujaurs vécu dans una ambiance familiale persurbame da ceux qui ont connu un changement dans le climat familial. « li est possible, soulignent les sociologues, que les effets du divorce varient avec l'êge de l'enfant ou qu'ils se fassent senti plus tard i néarmoins, les études américaine et anglaise incitent tous ceux qui s'occupent des enfants du divorce à revoir leur façon de penser, ils doivent por-ter autant d'attention aux familles an période de trouble, avant la séparation, qu'aux traumatismes dus à la rupture.»

CHRISTIANE CHOMBEAU



DANSE

.. ans dos sais - Ron calabi : -: : :::: Qui ren

Coutes suicidaires l ... D. nemės as ministra metebo , then close et al. - : i une po

111 57 -- :: :1000-..... BENE ----- 4322 - 3 E 10年

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÉRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télácopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopisur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Le Monde

PUBLICITE

Françoise Huguet, directeur général

Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : to décembre 1944

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Mande ». Association Hubert-Beuve-Mery Sociéte anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesoume. gérant, Imprimerie
du - Monde 12,1 M -Gunsbourg
4462 (VRV Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE Renadignaments sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

t, place Hubert-Beu

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Reproduction interdise de tout article, sauf accord avec l'administration

NEMENTS RY-SUR-SEINE CEDEX	C Tél. : (t) 49-60-
 Tourses not state	
CHICAGO DOL GLASIE	ATTENDED OF

TAREF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normate-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	t t23 F	1 560 F
t an	t 620 F	2 086 F	2 960 F
ÉTRAN	GER : par vo	ie aérienne tarif sur	demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnes sont invités à leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 🗆	6 mois □	I an 🗆
Non: :	Prėnom :	
	Code postal :	
Localitè:	Pays : _	=
Leuilles ainte l'obligionice d'ecrire tour les non	n propres on capitale	i d'imprimerie

At Monde ARTS et SPECTACLES



Votre célibat : un choix ou le fait du hasard?

Il y a furcèment quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour que son chemin et te vûtre se croisent, il faut rencontrer des personnes qui recherchent quetqu'un comme vous, mais dunt la sensibilité prufonde correspond à la vôtre.

C'est cette aventure que vous propose lon International : rencontrer des personnes dont le caracière, défini par une veritable Étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque vos contacts seront renouveles jusqu'au succès complet.

"3000 COUPLES RACONTENT" Un document passionoant. Des témoignages qui répondeol à vos questions ;
"Les tests sont-ils utilise et exacts? Et les taux de réussite? Et l'Amoor arec un grand A?" tensoyé sur demande.

Pour recevoir une documentation complète, faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez ce coupon à :

© Ion International

Venidlez m'envoyer gratuiten brochure 24 pages couleur.	ieni el sans engagement se	ods pil neotre et cachelé, 1
M., Mnte, Allle		
Prénont		Age
Adresse		

SCIENCES • MEDECINE

Les traitements incertains du sida

Suite de la page 11

«La médecine travaille parfois surtout pour l'individu futur, alors même qu'elle ne peut pas grand-chose pour celui qui est là, derant elle », écrit le professeur Jean-Paul Lévy dans son remarquable ouvrage le Pauvair de guérir (2). Et il céreux essayê chez des malades qui en sont à leur quatrième rechute de leucémie aigue myéloblastique, sauf cas exceptionnel ne changera guere leur sort. Tout au plus prolongerat-il leur vie de quelques semaines, d'un petit nombre de mois, au prix de souffrances indéniables et pour la société d'un coût élevé. Pourtant, et à condition que le malade souhaite être encore traité, parce qu'il espère toujours et que quelques mois de vie ne sont pas négligeables, de telles tentatives ant une justification indé-niable : c'est d'elles que l'on peut savoir si ce nouveau médicament est daté d'une véritable activité sur les celtules leucémiques, »

» Si la réponse est positive, on peut espèrer qu'en l'utilisant au stade initial de la maladie on chan-gera le destin d'autres malades, que l'an obtiendra peut-être leur guerisan. Pourtant il n'aurait été ni raisonnable ni éthique de commencer par traiter de tels malades car. dans l'ignorance où l'on est de l'efficacité du traitement à l'essai, il importe de ne pas leur faire perdre la chance que leur donnent ceux dont l'efficacité est déla éprouvée. La médecine est amenée ici à s'intéresser au groupe autant qu'à l'individu, aux malades futurs autont qu'oux malades présents, et cela n'a rien de scandaleux si l'éthique de chaque essai est soigneusement pesée. »

De la rigueur du caime et du temps

Dans le cas du sida, la pression qui s'exerce sur les médecins et les pouvoirs publics n'a sans doute pas d'équivalent dans l'histoire de la médecine, Il importe avant tout d'aller vite, toujours plus vite, fût-ce au prix de nombreuses entorses, administratives (ce qui se conçoit aisément) ou méthodologiques (ce qui peut eo définitive aboutir à l'effet inverse de celui qui au départ était recherché).

Le professeur Lévy résume bien le problème dans son livre : «Faute

de respecter les règles, le moyen d'acquerir la connaissance vraie, parce qu'on veut gagner du temps, ou bénéfice des malades croit-on, on risque essentiellement de découvrir trop tard de redoutables toxicités qui viennent encore aggraver leur état. On risque tout autant de ne pas met-tre en évidence l'utilité réelle d'un médicament car, contrairement à ce que l'on pourrait croire, elle ne saute pas toujours aux yeux, tant que l'on n'a pas trouvé les bonnes doses et les bonnes modalités d'administration. Il est inutile et dangereux de rêver : le progrès nécessite la rigueur, le calme et, malheureusement, le

Confrootées à la réalité de l'épidémie, au vécu des malades atteints de sida, ces considérations peuvent apparaître bien théoriques. Elles éclairent pourtant parfaitement ce qu'il faut appeler l'« actualité » du sida. A tout bien considérer, l'his-toire de la thérapeutique de cette maladie n'est faite pratiquement que d'annonces prématurées, de coups médiatiques, d'études bâciées ou interrompues pour des raisons diverses, bref d'entorses – parfois graves – aux règles les plus élémen-taires de l'expérimentation clinique.

Un véritable scandale »

Aînsi l'bistoire de la mise au point de l'AZT est-elle entachée d'épisodes pour le moins surprenants, Sait-on par exemple, au-delà du petit cercle des spécialistes, que la première étude multicentrique menée en Europe sur ce médicament o'a jamais été publiée? Pour des raisons mystérieuses - la firme anglaise évoque un problème d'engorgement des données informatiques - et en dépit de l'insistance des médecins, en particulier français, qui y oot participé, les laboratoires Wellcome o'ont jamais voulu, jusqo'à présent, rendre publics, autrement que par bribes à l'occasion de symposiums restreints, les résultats de cet essai thé-

rapeutique. Cette attitude est d'autant plu regrettable que les malades ayaot participé à cet essai soot les plus anciens patients à qui il a été prescrit, en Europe, de l'AZT. Leur suivi, pendant près de quatre ans (ils ont été inclus daos l'étude entre décembre 1986 et avril 1987),

aurait permis aujourd'hui de connaître l'efficacite à long terme de l'AZT. En somme cette étude aurait pu avoir un intéret presque comparable à celui de la fameuse étude de cohorte de San-Francisco. Malgré cela, sida oblige. l'AZT a eu, sans difficulté aucune, son autorisation de mise sur la marché un peu partout dans le monde. Chez Wellcome France, où l'on assure avoir tout fait pour que les résultats de cette étude soient publiés, on déclare « regretter cette situation

Selon le derecteur général du laboratoire, M. Guy Andre, une partie seulement des résultats de cette étude - ceux qui concernent les patients atteints d'ARC - sera publiée au mois d'août dans la revue AIDS, et une autre partie est actuellement soumise pour publica tion dans la revue The Annais al Internal Medicine. Plusieurs médecins ayant participé à cette étude nous ont déclaré que « ce retard, qui aboutit à une véritable rétentian d'infarmations, était absolument scandaleux ».

Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples. De l'expérimentation de la eiclosporine dans le traitement du sida jusqu'aux essais d'im-munothérapie menés par le professeur Zagury, combien d'essais n'ont-ils pas respecté une méthodologie rigoureuse et des règles éthiques strictes? Dans ce fatras, et à mesure que se développe, en parti-culier aux Etats-Unis, un véritable circuit parallèle d'expérimentation, il n'est pas sur en définitive que les malades parviennent à trouver teur compte.

« Ce qui est vrai doit d'abord être démontré, explique le professeur Lévy, et c'est la seule règle à la fois scientifique et éthique incontourna ble. Sans quoi on risque d'exposer longuement des patients à des troitements inutiles, à des toxicités chro-niques inévitables, et en définitive de retarder le progrès thérapeutique que

Ne pas stériliser la recherche

Encore faut-il que la recherche se donne les moyens de trouver, que les cherebeurs puissent travailler en toute liberté, en donnant libre cours à toute leur originalité. L'écueil est grand, à force de vouloir encadrer la recherche, de stériliser celle-ci. d'ineiter les chercheurs à la plus extreme prudence. L'éthique et la rigueur méthodologique ne doivent pas être considérées comme des contraiotes. Bien au contraire. Le problème est que ni l'une ni l'autre n'ool, jusqu'à préseot en Fraoce, été enseignées dans les facultés de médecine et que, par voie de conséquence, par simple a ignorance ». elles apparaissent bien souvent aux chercheurs et aux cliniciens comme de véritables careans administratifs et bureaucratiques.

Il y a fort à craindre qu'il faitle encore de nombreuses années avant qu'un traitement du sida réellement efficace soit découvert. La mise au point de médicaments « miracles », qui bouleversent «du jour an lendemain » le pronostic d'une pathologie, constitue, dans l'histoire de la médecine, un événement exception-nel. Et à moins d'une découverte imprévisible - mais toujours possible, - il vaut mieux considerer que les progrès thérapeutiques n'apparaitront que très progressive-ment, au prix de mille déconvernues (la dernière en date étant l'écliec de l'Imuthiol).

Cela ne signifie pas, bien au contraire, que rien ne puisse être fait dans l'immédiat pour ametiorer la prisc en charge des patients. Si t'on ne sait toujours pas traiter elli-cacement le sida - c'est-à-dire l'infection virale elle-meme, - on sait en revanche traiter de nombreuses infections opportunistes lices au sida. Et dans ce domaine, de nombreux progrès devraient sans doute intervenir dans les prochaines années.

En outre, comment ne pas évoquer le problème de la prise en charge quotidienne des malades, les difficultés de tous ordres qu'ils rencontrent pour se faire hospitaliser dans de bonnes conditions, la détresse de plus en plus perceptible des médecins et des infirmières qui, chaque jour, loin des feux des congrès et des médias, doivent donner un peu d'eux-mêmes pour ten-ter d'attenuer d'inimaginables soulfrances?

FRANCK NOUCH!

(2) Editions Odile Jacob,

CORRESPONDANCE

« Je m'appelle Sida »

Dans un article sur «la Fuite des patronymes» (« le Monde Sciences-Médecine » du 3 juillet), M. Jacques Ruffié écrivait : « Quont à M. Sida (s'il en existe!), personne n'en voudra... » Nous avons recu de M. Jeao-Lue Sida, de Saclay (Essoone), la lettre su(vaote : a Sida, out je m'appelle 11. Sida. C'est un nom auquel je sur habitué, c'est le mien, celui de mon père, celui que ma femme a bien voulu porter, celui que mon fils porte dejà, celui que mes frères et sœurs, oncles, tantes, cousins, cousines, etc. portent. Ce nom o lui seul est plus charge d'histoire que tous ceux que vous citez. Il traverse trois continenis, piusieurs religions, reunii el mélonge plusieurs cultures, signe indirectement la fin de l'esclavage et la colonisation de l'île Bourbon. Il o subl des mutations au trovers de ses royages mais il est encore aujour-d'hui un clin d'æll à son passé indien; vous n'avez qu'à regarder sa signification dans un dictionnaire sanscrit-français et vous constaterez qu'il n'a pas été choisi au hasard au cours de sa francisation.»

Houles et vents miniatures

Un bassin d'essai sera prochainement achevé à La Seyne-sur-Mer pour des études de génie océanique

N bassin d'essai, en construction dans la zone portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer (Var), a été présenté récemment. Il devrait être terminé au début de 1992. Alors sera opérationnel le nouvel instrument d'études de génie océanique décidé en 1985 par le conseil général du Var.

Les dimensions hors tout du bassin sont de 65 mètres de long, de 26 mètres de large et de 6 mètres de profondeur. Celles de la partie «utile», c'est-à-dire de la veine d'es-sai, est de 24×16 mètres pour une profondeor modulable, grâce à un plan incliné mobile, de 1 à 5 mètres. Dans le bassin circuleront 7 500 mètres cubes d'eau propulsés par douze pompes à bélice. Le débit de circulation de cette eau sera de 25 métres cubes par seconde (soit le débit moyen de la Somme). En outre,

Précisions. - Du fait de l'existence d'erreurs figurant dans le numéro du Bulletin épidémiologique hebdomadaire rendant compte des recommandations du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en matière de prophylaxie du paludisme pour les voyageurs, un certain nombre d'erreurs figu-raient dans l'article que nous avons consacré aux «Fronts du paludisme » (« le Monde Sciences Mé-decine » du 24 juillet). Ainsi, pour les pays du groupe 2, il est recommandé d'avoir recours uniquement à l'association chloroquine-proguanil. Le traitement de réserve à prendre en cas de sièvre et d'isolement médical peut également s'appliquer à cette situation et pas seulement aux séjours supérieurs à trois mois. Pour ce qui est des séjours prolongés, supérieurs à trois mois, dans un pays du groupe 3, il est recommandé de prendre l'association chloroquine-proguanil. Dans ce cas, outre le Fansider et l'Halfen, le Lariam ou la quinine peuvent égnlement servir de traitement de

dans la veine d'essai, il y a un puits - néerlandais, norvégien, danois et

de 5 mètres de diamétre et de suédois. 10 mètres de profondeur. Douze flotteurs actionnés par des

vérius pourront engendrer des houles de 0,6 mètre de hauteur et de 6 mètres de longueur d'onde au maxi-mum, tandis que des ventilateurs créeront des vents de 2,4 kilomètres à l'heure. Ces houles et ces vents parais-sent dérisoires. Mais, s'appliquant sur des maquettes au cinquantième ils seront équivalents à des boules de 30 mètres de haut (de crête à creux) et de 300 mètres de longueur d'onde et à des vents de 108 kilomètres à l'beure. Les maquettes étant soit aprofes seit terres care a dels contractes et a l'appoint seit terres de 108 kilomètres à l'heure. Les maquettes étant soit appoint seit terres care ma dels appoints appoints a la contracte de la contr ancrées, soit tenues par un câble, soit en dérive libre, on pourre mesurer les efforts exercées par d'énormes vagues ou par des vents très violents sur des bateaux, des plates-formes ou toutes autres structures marines, que les uns et les autres soient remorqués, ancrès ou dérivants

ou dérivants. De même, le plan incliné submergé
permetira d'étudier les effets de la
houle et des vagues sur des côtes ou
des installations portuaires. Quant au
puits, il est fait pour mesurer les
efforts exercés, par exemple sur les plates-formes souples ou oscillantes qu'on envisage de fixer, par embases très lourdes ou par câbles tendus, sur des sols sous-marins situés entre 300 et 1000 mètres sous la surface de l'eau. Bien entendu, ce bassin d'essai est accompagné d'un centre de calcul. Tout compris, le nouveau bassin

Tout compris, le nouveau bassin d'essai de La Seyne-sur-Mer coûtera 54 millions de francs. Les plus gros « contributeurs » sont les Commu-nautés européennes (19 millions de francs), le conseil régional et le conseil général (9 millions de francs chacun) et le ministère de la recherche et de la technologie (7,2 millions de francs), auxquels s'ajoutent l'Institut français pour l'exploitation de la mer (IFRE-MER), la chambre de commerce et d'industrie du Var et les deux villes de Toulon et de La Seyne-sur-Mer. Le hassin a été concu par les socié-« contributeurs » sont les Commu-

Le bassin a été conçu par les socié-tés First et Principia. Son exploitation devrait être équilibrée s'il est utilisé quatre-vingt-dix jours par an, même

SCIENCES AVENIR LE REVEIL DES VOLCANS Pourquoi les volcans apparaissent-ils dans
certaines zones de la planète ? Comment savoir si un volcan est actif ou éteint ? Notre dossier spécial fait le point des connaissances.
AU MEME SOMMAIRE: L'ECLIPSE DU SIECLE: Toutes les photos en exclusivité LA PHYSIQUE DU SURF L'ARCHITECTURE DU VERRE LA TERRE SOUS MONITORING
ET NOTRE CAHIER SPECIAL JEUX EN VENTE 25F CHEZ VOTRE MARCHAND JOURNAUX
THE THIRD TOURS AND THE TABLE TO THE TABLE T

*METAL HURLANT (A , v.o.) : Grand Pavois, *15* (45-54-48-85) mer. *19 h 45, sam. 0 h 30.

MILLER'S CROSSING (7 (A., v.o.) :

Sauni-Lambert, 16- (45-32 91-68) mar., dam. 21 h LE MIROIR (Sov., v.a.) Denfert, 14

(43-21-41-01) mer. 17 h.

(43-21-41-01) mer. 17 h.

NDLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA
TÊTE (A., v o) Images d'elleurs, 5'

(45-87-18-09) mer., sam., lun., mar.

22 h. ven 18 h. dam. 20 h.

OUTREMER (Fr I : Stadio des Ursulines 5- (43-26-19-09) mor., jou., lun. 12 h.

Ven. 14 F. PATTI ROCKS (*) (A., v o) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) mer 11 h LA PETITE SIRÈNE (A., v.1.1 : Saint-

Lambart, 15- (45-32-91-68) mer., sam . mar t5 h, ven., d.m. 13 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit. A., v.o.) Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) mer. 18 h, jeu., ven., mar. 13 h 45, sam. 11 h 45, 0 h 30, dim. 11 h 45.

RASHOMON (J.Jp., v.o.) . Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) mer., eam.

21 n SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A., vo.) Studio das Ursulines, 5- (43-25-19-09) mer. 22 h 10.

SID & NANCY (*) IA., vo.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) mer. 10 h 50.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All, vo.) : Utopas, 5- (43-26-84-85) mer., jeu., ven., len., mar. 14 h 10.

SWEET MOVIE (**) (fr.-Can., v.1) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) mer. 18 h 10.

18 h 10.
LES TORTUES NINJA (A., v.l.): Saint-Lambert, 15: (45-32-91-58) mer, 17 h, jau, sam, jun 15 h.
TRASH (**) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35) mer. 10 h 45.
TU MI TURBI (h., v.o.): Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-65) mer., jau. 20 h 30,

Sam. 18 h, dim. 19 h.
UN COEUR QUI BAT (Fr.) : Studio des
Ursulines, 5- (43-25-19-09) mer.
20 h 16, jeu., ven., lun. 18 h, mar.

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) . Oenlart, 14- (43-21-41-01) met. 19 h 10.

VOYAGE SUR JUPITER (Can.) :

Cinaxe, 19- (42-09-34-00) mer, jeu., van., sam., dim., mar., de 10 h à 21 h 40 toutes les 10 minutes.

LES GRANDES REPRISES

A SOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois

Luxembourg, B- (46-33-97-77).

ARIANE (A., v.o.): Action Christine, 6-

ARIANE (A., v.o.): Action Christine, 8-(43-29-11-30).
ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD Fr.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63).
ASTÉRIX ET LE COUP OU MENHIR (Fr.-Al.): Club Gaumont (Publicis Mati-gnon), 8- (43-59-31-97).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-35); 14 Juillet Odéon, 8- (43-26-58-00); 14 Juillet Parriasso, 8- (43-26-58-00); 14 Juillet Partille, 11- (43-75-90-81): 14 Juillet

Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 Juille Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LA BALLAGE DES SANS-ESPOIRS

(A., v.o.) : Las Trois Luxambourg, 6-(46-33-97-77).

LE SALLON ROUGE (Fr.) : 14 Juillet

(48-33-10-82) ; Denfert, 14- (43-21-41-01).

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N

RDLL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

CRIN BLANC (Fr.): 14 Juliet Parnasse 6- (43-26-58-00).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 8-

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-

LE GRAND SOMME)L (A., v.o.) : Action Rive Gouche, 5- (43-29-44-40).

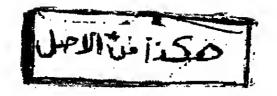
Parnasse, 8- (43-25-58-00).

(46-33-10-82).

10-821

CENDRILLON (A., v.f.) : Cin

ven. 14 h.



SPECTACLES

Programme du mercredi 31 juillet au mardi 6 août

CINÉMAS LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI MERCHEDI
Aspects du cinéma français : ennées
so-carto los Tontons fingueurs (1963),
de Georges Leutner, 18 h ; Rock and
stovie : Affaire des divisions Moritori
1984), de F J Ossang, 18 h ; Lonely
Boy (1961, v.o. s.t.f.), de Roman Kroite
st Wolf Koong, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI Les Quurante Ans des Cehiers du cinéma : l'Ange exterminetour (1962. v o. e.t.f.), de Luis Bunuel, 18 h.; le Césert rouge (1964, v.o.), de Michelan-golo Anzonom, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Training to the control of the contr

Office & F.

Low cates and the fact of the

ENGINEE DE

FRANCESCO

. 6 2.2

JAN OVE

je m'appele Si

ernyan : id

_____ Vous avoi

... Sida, 4 - - la lettre a

- . - sagelle

- en cetus de r

: nen tils s

10 (10) 11 Sec.

- A. CONSTRUCT

. n: 2 lui 3000

.... TO AND 1083

Angle 2

. :: Lingila.

113.00

11/1000

3700

11:00 1.1.2

white he store

- - in K Nowe Z Lander C us.

2, grande gelerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) MERCREDI MERCREDI
Les abonnés programment la séance
du spectateur : Atmosphère (1985) de
Yann Piquer et Philippe Donson, Kakichty
(1971) de Jean Marboeut, Y a-t-it un
Français dans la saile 7 (1982) de JeanPaere Mocky, 14 h 30 ; le Dernier Métro
(1880) de François Truffaut, 15 h 30 ;
Atmosphère (1885) de Yann Piquer et
Philippe Dorison, Hôtel du Nord (1935)
de Marcel Camé, 18 h 30 ; Une touristé
angleise vieite Parie (1985) de JeanChestophe Averry, Charade (1963, v.o.)
de Stanley Donen, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (it.) : Epée de Bois, 5-(A3-37-37-47). L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.): Pathé Marignen-Concorde, & (43-58-92-82): Sept Parnessiens, 14- (43-20-

32-201.

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pevoie, 16-45-54-46-85), ALICE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) : UGC Normandle, 8- (45-63-15-15) : Grend Pavois, 15- (45-54-

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) Unopia, 5- (43-26-84-65). AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélan-dais, v.o.) : Las Trois Luxembourg, 5-

dais, v.o.): Las Trois Luxembourg, 5(48-33-97-77).
LES ANGES OE LA NUHT (1 (A., v.o.):
Publicis Champs-Elysées, 8- (47-2078-23).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.): Lucemeire,
6- (46-44-57-34).
L'APPROCHE FINALE (A., v.o.):
Forum Horizon, 1- (45-08-57-57): Pathé
Harterlouille, 8- (48-33-79-38); George
V, 8- (46-62-41-46); Pathé MarignanConcorde, 8- (43-69-82-82): v.f.:
Pathé Français, 9- (47-70-33-88): Fauvetts, 13- (47-07-55-88): Pathé Montpamusse. 14- (43-20-12-08); Pathé
Wegler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-38-10-98).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.): Epée de AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de 5- (43-37-57-47)

Bois, 5- (43-37-57-47).
BASHU, LE PETIT ETRANGER (Iranien, v.o.): Utople, 5- (43-26-84-65).
BOOM BOOM (Esp., v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); Les Montpernos, 14- (43-27-52-37).
CE CHER INTRUS (A., v.o.): Pathé Hauteleuille, 6- (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-06).

CELLINI (t., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-17-07-47). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82); Grand Pevois, 15- (45-54-46-85); Rane-lagh, 16- (42-88-84-44).

CHEB (Fr. Alg.) : Epéa de Bois, 5- (43-37-67-47).

37-67-47).

LE CID (A., v.o.): Kinopenorama, 15-(43-06-50-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.): UGC Triompha, B-(45-74-83-50).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.): Ciné Beeubourg, 3-(42-71-52-36); Utopia, 5-(43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPIDN OU MONDE (Brit.): Républic Cinémas, 11-(48-06-51-33); Escurial, 13-(47-07-28-04).

DANS LA PEAU O'UNE 8LONDE (A., v.o.): Forum Orient Engres. 1-(42-33-DANS LA PERU O'UNE SICNOE (A. J., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); UGC Tricmphe, 9- (45-74-93-50); 14 Julier Beaugnenelle, 15- (45-75-79-79); UGC Meiller, 17- (40-88-00-18); v.l.: Pethé Impérial, 2- (47-42-72-52); UGC Lyon Bestile, 12- (43-43-01-59); Pethé Montparnesse, 14- (43-20-12-08).

20-12-06). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) DANSE ÁVEC LES LOUPS (A., v.o.):
Bretagne, 8: (42-22-57-87); Gaumont
Ambassade, 8: (43-59-19-08); 14 Jusilet Beaugrenelle, 15: (46-75-79-79);
v.f.: Rex (le Grand Rex), 2: (42-3883-93); Fauvette, 13: (47-07-55-88).
DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg,
3: (42-71-52-38); UGC Denton, 8: (4225-10-30); UGC Montpernasse, 8: (4574-94-94); UGC Blarritz, 8: (45-8220-40); UGC Opére, 8: (45-74-95-40);
UGC Lyon Beanille, 12: (43-43-01-59).
DÉSIONÉ POUR MOURIR (A., v.o.):
Forum Horizon, 1: (45-08-57-57);

Forum Harizon, 1- (45-08-57-57) : George V. 8: (45-62-41-48) : v.l.: Pathá Français. 9: (47-70-33-68) ; Fauvette, 13: (47-07-55-88) ; Gaumont Pamasas, 14: (43-35-30-40) ; Gaumont Conven-tion, 15: (48-28-42-27) ; Pathá Wegler, 18: (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20: (46-36-10-96).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises ligureront dans notre supplément « Arts et Specta-cles » du margaell (dans laudi) cles » du mercredi (daté jeudi).

58-18-08) ; Gaumont Parmasse, 14- (43-36-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50). L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La

Cécole DES HÉROS (A. v.a.): La Géode, 19- (40-05-80-00); L'ECOLE DES HÉROS (A. v.a.): UGC Normandie, 8- (45-63-18-15); v.l.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Lyon Bas-tille, 12- (43-43-01-59) LES FEEBLES (*) (néo-rélandais, v.o.) : Forum Onent Express, 1/ (42-33-42-26).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) . Lucemaire, & (45-44-57-34). LES FRÈRES KRAYS (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30); UGC Bearriz, 8- (45-62-20-40); v.f. - Rax, 2- (42-38-83-93); UGC Montparriasse, & (45-74-94-94).

GREEN CARO (A., v.o.) . Cinoches, 8-

(48-33-10-82). HALFACUINE (Fr.-Turn., v.o.) : Epée de Bors, 5- (43-37-67-47). HENRY V (Brr., v.o.): Ciné Basubourg, 3· (42-71-52-36): Républic Cinémas, 11· (48-05-51-33): Denfert, 14· (43-21-41-01).

IMPROMPTU (8rh., v.o.): Forum Orient Express, 1: [42-33-42-25]: Pathé Haureleuille, 6: [48-33-79-38]: George V, 8: [45-82-41-46]; Sept Parressiens, 14: [43-20-32-20]; v.f.: Pathé impérial,

LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY

JONES. Film américain d'Ellen Weis-strod, v.o.; Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-38) : UGC Odéon, 6- (42-25-

10-30); UGC Rotende, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8 (45-82-20-40); 14 Juillet Bestille,

SIGNE DE FEU. Film franco-italo

portugais de Nino Sizzarri, v.o. : Forum Orient Express, 1º (42-33-

42-28); George V. 8* (45-82-41-48); Sept Parmassions, 14- (43-

WARLOCK. Film américain de Stave

Miner, v.o. : George V, 8 (45-82-41-45) ; v.f. : Pathé Clichy. 18 (45-

WEEK-ENO CHEZ BERNIE. Film

WEEK-ENO CHEZ BERNIE. Fam américain de Ted Korcheff, v.o. : Forum Orient Express, 1: (42-33-42-28); George V, 8* (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Fauvette, 13* (47-07-158-50); Gaumont Portassar, 14* (43-35-30-40); Gaumont Aléala, 14* (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Cichy, 18* (45-22-48-01); Le Gembetta, 20* (48-38-10-96).

2. (47-42-72-52) ; Les Nation, 12- (43-

43-04-67), L'INSOUTENASLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A., v.o.) : Cinocine, 6- (46-33-

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Par-nessione, 14 (43-20-32-20).

JUNGLE FEVER (A., v.o.): Germont Lee Halles, 1: (40-26-12-12); 74 Julier Odéon, 8: (43-25-59-83): Germont Ambressde, 6: (43-59-18-08); 18 Bes-tille, 11: (43-07-48-80); Les Montper-nos, 14- (43-27-62-37); Bienvente Montpermesse, 15- (45-44-25-02).

KICKBOXER 2 (A., v.d.): George V, 8-(45-82-41-45); v.f.: Pathé Français, 9-(47-70-33-98); Miramer, 14- (43-20-89-52); Pathé Clichy, 18- (45-22-

LES LIAISONS DANOEREUSES (A., v.o.) : Cinochee, 5' (48-33-10-82) : Grand Pavois, 15' (45-54-48-86).

LA USTE NOIRE (A., v.a.) : Cinoches 6- (48-33-10-82).

LUNE FROIDE (*) (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, & (43-26-48-18). LUST (N THE DUST (A., v.o.) : Utopia, 5: (43-26-84-85) ; Le Bestille, 11- (43-07-48-60).

MADAME 80VARY (Fr.): 14 Juliet Parneses, 8- (43-28-58-00); 14 Juliet Beaugranelle, 15- (45-75-79-78).

LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 6- (43-68-92-82); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-33-88);

Pethé Montpernsess, 14- (43-20-MERCI LA VIE (Fr.) : Epée de Bois, 5-

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-83) : Grand Pavols, 15- (45-84-

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Gelende, 6: (43-54-72-71) ; Grand Pavols, 15: (45-64-

46-85).
NEW JACK CITY (*) (A., v.s.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Images d'elleurs, 5: (45-87-18-09); UGC Ociden, 6: (42-25-10-30); UGC Normandle, 8: (45-83-18-18); v.f.: Rex, 2: (42-38-83-83); UGC Montpartasses, 6: (45-74-84-94); Partamount Opéra, 9: (47-42-68-31); Pathé Wapter II, 18: (45-22-47-94).
NIMITA Etc.): Germont Les Helies, 1:

47-34. NIKITA (fr.) : Gaumont Les Helles, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-18-08) ; Les Montparnos, 14° (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

LA NOTE SLEUE (Fr.) : Elysées Lincoln,

6: (43-03-36-14). LE PORTEUR DE SERVIETTE (h.-fr., v.o.) : Lucemeira, 6: (45-44-57-34) ; Racine Odéon, 6: (43-26-18-88) ; Les Trois Beizac, 8: (45-61-10-80).

LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin.): La Géode, 19- (40-05-80-00).

43-37-57-47).

B. (43-59-38-14).

Géode, 19- (40-05-80-00).

A FLEUR DE PEAU, Film américain de Zalman King, v.o. : George V, 6-(45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Soint-Lazare-Pasquier, 6-(43-87-35-43) ; Les Nation, 12- (43-43-04-87) ; UGC Lyon Saetile, 12-(43-43-01-69) ; Miramer, 14- (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15- (46-

74-93-40) : Pathé Clichy, 18- (45-22-

48-01).

LES FILMS NOUVEAUX

15- (48-28-42-27).

11- (43-57-90-81).

20-32-201.

22-48-01).

10-82).

DOUBLE IMPACT, Film sméricain DOUBLE IMPACT, Film sméricain de Shakion Lettich, v.o.: Forum Herizon, 1 · (45-08-57-57); UGC Normandie, 8 · (45-63-18-18); v.f.; Rax, 2 · (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6 · (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 · (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 · (43-43-01-59); Fauvette Bia, 13 · (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14 · (43-27-84-50); UGC Convention, 15 · (45-74-93-40); Pettié Wepler, 18 · (45-22-48-01); Le Gambetta, 20 · (48-36-10-96). FATAL GAMES, Film américain de FATAL GAMES, Him american de Michael Lehmenn, vo. : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Ambessade, 6 (43-59-19-08); Gaumont Alésis, 14 (43-27-84-50); v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Montpernos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention,

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-80-33) ; Bratagne, 6- (42-22-67-87) ; Lee Trole Balzac, 6- (45-61-

10-60). LES OOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47) : Publicis Champs-Ely-sées, 8- (47-20-76-23) : Le Bastille, 11-(43-07-48-80) : Grand Pavole, 15- (45-64-46-85).

LA DOUBLE VIE DE VÉRDNIQUE (Fr. Pol., v.o.).; Gaurnont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Gaurnont Opéra, 2- (47-42-60-33]; Saint-André-des-Ares I. 6- (43-26-48-18); Le Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaurnont Ambassade, 8- (43-

Nore de re-

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Yous n'étes pes abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-desseus, accompa-gné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous atas déja abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous autre en vacances, persont en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulleur ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'ebonné.

« LE MONDE » ABONNEMENTS place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Saine

_ VILLE _

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (SI vous étes déjà abonné)

FRANCE

TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU ; [1] 48-80-32-90

VOTRE ABONNEMENT VACANCES: DURÉE

. VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

Expire à (in LL) Signature obligatoire

CODE POSTAL -

2 semaines 115 F 165 F 3 semaines 170 F 245 F 1 mois 210 F 310 F 2 mois 330 F 550 F 3 mois 460 F 790 F

ÉTRANGER

(voie normale)

PRETTY WOMAN (A., v.o.): Elysées Lincoln. 8- (43-59-36-14); Grand Pavors, 15- (45-54-48-85); v.f.: Les Montpernos, 14- (43-27-62-37).

RALPH SUPER KING (A. v.o.): Forum Orient Express, ?- (42-33-42-26): Pathé Mangnan-Concorde, B. (43-59-82-82): Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20): vf.: Paramount Opdra, 9- (47-42-56-31); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01) 48-01). LA REINE BLANCHE (Fr.): George V,

LA RELÈVE (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82); v.f.: Para-mount Opéra, 6 : 47-42-58-31); Pathé Mompamasse, 14 : (43-20-12-08)

REVENDE (A., v.o.) · UGC Biarritz, 8-(45-82-20-40) : v.l. · UGC Montper-nassa, 5- (45-74-94-94) . Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31). RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.): Lucarnara, & (45-44-67-34); Grand Pavoss, 15- (45-54-48-85).

ROBIN DES BOIS (A. v.o.) : George V. NOSIN DES BOIS (A., V.A.) : GEORGE V. 8- (45-62-41-46). ROBINSON & CIE (Fr.) : Utopia, 5- (43-26-84-65) ; Grand Pavora, 15- (45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5- (43-54-72-71) ; Lucernave,

Galande, 5- (43-54-72-71); Lucernave, 6- (45-44-57-34), SCÉNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.); UGC Triomphe, 6- (45-74-93-50); Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.; Miramar, 14- (43-20-95-52). LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.): Gaumont Las Halles, 1- (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33): UGC Triomphe, 8- (46-74-93-50); Maramar, 14- (43-20-89-52): Blanvence Montparnasse, 15- (45-44-26-03-60-2)

THE FIELD (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicia Matignon), 8º (43-59-31-97) ; Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20). THE TWO JAKES (A., v.o.) : Cinoches B- (46-33-10-82).

25-02).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Ciné Beart-bourg, 3: (42-71-52-36); UGC Odéon, 8: (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6:

75-40; 103: 5pts, 5 (40-7-5); 15-40; LES TORTUES NINJA II (A., v.o.)

LES TORTUES NIRLIA II (A., v,o.):
UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); v.f.:
Forum Orient Express, 1- (42-33-42-25); Rex. 2- (42-36-83-93); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40); Paramount Opérs, 8- (47-42-56-31); UGC Lyon Sastillo, 12- (43-43-01-59); Fauvetts, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésis, 14- (43-27-84-50); Pathé Montparanse, 14- (43-27-84-50); Pathé Montparanse, 14- (43-27-84-50); UGC 14* (43-27-04-30); Pathe Montparentes, 14* (43-20-12-08); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-22-48-01); Le Gambetta, 20* (48-36-10-96).

betta, 20 (48-36-10-96).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.): Geumont Les Halles, 1º (40-28-12-12); Geumont Opére, 2º (47-42-80-33); Pethé Heutefeuille, 8º (48-33-79-38); Publicie Saint-Germein, 6º (42-22-72-80); Le Pagode, 7º (47-05-12-15); Geumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8º (43-67-18-36); Les Ratille, 11º (43-07-48-60); Les Ration, 12º (43-43-04-67); Escuriel, 13º (47-07-28-04); Gaumont Pariasse, 14º (43-27-84-50); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15º (46-28-42-27); UGC Maillot, 17º (40-58-00-18); Pathé Wepler II, 18º (45-22-47-84); TDUJOURS SEULS (Fr.): Epée de Bois,

TDUJOURS SEULS (Fr.) : Epée de Bois, 6- (43-37-57-47). 37-2 LE MATIN (*) (Fr.) : Germont Opére, 2- (47-42-80-33) ; Germont Champs-Etysées, 8- (43-59-04-67) ; Germont Pamasse, 14- (43-35-30-40). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): La Berry Zèbre, 11º (43-57-51-55): Seint-Lumbert, 15º (45-32-91-88).

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6- (45-44-67-34). UNE ÉPOCIJE FORMIDABLE... (Fr.):
Forum Horizon, 1- (45-08-67-67); Pathé
Impérial, 2- (47-42-72-52); Rex, 2- (4236-93-93); UGC Danton, 6- (42-2510-30); Pathé Marignan-Concorde, 6(43-69-92-92); Les Nation, 12- (43-4304-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-4301-59); Fauvette Bis, 13- (47-0755-98); Gaumont Alérie, 14- (43-2784-50); Pathé Montparnasse, 14- (4320-12-06); Gaumont Convention, 15(48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (4068-00-16); Pathé Wepler II, 16- (45-2247-94); Le Gambette, 20- (46-3810-96). UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.)

10-96) URANUS (Fr.) : UGC Opéra, 6- (45-74-LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.) : Reflet

Logos II, 5. (43-54-42-34). LES VIES DE LOULOU (*7 (Esp., v.o.) : UGC Denton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; v.f. : Sakm-Lezere-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Opérs, 9 (45-74-85-40).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE ALLEUNS I HERBE EST FLUS VENTE (A., v.o.): Reflet Médicie Logos ssile (ouis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) mar., vent, sam., km. à 14 h 10, 18 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 05 film 10 mm ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) :

Saint-Lambert, 15- (46-32-91-68) mar. 18 h.

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) mer. mar. 15 h 30, sam. 13 h 50.

AUJOURD'HUI PEUT-ETRE ... (Fr.) : Lucernaire, 6-145-44-57-34) mar , jeu., ven., lun., mar. 14 h. 8ARRY LYNDON (Brit., v.o.) . Grand Pavoss, 15- (45-54-48-85) mer. 21 h 15 (TU . 35 F)

BERUCHET DIT LA BOULLE (Fr.) : Studio Gatande, S- (43-54-72-71) mer. 14 h.

LA BÊTE HUMAINE (Fr.) : Reflet Logos 1, 5- (43-54-42-34) mer. 12 h 05. BRAZIL (Bra., v.o.) Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) mar, kin 20 h, dim. 20 h 10, sam 15 h, jeu., ven. 18 h CENDRILLON (A., v.1): Grand Pavors, 15-145-54-45-85) mer. 14 h. LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr) Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) mar. 15 h 50

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.): Stu-dio des Ursulnes, 5: (43-26-19-09) mer, sam, dan 16 h. LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol 1: Rellet Médicie Logos saile Louis-Jouvet, 5: (43-54-42-34) mer, avec LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMET-TRAS POINT DE PARJURE [Pol.]

Reflet Medicis Logos salle Louis Jouvet, 5- (43-54-42-34) mer. 12 h. DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Uto-

pa, 5- (43-26-84-65] mer., ven., dim., mar. 18 h 10.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) Images d'adlours. 5- (45-87-18-09) mer. 18 h. jeu., ven. 22 h, sam., dim., fun. 20 h

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Samt-Lamberr, 15- (45-32-91-68) mer., mar. 13 h 30 EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer. 19 h, ven., mar. 18 h 45, sam. 17 h, dm. 13 h 15.

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.) : Studio Galende, 5* (43-54-72-71) mar. 22 h 30. LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Stu-dio des Ursulines, 5* (43-25-19-09) mer., sam., dim. 14 h.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) (son SR ver-sion longue) mer. 21 h, jeu., ven., lun., mar. 13 h 45. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.):

Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., sam., mar. 17 h. HAITIAN CORNER (halrian, v.o.):)mages d'eilleurs, 5- (45-87-18-09) mor., ven, 20 h, jeu., sem., dim. 18 h. HELIZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) mer., ven., din., lun. 12 h 20.

firm., lun. 12 h 20, L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.): Derfiert, 14 (43-21-41-01) mer., sam., lun. 13 h 50, jeu., ven., mer. 15 h 20. HORS LA VIE (Fr.-kr.-Bel.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) mer., jeu., ven., jeam., lun., mer. 16 h.

INOLANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer., jeu., lun. à 15 h 30, sam. à 22 h 15. RILES ET JIM (Fr.) : Les Tr bourg, 6- (48-33-97-77) mer., ven., dem., mer. à 12 h.

LOUTA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) mer., sam. 21 h 10. dim. 18 h. LONESOME COW-BOYS (7) (A., v.o.): Ciné Basubourg, 3- (42-71-52-36) mer. 10 h 45.

MACSETH (Brin., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-28-18-09) mer., sam. 17 h 50, jeu., lun. 18 h 30.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVIDN (A., v.f.): Saint-Lembert, 15: (45-32-91-68) mer., ven., dim. 5 h, jeu., km. 17 h.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 31 JUILLET

a Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges a. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé). a Les hôtels et l'égiles de l'île Saint-Louis », 16 heures, 1, rue Saint-Louis-en-l'Isle (Tourisme culturel). a La manufacture des Gobeline s, 14 heures et 15 houres, 42, avenue des Gobelins (Caisse nationale des

«L'hôtel de Rohen en musique», 16 hounes, 87, rue Vielle-du-Temple P.-Y. Jasiet). «Les collections du dix-huitlème

aLe sculpteur Bourdelle dans son

siècie de Cognacq-Jay », 16 heures, 8, rue Elzévir (Caisse netionale des

atelier de Montpernasse», 15 heures, 18, rue Antoine-Bourdelle (Ceieee nationele des monuments histori-

«Les rénovations du Marais (hôtels d'Albret, Donon, du Grand Veneur...), 15 houres, métro Saint-Paul (Coisse netionele des monuments hietori-. Le quartier Seint-Sulpice .

15 heures, metro Mabilion (Calese nationale des monuments histori-

«Histoire du quartier juif du Maraie à travers ses synagogues, ses rues et ses boutiquese, 15 heurse, métro Seint-Peul (Calesa nationala des monuments historiques).

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde Comité de direction :

es Lasourne, gérant directeur de la publi 8runo Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de la gastion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef Amatric, Jean-Marie Colombant, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

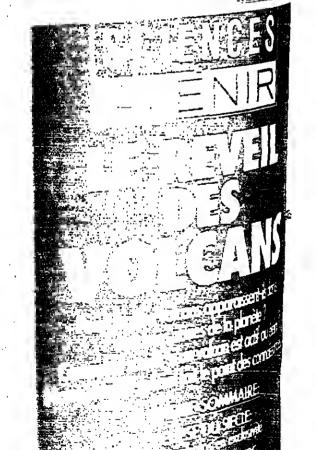
Daniel Vernet directeur des relations inter Anciens directaurs :

zbert Beuve-Méry (1944–1968), Jacques Fauvet (1889-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1881)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 76501 PARIS CEDEX 15 Tél.: [1] 40-65-25-25 Télécopieur: 40-85-25-99

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852)VRY-SUR-SEINE CEDEX
Till: (1) 40-85-25-25
Tillicopiaur: 49-50-30-10



Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise

Funeste été marseillais

L'été est une période funeste pour les industries navales. A peine arrivé au ministère de l'industrie dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, M. Alain Madelin annonçait en juin 1986 que l'Etat coupait les crédits à Normed (6 800 salariés à l'époque), dont l'agonie désastreuse durera plus de trois ans. De juillet à septembre 1989, la société américano-franco-suédoise Lexmar présentait un pseudo-plan de reprise des chantiers de La Ciotat, nourrissant ainsi sans vergogne un espoir dans une popuation et des métallos attachés depuis des générations au martelage des tôles et aux dessins des plus élégantes cerènes. Voici qu'aujourd'hui l'entreprise marseillaise Sud-Marine (autour de laquelle gravite une myriade de sous-traitants de nombreux corps de métiers), lâchée par des pouvoirs publics échaudés et mise au pied du mur par les juges, jette l'éponge.

Pour le littoral du Var et des Bouches-du-Rhône et l'ensemble du bassin Industriel et maritime marseillais, les coups durs se succèdent, L'espoir des syndicets d'obtenir une relance du sita da La Ciotat vient au même moment d'être balayé. Le chef de cabinet du premier ministre a écrit da manière on ne peut plus claire aux responsables provencaux de la CFDT : «Impossible d'envisager la réouverture du chantier dans des conditions économiques viables... Il faut penser et bătir l'avenir de La Ciotat sur d'autres bases que la construc-tion navale lourde. » Bref, M-- Edith Cresson et son ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, adoptent exactement la même politique que celle de leurs prédécesseurs, MM. Rocard, Fauroux et Chérèque, qui, harcelés par un Parti communista et une CGT encore puissants et gênés par le jeu trouble des divers clans du PS dans le département ont dans une large mesure

Tous les «médecins» industriels qui se penchent régulièrement sur la situation et l'avenir du port de Marseille versent d'ailleurs très vite dans le découragement, et, en dépit des efforts méritoires du président, M. Jean Rousset, chaque pertenaire cherche à tirer son épingle du jeu, sana grand esprit de solidarité, à l'inverse de ce que l'on peut noter au Havre par exemple. Et l'on passera sous silence, per charité, l'«ambiance sociale»: quand les dockers ne sont pas en grève, les marins des car-ferries arrêtent la travail, à moins que les ouvriers de Sud-Marine ne bloquent les accès aux docks. Que la construction et la réparation navales soient rattachées au ministère de l'industrie (at aux finances) et non - ce qui serait pourtant logique - à celui de la mer ne change rien au fond. Marseille e d'abord besoin d'un vigoureux électrochoc

FRANCOIS GROSRICHARD

En Inde Les étrangers pourront acquérir 51% du capital

de certaines entreprises Le gnuvernement indien a annoncé mercredi 24 juillet qu'il sutoriserait, pour la première fois, des investissements étrangers majnritaires dans les sceteurs industriels prioritaires. La nouvelle politique présentée au Parlement autorise des prises de participa-tions étrangères jusqu'à 51 % dans 34 secteurs (incluant la métallurgic, l'agrn-elimentsire et l'hôtellerie), alors que la limite était fixée jusqu'à présent à 40 %. Cette décision constitue un changement majeur de la stratégie économique des dirigeants de New-Deihi et intervient au moment où l'Inde, confrontée à une crise financière grave, négocie l'octroi d'un crédit important evec le Fonds monétaire international

Les salariés de Sud-Marine décident de s'opposer à la livraison des travaux en cours

Le tribunal de commerce de Marseille e prononcé, lundi 29 juillet, la liquidation judiciaire du groupe de réparation navale et de construction offehore, Sud-Marine, qui avait été placé en redressement judicieire le 11 juillet (le Monde du 13 juillet). Les salariés des cinq sociétés du groupe ont voté l'occupation du site de Sud-Marine, à Mouregiane.

MARSEILLE

de notre correspondant régional La décision du tribunal de commerce de Marseille entraîne, dans l'immédiat, le licenciement de près d'un millier de salariés. Elle fait peser, par ailleurs, une menace sur 1 500 à 2 000 emplois supplémentaires parmi les sous-traitants de l'entreprise marseillaise dont une quarantaine réalisent avec celle-ci la plus grande partie de leur chiffre d'affaires. Dans ses ettendus, le tribunal a constaté «qu'aucun véritable repreneur n'n déposé une offre sérieuse et définitire». Relevant, en outre, que « Sud-main est dans une imposer et del de le triscade et une impasse totale de trésorerle et ne dispose plus des matières pre-

Selon une enquête du ministère de l'industrie et du commerce extérieur

Les PMI ont bien résisté au ralentissement de l'activité en 1990

Selon l'enquête publiée récem-ment par les services du minis-tète de l'industrie et du commerce extétieut, les petites et moyennes entreprises de l'indus-trie ont relativement moins souffert de l'inflexion de l'activité en 1990 que leurs grandes sœurs. A 5,9 % en valent, la croissance du chiffre d'affaires réalisé par les PMI pour l'année 1990 est bien supérieure à celle affichée par l'ensemble du secteur manufactu-rier (3,3 %) et dépasse assez aisément la progression d'activité des

Ces derniètes ont d'ailleuts enregistré une baisse plus pro-noncée de leur résultat net compnoncee de leur resultat net comp-table en 1990 (qui est passé de 4,7 % à 3,3 % de leur ebiffre d'affaires en moyenne) tandis que celui des PMI s'est effrité seule-ment de plusieurs dixièmes de point (de 2,8 % à 2,2 % du chif-fre d'affaires).

Progression des effectifs

Un tel écart ne remet pas en cause la vulnérs bilité des PM1 aux sautes d'humeur de l'activité
leurs ressources et leurs porte-feuilles clients plus étriqués les prédisposent moins à absorber les choes brutaux de conjoneture. Leur comportement en matière d'investissement en 1991 (les premières estimations font état d'un recul de 6 % en volume pour l'ensemble du secteur manufacturier) sera un excellent révêtateur de lenrs fragilités. L'an passé, contrairement aux années précédentes, ce sont les grandes entre-prises qui, en ce domaine, ont réalisé les meilleures perfor-mances (leur investissement e progressé de 15,8 % en volume contre 11,9 % pour les PMI).

Toutefois, la taille a pu jouer comme un evantage dans certains cas. Les PMI ont prolonge leur effort d'exportation, mais celui-ci s'est essentiellement axé, pour causes de moyens limités, sur les merchés proches et notemment vers nne Allemegne en plein

boom.
Dens le secteur ues biens d'équipement professionnel, par exemple, les exportations des PMI ont crû de 13,3 % en valeur l'an passé contre 3,3 % sculement pour les grandes entreprises. A l'inverse, les grandes firmes, qui, à la faveur d'un dollar plus faible, ont multiplié les acquisitions nutre-Atlantique, nnt été beau-enup plus séverement tonchées par la récession américaine l'an passé. Les PMI ont aussi conti-nué à embaucher en 1990 (les effectifs y ont progressé de 1 %) quand les grandes entreprises industrielles, engagées dans des plans de restructuration courant sur plusieurs années, réduisaient encore le nombre de leurs sala-riés (-0,9 %).

terminaison des travaux », il e conclu que «la sauvegarde de l'en-treprise comme le maintien de l'acti-vité ne peuvent plus être assurés». Ce jugement a provoqué la colère des salariés des cinq sociétés du groupe qui ont voté, aussiôt, en assemblée générale, l'occupation « jour et muit» du site de Sud-Marine, à Mourepiane. Ils s'opposent aussi «à toute sortie de matériel», bloquant ainsi la livraison des travaux en conrs d'exécution. Cette décision est journe de conséquences vaux en conrs d'exécution. Cette décision est lourde de conséquences pour les clients de l'entreprise. Sud-Marine était, en effet, sur le point d'echever quatre commandes très importantes de modules de plateforme offshore pour le compte de la firme norvégienne Ststoil et Elf Detacland dies que le terreforme Petroland ainsi que la transforma-tion d'un tanker en stockage flottant pour le Vietnam, représentant une somme totale de 740 millions de

> Une croissance ultra-rapide

Ctéée evec l'eide des pouvoirs publics, en 1988, à l'occasion d'une restructuration de la réparation navale marseillaise, Sud-Marine evait été handicapée, dès le départ, par un manque de fonds propres. Il semble également que l'entreprise,

dont les effectifs ont plus que dou-blé en deux ans, n'ait pas été en mesure de faire face à cette croismesure de tane face a cette crois-sance ultra-rapide faute de struc-tures de gestion adaptées. Ses pertes cumulées pour 1990 et 1991 nnt été estimées à près de 130 millions de francs. La déconfiture de Sud-Ma-rine risque de porter un coup très sévère à la réparation navale mar-seillaise qui pourrait être ravalée au rang de simple «station-servoe» en Méditerranée. Alnrs on elle Méditerranée. Alors qu'elle employait près de 6 000 salariés au moment de la dispancion du groupe Terrin, en 1978, elle n'est plus représentée, aujnurd'hui, que par représentée, aujuurd'hui, que par ume seule entreprise, la Compagnie marseillaise de réparation (CMR) employant 400 salariés. Amès plusieurs années de crise, elle avait néanmains réussi sa reconversion dans la réparation de paquebots et de méthaniers, tâche pour laquelle elle avait acquis une excellente réputation dans le monde. La CMP dont le PDC M Jean Gui. CMR, dont le PDG, M. Jean Gui-chet, a exprimé «sa plus vive inquié-tude», devrait être également tou-chée par les difficultés des sous-traitants. Compte tenn d'un «effet de taille», elle sera, enfin, placée en position de faiblesse pour la prise du certaines enmmandes

euparavant traitées, de concert, avec Sud-Marine.

La visite du ministre français de l'économie à Alger

La France accorde de nouveaux crédits à l'Algérie

M. Pierra Bérégovoy, ministre de l'économie, e feit lundi 29 juillet un bref séjour en Algérie, séjour au cours duquel il a rencontré successivement le pré-sident de la République, M. Chadli Bendledid, et le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali. Il a eu en outre des séances de travail avec les ministres algériene de l'économie, du transport, de l'énergie et du trésor. La visite du ministre français intervient après celle faite, la veille, par M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

ALGER

de notre correspondant

Premier fournisseur de crédit de l'Algérie (près de 50 milliards de francs prêtés depuis 1987), la France était peu encline à alourdir se créance par des prêts supplémentaires . M. Pierre Bérégovoy a donc fait avec ce qui lui restait : il a dispensé un peu d'argent, mais e accordé, au nom de M. François Mitterrand, un large soutien politi-que, ce qui a paru satisfaire les Algé-riens qui ont besoin de l'un comme de l'autre.

Pour Alger, le principal ocquis financier du voyage du ministre fançais de l'économie réside date l'octroi d'un milliard de crédit sup-plémentaire, qui vient s'ajouter aux trois milliards de crédit dix arevol-vings déjà accordés. Cet argent, à nouveau disponible à mesure qu'il nouveau disponible à mesure qu'il est remboursé, servira à financer le tout venant de la consommation locale, excepté les denrées agro-di-mentaires.

mentaires.

Le reste des sommes dégagées par Paris n'est pas à proprement parler de l'argent frais puisqu'il s'agit de lignes de crédit consenties antérienrement mais que l'Algérie, pour des raisons diverses, n'evait jusqu'alors pas consommées. Un milliard de firancs seront ainsi utilisés pour financer l'achat de véhicules automobiles de divers types, prêt qui va de pair avec le réglement du «dessier Renault». M. Bénégovoy a repu l'assunance que la Régie recevra son «agrément» dans les quinze jours, ce qui lui permettra de lutter à armes égales avec Peugeot, dont l'agrément a été signé depuis plusieurs mois.

Plus que les «largesses» finan-

Plus que les «largesses » finan-cières, c'est sans doute l'aspect que-litatif du voyage de M. Bérégovoy qui retiendra l'attention des milieux financiers et industriels. Le ministre financiers et industriels. Le ministre de l'économie a ainsi fait état de la mise au point définitive du texte garantissant les investissements français en Algérie. Quant aux autorités algériennes, elles ne peuvent qu'être satisfaités des assurances données par M. Bérégovoy qu'il interviendrait pour encourager le Crédit lyonnais à boucler auu plus vites l'emprunt de un à deux milliards de dollars qu'il est chargé de lever auprès de banques françaises, japodollars qu'il est chargé de lever auprès de banques françaises, japonaises et anglo-saxonnes en favour de l'Algérie. Des encouragements analogues seront fermement prodigués à Elf-Aquitaine de façon à ce qu'il apporte, tel Total evec le pétrole, son soutien dans l'exploitation du gaz algérien. Les discussions continuent sur ce chapitre après l'annonce faite par les Algériens d'ouvrir l'exploitation des gisements d'Hassi-Messaoud à des compagnies étrangères.

Le franc affaibli face au deutschemark

Le système monétaire européen contre la France

veau, les taux d'intérêt à court terme qui remontent à Paris à 10 %, au plus haut niveau européen hors inflation : dans ces deux domaines, la situation de la France n'ast guère brillante en ce milieu d'été. Notre pays a-t-il donc tant démérité par rapport à

Certes non, Sans, doute, les belances frençeieae (calle du commerce extérieur comme celle des paiements) sont déficitaires, mais beaucoup moins que celles de la Grande-Bretagne, de l'Espagne ou de l'Italie. Notre déficit budgétaire est la moins élevé de la CEE, et, surtout et avent tout, notre taux d'inflation est désormais le plus bas d'Europe. Alore, pourquoi cette décota de la France sur les mar-

Tout aimplament parce qua, dans un régima de perités monétaires fixes comme celui du evatème monétaire aurapéan (SME), les niveaux respectifs de taux d'intérêt font la loi, attirant les capitaux flottants là où ils sont les plus rémunérateurs. Du coup, les pays à loyer de l'ar-gant élavé bénéficiant d'un afflux de ces capitaux et voient leur monnaie tirée vers le haut. Il en résulte de graves déséquilibras qui obligant las banquas les des monnaies les plus falbles à intervanir pour les maintenir dans leurs limites de fluctuation, soit en vendant des devises, solt en élsvant laurs taux d'intérêt à leur tour, ou en faisant les deux. C'est ce qui s'est passé pour la Banque da France, contrainte, de février à

contre le peaeta, littéralament dopée par la politique d'argent cher que mène la Banque d'Espagna pour lutter contre l'inflation. C'est ce qui risque de se passer maintenant evec le mark, si la Benqua fédérala d'Allemegna, justement inquiète de voir la haussa des prix domesti-ques dépasser 4 %, durait à nouvaau sa politique; comme cela est probable (le Monde daté 28-29 Juillet).

Un pays «vertueux» sanctionné

« vartueux » aprèe queranta mées d'inflation et de dévaluation, evec quelquas raree et courtes périodes de stabilité, voit sa vertu mai récompensée Son économie, en plein ralentis-sement, se voit infliger les taux d'intérêt les plus élevés du siècle et marche tous freins serrés. tout cels parce qu'il lui faut a'aligner sur des taux allemands de combat. Ce n'est tout de même pes la faute de notre pays si les salaires allemands ont bondi de 7 % cette année et si l'inflation dérapa outre-Fihin. Faut-il donc pénalizar noe patitas et moyennes entreprises (plus de 50 % des activités françaises), déjà en difficulté, at leiessr décaspérément grimpar notra taux de chômage, pour permet-tra à la nouvelle grande Allemagna da se retrauvar plus puissante que jamais dans trois ans, svec la perspective, peu sante, de voir le centre de gravité de l'Europe se déplacer irrésistiblement vers l'Est?

On invoquera sens doute les exigences du SME, qui contralgnent tous les partenaires à harmoniser leurs politiques de taux d'intérêt - c'est-à-dire, en fait, à pratiquer l'ascalade pour rattraper le plus cher - et à éviter que les parités monétaires ne débordent leurs limites. Mais olore, que, sens dévelues le frenc, ce qui ne servirait à rien, on le laisse filer jusqu'à son plafond vis-à-vis du merk (3,43 francs pour 3,4030 francs actuellement) en leisaant à le Banque fédérale d'Allemagne le soin de défendre cette parité an achetant des francs, ce qui permettrait à la Banque de France de mener une politique de Indépendante et donc plus sou-

On e'axclamera qu'une talle pratique est contraire aux règles du SME. Maia c'aet l'asprit même du SME qui sa trouve violé actuellement : ce système vient d'atteindre aes limites. Si M. Helmut Schlesinger, président de la Bundasbank à partir du 1# soft, yout incamer la statue du enmmandaur at s'affirmar gardian rigide da l'orthodoxia, qu'il n'inflige pae ea potion amère à la France ou alors qu'il aoutienne le franc, artificiellament affaibli par une politique définie à Francfort et qui porte un nom : l'égoïsme sacré. Son prédéceaseur, M. Ksri-Otto Poehl, déclarait bien, au début de l'année, qua ce qui était bon pour l'Allemagne et le mark était bon pour l'Europe : pas à n'importe quel prix l

FRANÇOIS RENARD

du KMI

M. Bérégovoy a assuré que ula
France soutenait activement l'action entreprise par le gouvernement algé-rien». Dans l'entourage de la délé-gation française, on faisait état du «climat nouveau, plus pragmatique et plus ouvert» pour se félicater de la teneur des échanoes.

teneur des échanges. La veille, M. Michel Can La veille, M. Michel Camdessis, directeur général du Fond monétaire international (FMI), venu à Alger pour une visite de vingt-quatra heures, n'avait pas tari d'éloge sur le «courage» de ses hôtes qui acceptent, « attitude peu répandue, de payer les dettes qu'ils ont contractées, quoi qu'il leur en coûte». M. Camdessus en avait conclu qu'une telle démarche, alliée à de a doulou-cresses réformes de structures métireuser» réformes de structures, méri-tait, en contrepartie, le soutien sans réserves des institutions financières internationales. a Nour ne serors pas chiches dans notre soutien, evait assuré M. Camdessus, et nous disons aux banques commerciales qu'elles doivent se comporter en partenaires fidèles de l'Algérie»

fidèles de l'Algérie».

Une telle convergence dans l'éloge ne manquera pas de ravir les Algériens qui, après tout, n'ont pas souvent l'occasion de l'être. Elle devrait surtout leur donner l'espoir que les hommes d'affaires étrangers, sensibles au comportement des institutions qu'ils révèrent le pins, suivront les encouragements qui leur sont donnés de venir massivement investir en Algérie.

GEORGES MARION

Le différend maritime entre la France et le Canada

M. Nallet défend la «souveraineté française» à Saint-Pierre-et-Miquelon

Installé pour une durée de trois semaines dans les locaux de l'association du barreau de New-York, ie tribunei erbitrai chargé de délimiter la frontière maritime entre la France et le Canede, au lerga da Seint-Pierre-et-Miquelon, e commencé le 29 juillet le première phase de le procédure en entendant euccessivement le minietre canadian de la justica, Mme Kim Campbell, puis son homoloque français, M. Henri Nallet, accompagné du aecrétaire d'Etat eux affaires étrangères, M. Alain Vivien. Cette procédure résulte du compromis intervenu le 30 mars 1989 entre le France at le Cenada. (le Monde du

de notre correspondant

Un accord étant intervenu en 1972 sur la délimitation des eaux territoriales au nord et à l'est de l'archipel, dans le zone où les eôtes françaises sont les plus proches, le différend, qui n'a pu être résolu en dépit de plusieurs années de discussions, porte sur la limite des zones maritimes au sud et à l'ouest de ce département français de 242 km2, peuplé de 6 300 habitants, situé à proximité immédiate de Terre-Neuve, terri-

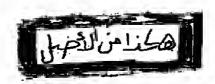
Pont le Canada, le résultat «équitable» consisterait à délimiter une ceinture de 12 milles de Miquelan. De son côté, le France réclame une limitation

et la reconnaissance d'une zone dite des « 200 milles » inspirée par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

Les intérêts vitaux dans la région

Dans son allocution, M= Kim Campbell s'est employée à la fois à repousser les prétentions de la France dans cette region, eaussi énarmes que ses côles sont courtes et à minimiser l'importance de ces « dépendances insulaires fort éloignées de la mère patries. Estimant que le tracé pro-posé par le Canada « n'a aucun impaci sur les intérêts vitaux de la France alors que la revendication française affecte massivement les intérêts vitaux (...) de la région la plus pauvre du Canada», le proceque 8 000 personnes environ tra-vaillaient dans l'industrie de la pêche sur la côte sud de Terre-Neuve, contre 400 personnes seu-lement à Saint-Pierre-et-Miquelon,

De son côté, le garde des sceaux français a rappelé l'origine bretonne, basque et normande de cet archipel, qui fut français des sa possession par Jacques Cartier en 1604 pour récuser toute idée de simple appartenance « minuscule et laintaine, de caractère néo-colomal s. Pour M. Nallet, les enjeux de ce litige ne sont pas seulement économiques, mais aussi politiques dans la mesure où il s'agit ici e des attributs essentiels de la souverainetes d'un nava



de nouveaux crédits à l'un

market and the

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International

La BCCI et son fondateur sont inculpés de fraude et de blanchiment d'« argent sale »

nus contre la banque et contre deux de ses anciens dirigeants.

Premier dirigeant iaeulpé: M. Agha Hasan Abedi, le fondateur de la BCCI et l'un de ses principaux

actionnaires jusqu'à ce qu'en 1988, l'émirnt d'Abou-Dbabi prenne la majorité du enpital (77,4 %). M. Abedi, qui réside actuellement à Kanachi (Pakistan) a démissionné en

1990 de la présidence de la banque. Il a toujours démend les accusations

Second inculpé: M. Swalch Naqvi, l'ancien numéro deux de cet établissement jusqu'en octobre 1990.

portées contre lui.

Accusées de ne pas avoir pris les meaures nécesselres, en de notre correspondent "Cette inculpation met en évidence la plus importante fraude bancaire de toute l'histoire du monde financiere, a indiqué M. Robert Morgenthau, le président du Grand Jury de Manhattan, qui a lancé cente inculpation à l'issue de deux ans et demi d'enquête (laquelle s'est heurtée à d'incompréhensibles blocages de la part des pouvoirs publics), menée à partir de sa juridiction new-yorkaise. Au total, douze chefs d'inculpation de fraude, de vol et de blanchiment de l'argent de la drogue ont été retenus contre la banque et contre deux dépit des mises en garde, avant la débacie de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), la Réserve fédérale et la justice américaine ont frappé un grand coup en annonçant simultanément, le 29 juillet, une série d'inculpations qui criminalisent les exactions de la BCCI aux Etats-Unis. Cetta décision a'accompagne

de la mise hors la loi de neuf anciens dirigeants ou personnalités proches de la banque dont les actifs ont été gelés le 5 juillet à le suite d'une ection concertée des principales banques centrales. De son côté, la BCCI, en tent que personne morale, se vait infliger une amende de 200 millions de dollars (1,2 millerd de frenca), amende qui pourrait figurer au livre des records de l'histoire de la finance eméricaine.

auteurs une peine maximale de vingt-cinq ans de prison, ont été retenues contre la BCCl d'antres accusations de faux en écritures rele-vés depuis le 1= novembre 1972, date de création de la baaque. Celle-ci se voit aussi reprocher d'avoir détourné 30 millions de dollars provenant d'opérations de change, de lettres de crédit et de placements au détriment de la banplacements au détriment de la ban-que American Express. Le juge Mor-genthau a aussi mentionné la prati-que cournate par la BCCI de puts-de-via, dont unt bénéficié notamment, à hauteur de 3 millions de dollars, d'anciens responsables de la Banque centrale du Pérou, les-quels avaient déposé 270 millions de dollars sur des comptes ouverts auprès de la BCCI.

Mais, de l'avis du juge new-yor-

de curiosité, mais surtout d'avoir

entravé le cours de l'instruction. Pour des motifs inavouables liés à l'activité des services secrets amé-

agents. Des reproches balayés par M. Dick Thornburgh, l'Attorney

General (équivalent américain du ministre de la justice), faisant

services de la BCCI et d'« absurde» l'accusation d'être partie prenante dans le vaste réseau de trafics d'influence dont l'ampleur commence à

Ainsi, tandis qu'une équipe

Ainsi, tandis qu'une équipe d'inspecteurs ponrsuit l'enquêle déclenchée après la « Tampaparty », à Miami, d'antres enquêteurs s'intéressenl aux liens noués entre la BCCI et la Centrust Savings and Loans, nue enisse d'épargne régionale dont l'ex-propriétaire, M. David Paul, à accordé de nombreux prêts à des personnalités en vue du Parti démocrate. A Atlanta, en Georgie, la BCCI a discrètement aidé à bâtir le Centre Carter, la bibliothèque historique de l'ancien président, et donné

de l'aneien président, et donné quelque 8 millions de dollars à des

organisations charituhles lices à

l'action de M. Jimmy Carter en faveur des pays en développement.

Plus grave, son ancien ambassadeur aux Nations unies, M. Andrew

Young, a bénéficié des services et d'une ligne de crédit de la banque lorsqu'il était maire d'Atlanta.

Depuis que le sigle de la BCCI orne les manchettes des quotidiens, le Capitol Hill s'est découver une

le Capitol Hill s'est déconvert une passinn pour les activilés de la banque et la commission bancaire de la Chambre des représentants a déjà annoucé qu'elle commencerait le 11 septembre les anditions sur cette affaire. Passée du fait divers à sensation et de la rubrique financière à la scène politico-économique, le feuilleton de la BCCI revêt un intérét tout particulier au

Agé de cinquante-sept ans et résidant à Ahou-Dhabi, il est déjà accusé par les autorités britanniques d'avoir subtilisé des milliers de dossiers dans les archives de la BCCI, qui ont été abusés sur l'identité des propriétaires de la banque, sur ses ramifications et sa situation prononcés au regard de la loi new-yorkaise, et qui valent à leurs anteurs une neine maximale de l'és de ce qu'on apprendra au fur et 25 % de ce qu'on apprendra au fur et à mesure que se poursuivent les investigations. D'autres inculpations seront prononcées au cours des prochains jours. Beaucoup de gens vont être concernés» par les agissements de cette « banque corrompue dont les activités crimunelles se sont poursuivies depuis dix-neuf ons ., a-t-il

De son côté, à Washington, la Réserve fédérale, qui surveille l'acti-vité des banques aux Etats-Unis. convaincue que la BCCI nvait violé à de multiples reprises la législation bancaire, lui a infligé une amende de 200 millions de dollars. La Fed hi reproche notamment d'avoir dis-simulé les liens réels qui l'unissaient à trois établissements bancaires amé-ricains (voir par ailleurs).

La Réserve fédérale, qui accuse La Réserve sédérale, qui accuse aussi la BCCI de ne pas avoir déclaré, comme le prévoit la loi sédérale, les dépôts en espèces supérieurs à 10 000 dollars, a aussi interdit à neuf personnages liés à cet établisseme at de se livrer à tonte activité bancaire aux Etats-Unis. Il s'agit, outre MM. Agha Hasan Abedi et Swalch Naqvi, de MM. Gaith Pharaon, Kamai Adham (l'un des investisseurs proche-orientaux dans la Financial General Bankshares, devenue la First American Banksrienins, qui auraient ouvert de nombreux comptes bancaires pour rémunérer lenrs innombrables ministre de la justice), faisant valoir que ses services, plutôt que de chercher à enterrer le dossier, ont lancé le 25 juillet une nouvelle et «vaste enquête criminelle sur les irrègu jorités commises par la BCCI... quelle que soit la direction qu'elle puisse prendre ... » en rassemblant le travail de dix procureurs installés à New-York, Mismi et Washington. De son côté, le poste-parole-de. la CLA, M. Mark Mansfield, qualifiait de «non fondées» les informations selon lesquelles l'agence aurait utilisé les services de la BCCI et d'«absurde» devenue la First American Banks-hares), Faisal Saud Al-Fulalj (autre investisseur dans Financial General, ancien président de Koweit Airlines), Hasan Mahmoud Kazmi (ancien directeur général de l'International Credit and Investment Company, une société domiciliée aux îles Caimans et considérée comme l'une des pièces maîtresses de l'édifice BCCI), Abdul Raouf Khalil (autre investis-seur dans la Financial General Bankshares), Sayed Jawbary et, enfin, Khusso Elley, présenté comme un simple employé de la BCCI, en attendant que soit déterminé son véritable rôle dans l'organisation.

Les réformes économiques à Varsovie

La démission du ministre polonais de l'industrie illustre les écueils de la libéralisation

Le ministre polonais de l'industrie, M. Andrzej Zawislak, n'a pas survécu à l'a effaire Ursus a et a présenté sa démission kundi 29 juillet. Il sera remplacé par M= Henryka Bochnierz, agée de querentequatre ans, qui e enseigné à l'université du Minnesote (Etats-Unis) et dirige actuellement une société de consultants (nos dernières éditions du 30 juillet).

A premiére vue, l'bistoire récente d'Ursus ressemble à celle de milliers d'autres entreprises en Europe de l'Est. Priduisant des tracteurs à des prix peu compéti-tifs, ayant perdu ses débouchés en Uninn soviètique, Ursns s'est endettée su pnint de devoir annoncer à ses 9 000 employés, la semaine dernière, qu'elle devait mettre la clé sous la porte. Mais l'affaire Ursus a rapidement pris une dimension symbolique à Var-sovie. D'abord, parce qu'elle est une entreprise « historique » de Pologne, l'un des bastions du syn-dicat Solidarité. Ensuite parce que le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, a décidé de visiter l'entreprise sitôt que les dirigeants ont annoucé leur intention de se mettre en faillite. Il r dénoncé à cette occasion cet exemple flagrant d'incompétence et d'incapacité à grande échelle, assimilable à un sabotage, »

Pen de temps pour des résultats

L'affaire Ursus, qui a finalement entraîné la chute du ministre de l'industrie, illustre les nouveaux dangers qui planent sur l'économie polonaise. Malgré les résultats de la politique de stabilisation économique, la récession a une ampleur plus grande que prévu. La transformation des siructures, nécessaire au redémarrage de la crois-sance avance à pas de fourmis. Le ministre de la transformation de la propriété, M. Janusz Lewan-dowski, clamait son intention de privatiser 6 000 entreprises en trois ans. Sept d'entre elles seulement ont pour l'instant ouvert leur capital au public, tandis que 4 000 étaient mises en liquidation (certaines ont été reprises par les

Dans quelques semaines, la Pologne va de nouveau entrer en période électorale, avec la prépara-27 octobre. La dernière campagne, à l'automne 1990, avait déjà fortement seconé le pays jusqu'à l'élec-tion de M. Leeb Walesn, le 9 décembre, L'équipe de M. Bie-lecki sait qu'il lui reste peu de temps pour pouvoir présenter des résultats à ses électeurs et à ses opposants politiques. Le programme de privatisations a donc été remanié, afin d'accélérer le

Désormais, certaiaes privatisations s'effectueront sur une base sera réalisée pour tontes les firmes d'une même branche (un test a été fait puur les brasseries) et 400 entreprises devraient être ainsi vendues avant la fin de l'année; 500 firmes supplémentaires devraient être intégrées à la priva-tisation « de masse» : leur capital sera distibué à l'ensemble des citoyens polonais adultes. D'autre part, une privatisation directe des petites entreprises par vente aux enchères, un peu sur le modèle tchécoslovaque, devrait être mise en œuvre. Le ministère des privatisations espère enfin voir aboutir le projet de loi sur l'indemnisation des anciens propriétaires, en vertu duquel, contrairement aux souhaits du président Walesa, senles les propriétés non utilisées donneront droit à un dédommagement finan-

Une partie de la classe politique polonaise dénonce cette « braderie» des biens d'Etat et les traitements de faveur accordés à l'étran-ger. Il est vrai, que dans les couloirs du ministère des privatisations, on parle anglais tout autant que polonais, et que des firmes d'investissement comme Warburg ou Lazard Frères ont la part belle dans les privatisations polonaises, Mais, sans la poursuite de la transformation des structures industrielles, les efforts méritoires d'assainissement de l'économie entrepris par l'équipe du vice-pre-mier ministre, M. Lezsek Balcerowicz, risquent d'être réduits à

FRANÇOISE LAZARE

L'écheveau américain

Land to the control of the control o

United the first of

to: act man - - - in in in in

- in reference for

IM1 as

a district of

tible 48 acres 1 reported &

Suite de la première page Elle est condamnée à 15 millions de dollars (une centaine de millions de francs) d'amende et quatre de ses principaux dirigeants se voient infliger des peines de prison.

C'est à partir de là que sont mis au jour, pour la première fois, les liens discrètement tissés entre la BCCI – qui, dix ans après sa créa-tion en 1972 par le financier pakis-tanais Agha-Hossa Abedi, Esparait déjà au vingt-quatrième rang des banques mondiales – et plusieurs institutions bancaires américaines, dont la BCCI avait réussi à prendre le contrôle ou l'avait tenté, en déjouant la réglementation sur les banques étrangères en vigueur mix Etats-Unis. Officiellement, la BCCI ne disposail sur le sol américain que de quelques implantations en apparence peu importantes : nne succursale à Washington, une autre à Miami (toutes deux fermées a Miami (toutes deux termees depuis 1989) et deux agences insinliées à Manhattan, qui distribuaient officiellement des prêts jusqu'à teur fermeture en 1990, bien avant que ne soient gelés, le 5 juillet dernier, les avoirs de la BCCI aux Etats-Unis comme dans plusieurs autres pays. Mais, très tôt, elle avait teuté de mettre directement la main sur des établissements américains pour leur assiments américains pour leur assi-gner un rôle plus stratégique. Elle avait d'abord jeté soo dévoin sur la Financial General Bankshares, une des deux principales banques de Washington. En vain. Ce n'était que partie remise.

Attirer des capitanx

En 1981, grâce au concours de M. Clark Clifford, le plus célèbre avocat d'affaires de Washington, considéré comme le doyen du Parti démocrate et connu pour sa longue carrière aux côtés des présidents Truman, Kennedy et Carter, la fon-dateur de la BCCI réussissnit à acheter, avec « des capitaux arahes », selon la désignation de l'épuque, la haaque convoitée, rebaptisée First American Banks-hares, M. Clifford, bombardé président à soixante-quatorze aus, allait s'employer à en développer les activités, en se faisant seconder par M. Robert Altman, son princi-pal associé au cabinet d'avocats. Dans le même temps, d'autres émissaires – et actionnaires – de la BCCI débarquaient aux Etats-Unis. A commencer par M. Ghaith Pha-raon, homme d'affaires saoudien et agent d'influence efficace nu près des grandes capitales proche-orien-tales. Celui-ci devint rapidement le propriétaire de la National Bank of Georgia, avant de la revendre à la First American de M. Clifford, avec l'aide de M. Bert Lance, un ancien directeur du budget de M. Jimmy Carter. Par la suite, la BCCl, toujours représentée par l'incontournable Chaith Pharnon, prendra discrètement possession de l'Independance Bank, dont le siège

est à Encino, en Californie. La BCCI avait su également attirer les capitaux de la Bank of America, une des grandes banques âméricaines. A la création de la BCCI, BankAmerica n'était encore qu'un établissement régional et

cherchait à diversifier géographi-quement ses activités. Le Proche-Orient lui paraissait une zone toute Orient fui paraissant une zone toute trouvée. Aussi prenait-elle une participation de 25 % dans la BCCI, portée ultérieurement à 30 %, mais qu'elle s'empressait de revendre au bout de quelques années, Avait-elle flairé le danger? Ses responsables d'en défendent Mollement

sinue se tianger e ses responsables s'en défendent, Mollement, « Ln BCCI s'était lancée d'uns une activité de banque commerciale et ceue ortentation ne correspondant plus à notre stratégle. Nous arons donc ilérids da sande donc décidé de vendre cette partici-pation; ce que nous avons fait entre 1979 et 1981» explique à San-Francisco un porte-parole de la banque. Le long article consacré par le Finnneini Times en 1978 aux problèmes financiers (créances douteuses, fragilité du portefeuille immobllier ...) a-t-il faeilité la réflexion de la banque? Aujour-d'hui, la Bank of America n'a pas complètement refermé le dossier. Elle n'est plus présente au capital de la BCCI mais elle a tout de même été obligée de demander à un tribunal fèdéral de décider qui contrôle à présent les 177 millions de delle reférence par le BCCI. de dollars déposés par la BCCI dans l'un des établissements affiliés à Bank America et gelé depuis le 5 juillet dernier.

De son côté, la Réserve fédérale, qui eoiffe les quelque quatorze mille trois cents banques commer-ciales opérant aux Etats-Unis, s'ef-force de démêler l'écheveau inextri-cable des sociétés-éerans que la BCCI is su mettre en place pour hrouiller les pistes. Après une réflexion dont certains ful repro-chent aujourd'hui la lenieur, compte tenu des évidences apparues après l'opération de Tampa, elle a intimé l'ordre, au cours des dernières semaines, à la BCCI de rompre toute relation, avouée ou occulte, avec la First American Bankshares et l'Independance Bank d'Encino.

La justice

sur la sellette Ces injonctions ont-elles été sui-vies d'effet? A Washington, au siège de la Réserve fédérale, on aimerait en être sûr et on reconnaît volontiers manquer de certains volontiers manquer de certains «détails». Par exemple, sur l'identité exacte des antres actionnaires de la BCCI, aux côtés de l'émirat d'Abou-Dhahi, qui détient 77,4 % du capital. «Seule la Banque d'Angleterre pourroit le suvoir, et encore...», fait-on valoir au siège de la banque centrale. Par mesure de sécurité, toutefois, la Fed n interdit le 12 juillet à quatre personnages liés de près à la BCCI d'avoir le moindre rapport – et ce de façon moindre rapport - et ce de façon permanente - avec des institutions bancaires américaines. Sont visés : bancaires americaines. Sont vises:

M. Ghaith Pharnon, présenté
comme le propriétaire de l'Indopendance Bank et enmme un
ancien octionnaire de la BCC1;
M. Agha Hasan Abedi, le fondateur
pakistanais, et M. Swaleh Naqvi,
son associé, tous deux anciens dirigeants de la banque; enfin, M. Kemal Shoiab, un ancien res-ponsable de la BCCI et ex-président de l'Independance Bank.

La justice nméricaine est, elle anssi, sur la sellette, accusée non seulement d'avoir souvent manqué

que, le feuilleton de la BCCI revêt un intéré! tout particulier au Congrès à un peu plus d'un an des élections présidentielles de novem-bre 1992. Pour l'instant, ce sont phitôt les démocrates qui sont en mauvaise posture. Mais les républi-cains se tiennent cois. Une prudence qui s'explique quand on sait one les demières quand on sait que les dernières révélations, en partie reprises par le magazine Time, suspectent la CIA, mais aussi le National Security Council et la Desense Intelligence Agency d'avoir urilisé la BCCI rait aussi à l'opposition une occasion révée de laire ressurgir cet

pour financer des activités clandes-tines. Notamment le fameux scan-dale de l'Irangate lorsque l'ex-prési-dent Reagan, dont le vice-président n'était autre que George Bush, était acensé d'avoir contourné le Congrès pour fonrair une aide militaire aux contras nicaraguayens... L'éventuelle implication de la CIA porterait un coup fatal à la nomination de M. Robert Gates, le directeur adjoint de l'agence, au poste de auméro un pour succéder à M. William Webster. Elle fourni-

épisode contesté du passé da M. George Bush. SERGE MARTI



Le Monde





Chef du service social départemental

Rattache au Directeur de l'Acuon Sociale Ternioriale. vous mentrez en ceuvre un projet pour le Service Social Departemental a partir diune analyse prespective de l'ensemble des besoms sociaux du departement, Vous encadrerez l'equipe de responsables de circonscription, delinirez les normes de travail social, assurerez la promotion des actions sociales collectives... selon les besoins recensés, yous organiserez la gestion des ressources humaines du service.

Vous êtes Assistant de Service Social Chef et avez 8 ans d'anciennete dans le service public. Une formation de type DSTS ou Maitrise en sciences sociales appliquées seran appréciee. Poste base a Cergy.

Un système indemnitaire

le Conseil Général du Val-d'Oise. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), avant le ler septembre, a Madame le Directeur General Adjoint chargé de l'Action Sanitaire et Sociale, BP 215, 95024 Cergy

Cedex. Tel. 34 25 36 84

motivant a ete mis en place par

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT ME 'écoute de vos ambitions

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts. 7,8 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs

est le 5ème groupe bancaire français. Son organisme Central, la Confederation Nationale du Crédit Mutu recherche pour sa Direction de la Communication un Journaliste

Professionnel passionné de communication, l'écriture est votre métie Vous prendrez en charge la communication écrite : - collecte et mise en forme des informations sur la conjoncture.

le monde bancaire et le Crédit Mutuel. realisation des publications d'information interné Vous participerez également au développement de la communication avec la presse, de la communication institutionne line

A 25/30 ans, yous avez une formation supéneure (Journalisme, Economie, Banque-Finance) et une experience reussie dans le domaine de la communication ecrite acquise dans les medias ou en entreprise. La pratique de la PA O serait un plus.

CONTACT Pour nous parke la DRHRS, Con

Crédit Mutuel

une banque à qui parier

BUREAUTIQUE ORGANISATION SECRETARIAT

CONSULTANT FORMATEUR

N°1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs en bureautique, organisation, secrétariat. Vous maîtrisez les nouveaux outils micro-informatiques, vous avez une formation bac + 5 et l'expérience de fonctions administratives : organisation, assistanat, etc... Vous ètes passionneles par la pedagogio. Nous viva proposons de transmattre wotre savoir en animant et conditiont des stages interientreprises et dans l'antieprise. En intégrant notre dapipe, vous découvrires un environament stimulant et de nouvelles opportunités de carrière.

Merci d'adresse: lettre manuscrite et CV



CHEF D'AGENCE

pour prendre la responsabilité d'une équipe de 6 journelistes, d'un réseau de pigistes et de correspondants. Expérience de l'encadrement et de l'enimation d'une équipe rédectionnelle en PQR souhaitée.

Salaire brut ennuel 212 000 F + ancienneté professionnelle. Merci d'adresser votre réponse manuscrite avec CV + photo à : B.E.G., 35, rue de Sevoie, 57160 Moulins-lès-Metz

GROUPE INTERNATIONAL DE SOUSCRIPTION (PARIS) Recherche

DIRECTEUR

Son rôle: il sera charge de la mise en place des programmes de réassurance et de cession facultative ainsi que des relations avec les coassureurs. Le candidat sera àgé de 35 ans et plus. Anglais indispensable. Deuxième langue appréciée. Expérience similaire souhaitée. Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions au Monde Publicité sous n° 8354

15-17, rue du Col-Pierre-Avia, 75015 Paris.

sous Ret.: 23669/M à Marie-José FOURNIAT - CEGOS - Division Recrutement - 204, Road Point du Pont de Sèvres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex. ... Entreprise moyenne du secteur COGNAC

En expansion rapide Recherche ASSISTANT (e) MARKETING & DÉVELOPPEMENT

Vous avez :

- expérience(s) dans le secteur des vins & spiritueux et/ou dans l'imprimerie et/ou dans un studio de création

- de grandes qualités en relations humaines vous permettant de vous intégrer
- l'aptitude naturelle au travail en équipe sens de l'organisation

- pratique courante de l'anglais Naus vous offrons :

 un poste novateur dans une équipe restreinte où les décisions peuvent se prendre vite

Le poste est basé à Cognac. Merci d'adressor dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : M. F. BARAT, direction du personnel Cognac Prince Hubert de Polignec — BP 35 — 16102 COGNAC CEDEX.

La ville de Tremblay-en-France (32 000 habitants) Seine-Saint-Denis

Dans le cadre de son développement lié à sa place au sein du pôle stratégique de l'aéroport Charles-de-Gaulle, axe prioritaire du schèma directeur d'aménagement de l'Île-de-France RECHERCHE

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS chargés des secteurs :

- sociaux et de santé socio-éducatifs et socioculturels
- siveau et qualités requises : adre A de la Fonction publique territoriale
- aptitude au management
 connaissance des secteurs concernés indispensable
 - avantages liés à la fonction :
- prime annuelle logement de fonction } voiture de fonction } par nécessité de service

Les candidatures sont à adresser à : Mousieur le Député Maire, Direc-tion des ressources humaines 18, bd de l'Hôtel-de-Ville, 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE

VILLE DE SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine)

recrute un

JOURNALISTE CONTRACTUEL Désirant étendre son champ d'action à la communication

ettres de candidatura accompagnées d'un C.V. sont à adresser avent le 30 août 1991 à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ MAIRE DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES B.P. 147 35408 SAINT-MALO CEDEX

agence de bassin loire-bretagne

Orléans, Nous sommes un Etablissement public de l'Etat spécialisé dans la gestion de la ressource en eau et la lutte contre la pollution. Pour faire face à notre développement. nous renforcons notre Division Qualité des Eaux et recherchons deux collaborateurs.

Ingénieur

Intervention secteur industriel

Vous serez chargé de la coordination des interventions de l'Agence dans l'Industrie, essentiellement dans les domaines suivants : économies d'eau, dépollution, prévention des pollutions accidentelles, élimination des déchets Bon spécialiste, vous interviendrez en tant qu'expert auprès de nos délégations régionales et serez en relation avec les organisations professionnelles des industriels et l'Administration. Vous proposerez les évolutions de la politique d'intervention industrielle de l'Agence.

Agé d'environ 30/40 ans, vous possèdez une formation supérieure (Ingénieur) et une solide expérience des relations avec les industriels. Une réelle connaissance des activités industrielles est indispensable pour réussir à ce poste.

<u>Jeune Ingénieur</u>

Génie chimique ou agro-alimentaire

Vous collaborerez à l'élaboration de la politique de l'Agence en matière de lutte contre la pollution industrielle. Vous participerez aux interventions industrielles menées par les délégations régionales turansmission des informations, examen de dossiers, appui rechnique, réalisation de synthèses...) et traiterez les interventions dans le domaine des déchets industriels.

Ce poste ouvert et évolutif s'adresse à un jeune ingénieur génie chimique ou agro-alimentaire présentant de la rigueur et une bonne aisance relationnelle. Réf. D480/M

Merci d'adresser votre candidature sous reférence do poste choisi à Lydia di Martino, SEMA SELECTION. 16, rue Barbis 92126 MONTROUGE CEDEX



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés,

L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

recrute pour sa Direction de la Formation et des Etudes (ex Fondation de L'Eau)

un ingénieur en Hydraulique Urbaine, possedant 5 aus d'exidrience dans la conception et l'exploitation des réseaux d'assainissement un ingénieur en Génie des Procédés, possédant 5 ans d'expérience

en traitement des eaux industrielles (caux de process et eaux usées) Hommes de terrain, bénéficiant de larges responsabilités et d'une grande autonomic, vous devrez développer techniquement et commercialement des thêmes de formation porteurs au sein d'une équipe pluridisciplinaire, aussi bien en France qu'à l'étranger.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable. Postes basés à Limoges.

un ingénieur généraliste de l'eau, connaissant bien le secteur de l'eau et ses différents acteurs.

Vous serez chargé de mettre sur pied une campagne nationale de sensibilisation des élus. Autonome, ayant le sens du contact et de la négociation, vous serez amené à vous déplacer fréquemment en France.

Merci d'adresser votre Curriculum Vitae avec leure de présentation et présentions à PONDATION DE L'EAU Rue Edouard Chamberland 87065 LIMOGES CEDEX

THOMSON HYBRIDES, leader européen dans le domaine des circuits hybrides professionnels et de l'optoelectronique, recherche pour son unité de MASSY :

CHEF DE PROJETS COMPOSANTS HYBRIDES

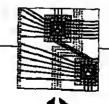
Vous prenez la resoonsabilité de projets concernant la conception et la réalisation de circuits hybrides pour des programmes militaires et professionnels France et Export (conception, prototypes, délais, coûts, qualité...).

Cene fonction de chef d'orchestre requiert des compétences techniques (analogique, basses fréquences et numériques rapides), de la rigueur et des qualités huntaines (dialogue, négociation, fermeté...).

Ingénieur électronicien, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans le développement de circuits hybrides, et si possible, une première expérience de coordination de projets,

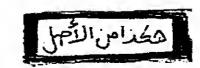
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à : **MENWAY Consultants** 25 rue Pierre Sémard - 38000 Grenoble Fax: (16) 76.21.71.29.







SCHEES DE PROJET



Rockwell International

ALFANDS ATTION INTERNATI

The state of the s

The sense leaves

SCRIPTION

-.. CT PROGRAMME

----1314

7.47.47 - recire

- Transfors

aris.

NAL DE L'EAU

nuttion at des Ende

general and the second . · <10.00

> - III (E) N EUR

212

7.20

Property of the state of the st

NOTED !

100

de ves ambitions.

Rockwell ABS est une importante filiale du puissant groupe américant ROCKWELL INTERNATIONAL [11500 personnes dans la monde]. Nous fournissants aux principaux constructeurs automobiles mandiaux des systèmes de carrosserios automobiles floits ouvrants, systèmes de portes...). Notre objectif : Par un souci d'innovation technologique et de qualité, order les constructeurs automobiles mondiaux a relover la doit des années à venir.

Pour notre octivité SYSTEMES DE CONTROLE D'ACCES, nous crèons pour l'une de nos usines un poste d'

RESPONSABLE DE LA COORDINATION DES PROJETS

UN ROLE DETERMINANT POUR NOTRE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE : Après une periode de isomation a nos méthodes, produits et concepts, vous serez chargé a d'analyser les besoins des principaux constructeurs acondiaux a de trouver des solutions innovatrices en collaboration avec nos centres de recherche (USA/Europe) a de discrion à l'aide de nos equipes d'ingénieurs.

UN PROFIL CONFIRME :

35/45 ans U une formation d'ingénieur en ELECTRONIQUE (SUPELEC ou équivalent) I une solide expérience dans la coordination de projets U une expérience réussie dans le milieu automobile I une sertalité d'entrepreneur I une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer I de réelles aptitudes à proposer des solutions technologiques innovatrices U ANGLAIS INDISPENSABLE.

MOUS VOUS OFFRONS: a un anvironnament technologique d'envergure a un pouvoir élevé de decision a une entreprise de la la notation de un marché parteur à la possibilité de metre en ceuvre vos qualites d'entrepreneur et d'innovateur a des canditions de travail et une rémunération très mativantes à toute l'aide nécessaire à votre

sez ou talacopies CV, lettre et photo à EUROMAN 41 gvenue Victor Hugo - 92100 Boulagne, Fax 46 05 54 97 en indiquant la référence 7242 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Ingénieur support Débutant ou 1ère expérience

Grâce à son activité de réseaux et services à valeur ajoutée, British Telecom collabore sux projets Telecom des plus grandes sociétés internationales. Vous intégrerez une isation pulssante figurant parmi les tous premiers opérateurs Telecom an monde,

Vous êtes Ingénieur grandes écoles, posséder de préférence la connais l'environnement MS/DOS, des télécoms, de la messagerie électronique et une première expérience de support. Vous parlez couramment anglais.

Rattaché à une équipe existante basée à Paris, vous mettrez en oeuvre des services de réseaux à valeur ajoutée (messagerie, EDI, X400). En relation avec nos clients, vous interviendrez en avant vente, mise en place et après vente et effectuerez un support de 2ème nivezu sur nos produits. Grâce à vos capacités à vous adapter à un environnement changeant, vous évoluerez rapidement dans un contexte international.

Merci de nous faire parvenir CV, lettre, photo sous réf. 4365 à notre Conseil ont = 11 from Liprocourt = 75014 Parks = 742,-45,20,69.29

BT



La Défense

LE GROUPE DÉCISION INTERNATIONAL

Spécialisé en informatique et intelligence artificielle, participant à de grands programmes français et européens tels : HERMES, COLOMBUS, AIRBUS, EUREKA, ESPRIT II..., vous propose de rejoindre ses 350 ingénieurs en France, Europe et USA. Nous recrutons pour

TOULOUSE, AIX-EN-PROVENCE, BORDEAUX, PARIS

SECTEUR TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

DES CHEFS DE PROJET (réf. CS 31), DES INGÉNIEURS (réf. CS 32) De formation grandes écoles scientifiques ou universités et ayant une expérience dans au moins un des domaines suivants : traitement du signal, calcul de structures, radars, systèmes d'armes ; techniques graphiques (X-WINDOWS, OSF-MOTIF) ; systèmes d'exploitation (UNIX, VMS et VME) et télécommunications (réseaux, TCP-IP) ; station de travail (APOLLO, SUN).

SECTEUR GESTION

DES INGÉNIEURS (réf. CG3) ET ANALYSTES (réf. CG2)

De formation supérieure et ayant une expérience dans au moins l'un des domaines suivants : Systèmes : IBM, BULL, AS 400, HP et Micros : GPAO, CFAO, SGBD : DB2, IDS, ORACLE, DRASE, OMNIS, SYBASE : PACBASE, Méthode MERISE, SDM/S.

Nous vous invitous à prendre contact avec nous en envoyant une lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant la référence et la ville désirée à :

Pour des postes en Province : DÉCISION INTERNATIONAL, 32, rue des Cosmonutes, Z.L du Palaya, 31400 Tomlouse Pour des postes à Paris : DÉCISION INTERNATIONAL, 52, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne

COMPUTER CENTER DIRECTOR - FRANCE Prestigious international company needs experienced senior manager

to direct a modern new data center. Must be fluent in French and English. IBM mainframe experience required. Must have excellent c people menagement a skills and user service orientation.

PROGRAMMER/ANALYSTS FRANCE and USA

IBM/PACBASE, West Coast (USA) client needs a team of Programmer/analysts with a minimum of 3 years IBM/PACBASE experience, Fluent English required. One to two year contract. Excellent compensation.

IBM/ASSEMBLER. Minimum of 2 years IBM/Assembler plus fluent French and English. Three year project which includes nine months of U.S. training followed by assignment in France. Unusual opportunity. Cell Brian Cott (U.S. collect) at (415) 946-0601 or fax resume to (415) 948-9247. For Paris interview, cell Mark Butler, 5th-8th August, at (1) 47-77-78-79.

GLOBAL DYNAMICS, INC., Walnut Creek, California, USA

845 000 **LECTEURS** CADRES, le Monde est le premier titre d'information

des cadres.

(IPSOS 90)

ntormatique

Nous sommes un des plus GRANDS OPERATEURS DE TELECOMMUNICATIONS dans le monde, nº 1 mandial du réseau de transmissions de dannées par paquets. Nous offrons des solutions globales de télécommunications à l'international. Dans le codre d'un important développement d'activité pour Paris-Ouest, nous recherchons des

VOTRE MISSION : Dans le cadre de la division des Opérations Européennes, vous prenez en charge le derculement des installations de nos réseaux : 2 respect du planning de livraison et d'interver a suivi de la conformate au cadre budgetaire a conception et production de toute la documentation utile à la mise en service de nos équipements.

VOUS AVEZ : D au moins 25 ans D une pratique caurante de l'anglais D une expérience télécommunications D une formation d'ingénieur complétée par une approché de gestion (type IAE ou expérience prof.) D de la rigueur D de la persévérance D une autorité naturelle doublée d'une hobileté

INGENIEUR RESEAU

VOTRE MISSION : Dans le cacre de la division des Opérations Européennes 🗓 vous déterminez les normes techniques de l'infrastructure du résecu international 2 vous contrôlez la conformité aux normes et adaptations locales des installations utiles à la bonne compréhension de ces normes 🔾 vous vous adaptez à l'évolution des

VOUS AVEZ : 21 au moins 25 ans 21 une pratique courante de l'anglais 21 une expérience télécommunication et rèseau numérique (multiplexeurs intelligents, modems, transmissions analogues et digitales, transmissions de données par paquets) Di bon sens de l'astuce pour la rédaction et la communication de spécificités techniques.

NOUS VOUS OFFRONS

🗅 l'intégration dans un groupe international de très grande envergure 🗅 un haut niveau de responsabilités et d'autonomie d de très larges possibilités d'évolution a un climat d'effervescence dans un projet global d'expansion.

Pour un entretien individuel avec la société le 08/08/91 pour la référence 4038 et le 09/08/91 pour la référence 4049, en cas d'indisponibilité aux dates indiquées, merci de préciser vos possibilités

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 Ter, rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : 39,49.51.94 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe,

EUROMAN

FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS



BAC + 3 / BAC + 4 DIPLOMES EN INFORMATIQUE

Jeunes diplòmes ou première expérience, FRANCE TELECOM, un des leaders mondiaux des télécommunications vous propose 8 POSTES D'ANALYSTES et 3 POSTES DE PROGRAMMEURS SYSTEME.

Ensemble, relevons les défis technologiques et commerciaux en participant à de grands projets résolument tournés vers l'avenir.

Très impliqué dans un environnement motivant, vous occuperez rapidement des responsabilités importantes.

Votre évolution de carrière accompagnée par une formation permanente sera placée sous le

signe de la mobilité géographique et fonctionnelle. POUR RECEVOIR VOTRE DOSSIER D'INSCRIPTION, CONTACTEZ-NOUS AU

Date de clôture des inscriptions : 14 Août 1991 Dates des épreuves : les 23, 24, 25 Septembre 1998





Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

5. – Nié. Neré. 5. Té. mi –

YTUC

MARCHÉS FINANCIERS

Numéro un européen de l'assurance

Le groupe Allianz détiendrait 23% de la Dresdner Bank

30 juillet, lors de la présentation à la presse de son bilan, qu'il détient 23 % du eapital de la Dreadner Bank, troisième banque d'Allemagne. Cette information a été annoncée officieusement, lundi 29 juillet, par le mensuel Manager Magazin.

Cette montée en puissance de l'assureur dans le capital de le Dresdner, banque qui négocie un accord de coopération avec la BNP, e surpris les milieux financiers. Il était tenu pour acquis jusqu'à présent que Allianz détenait un peu plus de 10 % de la Dresdner. En mai dennier, celle dernière avait révélé qu'elle détenait, pour sa part, 10 % qu'elle détenait, pour sa part, 10 % du capital de l'assureur allemand. Les deux institutions, précurseurs dans la «bancassurance», coopèrent dans la «bancassurance», coopèrent depuis 1989, notamment dans la commercialisation de certains produils, mais aucun bilan de celle coopération n'a jameia été rendu public. La banque diffuse à travers son réseau d'agences les produits d'assurance d'Allianz, tandis que les agents généraux de ce dernier vendent les produits financiers de la Deseder.

Selon Manager Magazine, la mon-tée d'Allianz à ce niveau de partici-pation dans le capital de la banque s'est effectuée au moyen d'un ramassage progressif qui e duré plusieurs mois. En effet, sur le marché bour-eier allemand, contrairement aux règles en vigueur en France ou en Italie, il n'existe aucune obligation de déclaration de franchissement de seuil, tant que les participations res-tent inférieures à 25 % des titres

Ce coup de théâtre boursier se double d'une crise de succession à la tête d'Allianz. M. Friedrich Schiefer,

suivantes:

Allianz, numéro un européen de l'assurance, devrait annoncer, mardi an pour succéder à M. Wolfgang 30 juillet, des de la présentation à la Schieren à la présidence du direcan pour succéder à M. Wolfgang Schieren à la présidence du direc-toire, a brutalement quitté Allianz pour le groupe Bosch, où il prendra la têle des filiales nord-américaines, a-t-on appris lundi 29 juillet. Le directoire a étu um futur nouveau président en la personne de M. Henning Schulte-Noelle, directeur de la branche «vie» du groupe. Aucune explication n'a été donnée à cette démission inattendue.

Selon l'enquête trimestrielle de l'INSEE

Les industriels s'attendent à une reprise de la demande

Au deuxième trimestre de 1991, la demande de biens industriels a baissé moina seosiblement qu'au cours des trois mois précédents, les capacilés de production disponibles ont légèrement augmenté et les prix sont regerenent augmente et es prix sont restés stables, indique l'INSEE dans son enquête trimestrielle publiée lundi 29 juillet. L'institut relève même une légère hausse de la demande dans la construction auto-mobile. Les mois à venir devraient confirmer les attentes des producteurs de l'industrie manufacturière. Dans l'industrie agro-alimentaire, en revanche, le ralentissement de la demande, déjà emorcé, rend les perspectives moins favorables.

L'évolution de l'activité n'a pas été sevorable à l'emploi, à l'exception des industries agro-alimentaires; les producteurs ne s'attendent pas à une amélioration prochaine. En outre, 14 % des industriels font état de difficultés de trésorerie contre 13 % dans l'enquête précédente.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATIONS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

le 20 juin 1991 o décidé la mise en application des mesures

COMMISSION DE SOUSCRIPTION A partir du 4 novembra 1991, les draits d'entrée actuels perçus

lors de laule souscription d'actions de SICAV-ASSOCIATIONS

sont supprimés et remplacés par une cammissian forfaitaire de

A compter du 4 novembre 1991, le mantant maximum des frais annuels de gestion perçus par la SICAV est fixé à 1 % H.T.

de l'actif net mayen évalué qualidiennement. Ces frais sont directement imputés ou compte de résultat de la SICAV et ne font l'abjet d'aucun versement spécifique des octionnaires.

peuvent demonder le rochot de leurs actions sons frais dans un

et les bonques populaires; · la Caissa des depôts et consignations et ses préposés.

JAPACIC

SICAV

· la Coisse Centrale des Banques Populaires

délai de 3 mais à compter de ce jour.

ouprès des établissements suivants : · les Coisses d'Epargne Ecurauil;

Les actionnaires qui seroient en désaccord avec cette décision,

Les octions de SICAV-ASSOCIATIONS peuvent être souscrites

75 francs et ce, quel que soit le nambre d'actions souscrites. FRAIS DE GESTION

Le Conseil d'administration de SICAV-ASSOCIATIONS, réuni

NEW-YORK, 29 juillet

Raffermissement

Début de semaine encourageant à Wall Street. Après plusiaurs séances marquées par l'indécision, lundi, la tendance a'est en éffet raffermia, pes de façon très raffermia, pee de raçon ires conveincante, certes, meis assez pour laire remonter le Dow Jones à la cote 2 985,24 points en clôture. Le gein aat da 12,74 points (+ 0,43%). Le blande la journée est conforma à ce résultat, puisque aur 2048 valeurs tratées, 817 on monté, 704 ont balesé et 527 nont pas varié.

monte, 704 ont beave et 527
mont pas varié.

Neuvellament, autour du Big
Boerd, les spécialistes n'écartaient
pas l'hypothèse d'une rechute de
l'économie américaine. Cette possibilité a, de l'avis général, incité
les investieseurs à le prudence.
Mais sur le lond, les experts restant optimitate et jouent une
beisse des taux d'intérêt à long
terme, inévitoble à leurs yeux en
cas de faiblease conjoneturalle
persistente. Beeucoup estiment
que la Réserve l'édérale aerait
prête, si besoin était, à desserrer
se politique de trédit pour feciliter
une reprise de l'activité. Ajoutons
que la hausse a été en bonne partie due au déclenchement, per les
ordinateurs d'une vague de programmes de ventes et à l'effet
d'entraltement exercé par le secteur pétrolier, très ferme généralement.
L'activité est restée assez fai-

L'activisé est restée assez fai-ble néanmoins avec 135,24 mil-liona de titrea échangés, contra 127,71 millione vendredi.

VALCURS	Cours do 26 juillet	Cours de 29 juilles
Alcos	71	697/8
ATT	39 7/9	39 7/8
Boeing	43 5/8	43 5/8
Chose Markettan Bank	19 1/2	18 1/4
Du Port de Nemocris	48 3/8	40 3/8
Eastmen Kedek	39 t/2 58 3/4	59 1/4
Exect	30 3/4	27/8
Ford	72.5/8	72 3/4
General Motors	40 5/8	40.3/8
	38 1/9	37 5/8
Goodyna	108 1/2	101 3/8
117	57	58 5/8
1441 ČI	66.3/8	67 1/8
Photo	60 1/8	61 5/8
Scheberger	88 5/8	67 1/4
7a-gce	62 7/8	64 1/8
UAL Corp. es-Alegis	138 3/8	139 1/2
Union Carbide	20 1/8	20
United Tach	48	47 1/2
Westinghouse	25 3/8	253/8
Yame	6.7	57 1/2

LONDRES, 29 juillet T

Nouveau record

Début de semaine en fanfore pour la Boursa de Londres, où les volours ont encore attent de nou-vaaux sommets. A la clotura, vasux sommets. A la clotura, après avoir gegné plus de 20 points et établi un nouveau record historique en cours de séance à 2612,4, l'indice Footsie a terminé à 2595 points (+0,2%) en gagnant 5,7 points. Le voluma des échanges au rasié preliquement stable à 527,2 millions de livres contre 527,9 vendredi.

La marché est persuadé mein-tenant que la reprise économique est déjà amorcée. La réaffirma-tion par le chanceller de l'Echition par le chanceller de l'Ech-quiar, Norman Lemont, lors d'une interview dimenche à le BBC, qu'une reprise aurà lieu au sacond agmestra, ainal qua la demier bulletin optimiste du Tré-sor ont aoutanu l'auphorie des acheteura.

PARIS, 29 juillet

Toujours morose

La Bourse da Paris était à nouveau en baisse lors da lo première séance de la semaine. La tendança, qui s'était déjà alourdis vendredi, a continué de sa dégrader sensiblement. En retrait de 0.48 % au début des transactions, les valeurs françaises ont abandonné das fracționa su fil des échanges. En fin de matinée, laur racul avotsinair 0.7 %. En début d'eprès-midi, ellas răfeiseient un peu du cherrin perdu et ne perdaient plus que 0.5%. En citure, l'indice CAC 40 a'inscriveir en repă de 0.55 % sous son niveau précédent.

veit en repă de 0,55 % sous son niveau précédent.

Si les veleura françeiasa oni encora accusé le coup, lundi, la faiblesse du courant d'échanges 11,6 miliard pour le séance) relativissit le mauvaise performanca de l'indicateur. La tendanca restait néanmoina à le moroaité. Las bonnes nouvelles n'étoient pesiagion. Le marché à terme continueit d'êtra « lourd » aur le MATIF; ni le anotionnele, ni le Pibor n'ont cortigé leur recul de la a main a pasaé à a vac das volumes toujeurs aussi étroits. Da plus, le ramontée du dollar at la fermeré du dauts chamark feisaient passer au second plan le légère détente sur le teux de l'ergant au jour le jour (pour le haut de la fourcharta, 9 3/4 contra 9 15/16 an fin de semaine). Ce sera d'allieurs le seul signe de détente sur les teux, le Banque de France ayant talssé sa politique monétaire au l'étra à l'issue de son appel d'offras hebdomadaire (8 % pour son teux d'intervention et 10 % pour le taux des prises en pension).

TOKYO, 30 juliet 1

Vive reprise

Après una journée d'interrup-tion, la haussa a reprie mardi au Kabuto-cho. Et même bien repris, puisque, à la clôtura. l'indica Nik-kel anragistrait una avance de 429,05 pointa (+ 1,93%) pour s'établir à la corta 23872,63. Un Instant mêma, sa progresaion avait attein; 512,55 points.

Instant mema, sa progresaion avait atteini 512,55 points.

Manifeatement, le publication per le Niñon Keizai de la liste des cients evant reçu des indermitée des grandes masone de courtege a conaldérablement soulagé les miseux financiers. Pour beaucoup, et abrés aat cravé », Nombre d'investisseure pensent maintenant que le pire du scandale est passé, ela marché veut rester à l'écart de cette affaire et se pencher sur les données économiques fondamantales ». Tai était l'avis formulé par le responable des placements chez Merrill Lynch Japan Inc.

Bien des professionnels astiment que, si le marché parveneit à refranchir merere di, dernier jour du mois, la berre dea 24000 points pessée le le juille demier, ce serait psycholograpement très bon pour l'avenir de la Bourse. L'ectivité e'est nettement accrue avec 280 millions de titres échangés, contre 180 millions le veille.

VALEUR\$	Cours du 28 juillet	Cours de 30 juillet
Altai Bridgestone Cancio Fuji Bank Hoods Microns Messuches Electric Micachiel Heavy Sony Corp.	1 170 1 070 1 570 2 460 1 480 1 680 725 5 090 t 840	1 140 1 070 1 580 2 520 1 490 1 700 723 6 100 1 650

FAITS ET RÉSULTATS

o Rapprochement des sociétés de Bourse du Bouzet et Saiatoin Rou-let. – Les sociétés de Bourse du Bouzet (groupe BNP) et Saintoin Roulet ont décidé d'un rapprochement sous la forme d'une fusion-absorption de la seconde par la première, a annoncé lundi 29 juil-let la BNP dans un communiqué. Ce prajet de fusion, réalisé « au vu des complémentarités » des deux sociétés de Bourse, doit être sou-mis aux instances compétentes dans les plus brefs délais, ajoute la baoque. Le nouvel ensemble, dont la BNP restera l'actionnaire majo-ritaire, prévoit la créasion d'une filiale spécialisée dans la gestion de potrimoine.

a AKZO rachète ane usine de fils a AKZO reclète ane asine de fils palyesters à Goodyaer. — Le groupe chimique néerlandais AKZO a conclu un accord de principe avec le fabricant américain de pricus Goodyear Tire and Rubber Company pour lui racheter son usine de fils polyestere pour pneus située à Scottsboro (Alabama, Etats-Unis). Le montant de cette transaction s'éfève à envide cette transaction s'élève à environ 105 millions de dollars
(630 millions de francs). L'accord
définisif pourrait être conclu au
cours du quatrième frimestre
1991. L'usine de Scottsboro, qui
emploie environ 600 personnes et
dont la capacité de productioo
annuelle est de 15 000 tonnes,
poursuivra ses livraisons à Goodyear après le transfert à AKZO.
AKZO reprendra aussi la divisina
recherche dèveloppement de
Goodvear dans le domaine des fils de cette transaction s'élève à envi-Goodyear dans le domaine des fils polyesters. AKZO souligne que cette acquisition constitue un ren-forcement stratégique et opération-nel important de sa position sur le marche américaio du fil pour pneus. AKZO est un des plus importants producteurs de fils industriels au monde et est leader de ce marché en Europe.

□ Les Trois Saisses preunent pied an Portugal. — Le groupe français de vente par correspondance Les Trois Suisses a pris pied au Portu-gal en rachetant les ectivités de VPC du portugais Uniso Geral de Investimentos (UGI), qui pèse 60 millions de francs de chiffre d'affaires. Les Tmis Suisses ont déjà des filiales en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche, en Italie et en Espagne.

o Sumitorno veut racheter les parts da Chevron dans Valent. - La da Chevron dans Valent. — La société japonaise Sumitomo Chemical Co. négocie avec la firme américaine Chevmn Chemical Co. le rachat de ses parts (30%) dans Valent USA Corp., société en joint-venture formée par les deux entreprises. Valent avait été créée en Californie en 1988 et fabrique des produits agrochimiques. Les négociations ont été entreprises à la suite de l'aunonce par Chevron de soo intention de se retirer de la société.

o France Aquaculture so Mexique.

La société France Aquaculture vient de signer un accord pour investir au Mexique, en coopération avec deux groupes de ce pays: la société Novum, fitiale de Desc, l'un des principaux holdings industriels, et la Banamex, première banque commerciale. Les nouvelles sociétés assureront la production (écloseries et fermes de crevettes) et vendront aussi leurs produits et leurs services sur le marché mexicain. France Aquaculture est une filiale à 70 % de 5anofi (groupe Elf-Aquitaice) et d'Ifremer (Institut français d'exploitation de la mer) à 30 %.

 Messagerie : cinq postes nationales a'ailient à TNT. - Cinq services postaux nationaux ont décide de s'allier à l'un des trois plus gros groupes privés mondieux de messagerie internationale, l'aus-tralien TNT: unis au sein d'un holding, les postes française, sué-doise, allemande, canadienne et doise, allemande, canadienne el néerlandaise ont créé avec es groupe, qui en détiendre 50 %, une entreprise commune dont l'entrée en service est prévue pour le début de 1992. TNT est présent dans 182 pays et emploie 80 000 personnes. Pour les neuf prouters mois se terminaul à la filo mars 1991, ce groupe avait affiché une perte nette de 68 millions de dollars 1404 millions de francs) et evait vu baisser sa notation par Standard and Poor's.

tion par Standard and Poor's.

PARIS

Second marché (sélection)								
VALEURS	Cours		Dernier cours VALEURS		Demier cours			
Alcatel Cales Amault Associes B.A.C. Bigue Vernes Beiron (Ly) Boisset (Lyon) C.A.L-te-Fr. (C.C.L.) Carberton Cardif C.E.G.E.P. C.F.P.L. CNLM. Codetour Conforame Craeks Deuphin Dehres Densely Worms Ce. Densely Worms Ce. Densely Worms Ce. Densely Worms Ce. Editions Befond Europ. Propulsion Finecor	225 898 374 40 700 150 275 910 265 990 179 406 1600 499 915 326 60 132 230 240	3449 	Immob. Höreichen Insernt. Computer 1.P.B.M. Locs invests Locsmc Mana Comm Molex Publ Fapacch Racel Phone-Alp Ecu (Ly I S.H.M. Select invest (Ly I S M T Gouph Sopra TF1 Thermador H. R.Y. Lindog Viel et Ce Y. St-Laurent Groupe	885 160 90 248 75 116 50 151 400 760 286 160 102 389 130 265 40 270 195 90 764	248 75 114 70 400 260 271 40 334 269 195			
GFF (group.fon.f.)	139 70 219 90	139 90 214	LA BOURSE	SUR M	INITEL			
Grand Livra	384	385						
Gravograph	218	{	36-1	IAF	EZ			
Groupe Origny	673	985	30-16	J LE M	ONDE			

Notionnel 10 9 Nombre de contrat	6 Cotation	AT IF	ge du 29 juil	let 1 99 1		
COURS		ÉCHÉ	ANCES			
COURS	Sept. 91	Dê	c. 91	Mars 92		
Prioident	104,36 164,34		1.40	194,28 104,50		
	Options	sur notionn	et			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE			
THE DEALECTEL	Sept. 91	Dec. 91	Sept. 91	Déc. 91		
104	0,77	1,34	0,41	0,99		
Volume : 7 200		A TER	ME			
COURS	Juillet	A	rist	Septembre		
			1 767 L 786			

CHANGES

Dollar : 5,92 F

légère balsse mardi 30 juillet, cotant à Paris 5,92 francs contre 5,9440 francs la veille à la cotation officielle. Le mark se maintenail à 3,4020 francs contre

3,4016 francs lundi au fixing. FRANCFORT 29 juillet 30 juillet Doller (cs DM) ... 1,7456 1,7405 TOKYO 29 juillet 30 juillet Doltar (cu yens)... 138,10 137,83

MARCHÉ MONÉTAIRE (cffcts privés) Paris (30 juillet) 9 7/16 - 9/16 %

w-York (29 inidet)

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) 26 juillet 29 juillet Valeurs françaises .. 114,30 Valeurs étrangères .. 119,50 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice general CAC 469,70 467,03 (SBF, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 1776,66 1 757,90

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 26 juillet 29 juillet 2 972,50 2 985,24 LONDRES (Indice a Financial Tames v)
26 jurillet 29 jurillet
100 valcurs 2 589,30 2 595,00
30 valcurs 2 5903,50 2 011,30
Mines d'or 182,80 187,30
Fonds d'Etat 84,60 84,92 FRANCFORT 26 juillet 29 juillet . 1 605,64 1 605,57 TOKYO
29 juillet 30 juillet

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	RE DU JOUR UN MOIS DEUX MOIS		SHORE IND		X mots	58X 2901S	
	+ bas	+ best	Rep. +	ou dip	Rep. +	ou dip	Rep. +	on dip
\$ EU	5,9265	5,9280	+ 185	+ 195	+ 360	+ 380	+ 1000	+ 1060
\$ can.	5,1571	5,1606	+ 35	+ 53	+ 75	+ 106	+ 199	+ 272
Yen (100)	4,2996	4,3028	+ 76	+ 87	+ 155	+ 175	+ 528	+ 575
DM	3,4011	3,4040	+ 7	+ 22	+ 19	+ 40	+ 12	+ 64
	3,0174	3,0189	+ 94	+ 99	+ 19	+ 33	+ 20	+ 62
	16,5180	16,5260	+ 30	+ 80	+ 80	+ 180	- 20	+ 280
	3,8913	3,8949	+ 50	+ 64	+ 101	+ 121	+ 299	+ 358
	4,5527	4,5574	- 92	- 70	- 159	- 131	- 528	- 465
	9,9921	9,9976	- 158	- 129	- 252	- 206	- 604	- 475

TAUX DES FUROMONNAIES

IAOA DEG EGITORIORIARIES						
6 1/16 6 7 7/16 7 1/2 8 7/8 8 7/8 9 1/16 9 9 9 1/8 7 7/8 7 1/3/16 11 1/2 11 1/4 11 1/16 10 15/16	6 1/8 6 1/4 6 3/8 7 5/8 7 3/16 7 7/10 9 9 1/8 9 3/8 9 1/2 9 3/4 7 15/16 7 7/8 8 11 5/8 11 5/8 12 11 1/8 18 13/16 11					
	6 1/16 6 7 7/2 7 7/16 7 1/2 8 7/8 5 7/8 9 1/16 9 9 1/2 7 7/8 7 13/16 11 1/2 11 1/4					

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission:

36.15 LE MONDE Tapez RES

Siege social et bureaux . 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - Tél., (1) 49,27,63,00

INVESTIE EN ACTIONS JAPONAISES ET EN VALEURS FRANÇAISES

Valeur liquidative au 28.06.91 Performance du 28.12.90 au 28.06.91

F. 168,66 + 25.48%

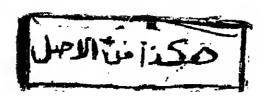
L'Assemblée Générale amuelle des actionnaires, réunie le 19 juin 1991 sous la présidence de M. Jacques DESAZARS de MONTGAILHARD, a opté pour la

CAPITALISATION INTEGRALE

des résultats de l'exercice clos le 28 mars 1991

COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE

1, rue Gaillon 75002 PARIS ᄗ **GROUPE CIC**



nature du traité stan

mun au Proche-Orient avec le aci-

in it que les
in it que les
in it une granin it a siene affine
in it esse transe

4 Pr.

H MONGE

(SES

• Le Monde • Mercredi 31 juillet 1991 19

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30		11101	1110				Cours relevés à 10 h
Company VALEURS Cours Premier Denser 5 cours cours +	······································	Rè	glement me	nsuel		Company VALEURS	Cours Premier Dernier cours
2981 CNE 35	Colm. 549 549 549 Corp Entropy 204 50 207 50 Compt Med. 1106 1100 1100 Concept S.A. 170 50 2170 50 Compt Med. 1106 2170 50 College S.A. 170 50 2170 50 2170 50 College S.A. 170 50 2170 50 2170 50 College S.A. 170 50 2170 50	Section Sect	VALERRS Princial cours princial cours cours princial cours princial cours princial cours princial cours and principle cours an	Second S	215 50 235 50 - 294 340 340 340 394 394 394 1196 1751 1151 -0 78 1156 1750 1150 135 133 19 133 10 - 1 41 129 90 140 140 +0 67 150 154 154 267 225 10 227 30 27 30 +0 94 231 70 212 90 212 50 +0 52 438 50 1	197 Enceson 205 Foot Motor 205 Ford Motor 217 Gencor 440 Geo Bect 250 Gen Mayors 400 Gen Betypen 400 Gen Betypen 21 Hambon PLC 11 Hambon PLC 121 Hambon PLC 121 Hambon PLC 122 Hambon PLC 123 Hambon PLC 124 Hambon PLC 125 Hambon PLC 126 Hambon PLC 127 Hambon PLC 128 Hambon PLC 129 Hambon Hamb	174 50 175 50 175 50 - 346 89 1 250 250 397 340 340 3410 320 50 150 30 160 30 175 50 1
660 CGP	Inst. Michest	940 - 0 63 1380 690 680 28	Salvepur Péri 250 875 875 Sanct 1800 Saul Chit. 234 Sappust Péri 1361 1366 1 1364 Schander 872 578 SCIAA 28 70 28 80 2	501 187 De Baers 2140 Deursche Bank 2140 Deursche Bank 32 Deursche Bank 280 Deursche Bank 285 Deursche Bank.	. 70 75.55 70.70 - 1.67 288.50	290 Unit Tedin. 440 Vasi Resis. Volkon. 350 Volko. Wisyons its. 240 West Desp. 340 Xanor Corp. 176 Zamba Cop.	470 408 50 405 20 - 1 1221 1227 1227 + 0
	Dernier Cours VALEURS	Cours Demier prés, cours	VALEURS Cours Dem	1/AI French			VALEURS Emission Rach
EmpLais BNCRE. 100 55 0 48 Comploss. 23 20 100.905 79.94 107.905 79.94 107.905 79.94 107.905 79.94 107.905 79.94 107.905 79.94 107.905 79.94 107.905 79.95 107.905 79.95 107.905 79.95 107.905 79.95 107.905 79.95 107.905 79.95 79.95 107.905	Métal Déploys Motal Déploy	814 554 103 50 105 207 50 337 50 337 50 337 50 337 50 337 50 337 50 337 50 337 50 338	Akro No. Sec. 361	Arbarrages Court.T	219 84 Fractions 22 752 85+ Fracti-Presser 10594 2298 92 Fraction 10594 605 91 Futurolis 1312 8695 78 Gastiot 11326	4 37 10437 BO Pré- 9 41 - 5007 BO Pré- 9 53 4 183 27 Ré- 1 180 04 Rent 1 180 05 BO	Section

Le général Christien de La Croix de Castries, qui fut, en 1954. le défenseur du camp retranché de Dien-Bien-Phu pendant la guerre d'Indochine, est décédé à l'âge de quatre-vingthuit ans. See obsèques seront célébrées jeudi le 1º eoût, à 14 heures, en l'église Seint-Louis des Invalides à Paris.

Né le 11 août 1902 à Paris, Christian de Castries est issu d'une illustre et ancienne famille qui devait donner à la France un maréchal, Charles de La Croix de Castries, ministre de la marine de 1780 à 1787 avant de diriger le cabinet de Louis XVIII en exil, et Armand de La Croix de Castries, qui prit part à la guerre de l'indé-peodance américaine avant de devenir pair de France. Ancien de Saumur, Christian de Castries, sur Tenace, puis sur Vol-au-Vent, a remporté de nombreux prix hippi-ques an Franca et à l'étranger avant la guerre de 1940. Il établit un record de saut en hauteur. Capitaine, il résista pendaot trois jours, le 6 août 1940, avec

ses hommes, à un bataillon alle-mand de chars appuyé par des avions. Blessé et fait prisonnier, il réussit à s'évader, après trois ten-tatives, en mars 1941. Il gagne le Maroc et, au sein des forces fran-çaises, prend part à la campagne d'Italie, au cours de laquelle il se bat sur le Garigliano et entre le premier à Sienne. Il participe à la campagne de France. A la tête de soo unité qo'il va mener jusqu'en Allemagne, il libère Thann (Haut-Rhin) et, une fois franchi le Rhin, s'empare de Karlsruhe, puis de Freudenstadt, pour ouvrir la voie aux Alliés en Forêt-Noire. Il fonce jusqu'en Autriche et, faisant passer

aux Alliés en Forêt-Noire. Il fonce jusqu'en Autriche et, faisant passer ses chars par le tunnel de l'Arlberg, il prend la ville de Sankt-Anton, dans le Tyrol.

Dès 1946, Christian de Castries est en Indochine. Il devient l'un des fidèles du futur maréchal Jean de Lattre de Tassigny, qui fut, entre 1950 et 1952, haut commissaire et commandant en chef en Indochine. Il commanda successi-vement le 2 régiment de spahis marocains, le groupement de Tabors marocains et le gronpe-ment mobile ol. Il est alors titu-laire de dix-huit citatioos, dont

commandeur de la Légion d'hon-neur. En août 1953, Christian de neur. En août 1953, Christian de Castries est colonel. Il commande ia 3º division de marche du Ton-kin et, avec elle, il est chargé des opérations « Brochet sud », « Le Loi » et, surtoul, de l'opération «Monette» sur Lai-Cac et Phu-

Nho-Quan. Entre décembre 1953 et mai 1954, le colonel de Castries, sur les ordres du général Cogny, va organiser la résistance de la garniorganiser la résistance de la garni-son française encerelée à Dien-Bico-Phu. C'est la plos graode bataille de la guerre d'Indochine, où, submergés par l'infanterie et l'artillerie du général victnamien Giap, les Français doivent se ren-dre après avoir subi de com-breuses pertes. Christian de Cas-ries recevra en pleme hataille, aes tries recevra, en pleme bataille, ses étoiles de général de brigade par parachute. Fait prisonnier avec ses hommes, il sera libéré après trois

mois de captivité. En 1956, le général de Castries commande la 5 division blindée. C'est à sa demande, en décembre 1959, qu'il est placé en deuxième section (réserve) du corps des offi-ciers géoéraux.

COMMUNICATION

maricot, une manifestatico qui n'a

ecssé d'élargir ses assises cultu-

relles. Cette année le grand prix du Festival (30 000 francs), attri-bué à Georges Pouvatchy de Tou-louse pour son film l'Ame du

joueur, est un véritable prix euro-régions puisqu'il est attribué pour la première fois à parts égales par les régioos Languedoc-Roussillon

et Midi-Pyrénées et par la Genera-

En outre, cette année, le Festival

vidéo, auparavani Festival d'Esta-

var dels paisos catalan, est devenu Festival d'Estavar et de Llivia. Uo changement d'identité lourd de

sens. Llivia est une enclave espa-

gnole de douze kilomètres carrés

eo terre française depuis 1659,

date du Traité des Pyrénées ratta-chant le Roussillon et la Cerdagne

La double identité du Festival

dénote la volonté des organisateurs de faire de cette manifestation une

des plus importantes reocontres

vidéo du sud, en accentuant son

Gabriel Botet, maire d'Estavar,

et Josep Viceus i Quintana, maire de Llivia, ont rappele le 28 juillet que « malgré la division en deux, les relations entre les deux com-

munes s'étaient maintenues à tra-

vers les échanges naturels des

migrations typiques de montagne et lo pratique commune de la langue

catalane ». Le Festival s'est achevé

sur le projet d'élaboration d'une charte da collaboration culturelle

entre les deux municipalités d'Es-

tavar et Llivia, qui devrait se

Après Jacques Barsach, auteur du premier film de diffusion euro-

culture et de la communication,

qui présidait cette année le festival

JEAN-CLAUDE MARRE

caractère transfrontalier.

litate de Catalogne.

à la France.

Américains et Européens en compétition au festival d'Estavar-Llivia

Vidéo sans frontières en Catalogne

PERPIGNAN

de notre correspondant

Des prés où paissent des vaches nullement dérangées par la proxi-mité de l'antenne captaot les trente-deux chaînes diffusées par le satellite ASTRA: tel est le décor qui aecueille le Fastival vidéo d'Estavar-Livia pour sa neuvième aonée. La petite commune rurale d'Estavar (360 habitants parmeoents et 2 000 en été) conjugue avec bonheur recherche technologique et enracioement dans le patrimoine culturel cerdan.

Estavar est un Festival généraliste ouvert à toutes les tendances vidéo, recherche formelle, fiction ou vidéo-art. Du 25 au 28 juillet, cinquante et uoe productioos étaient reteoues - parmi deux cent quatro-vingts envois provenant de toute l'Europe et des Etats-Uois pour participer à la compétition. Art-vidéo, reportages, documen-taires, fictions ou animation définissent les œuvres des participants réparties entre les calégories proionnels, amateurs ou étudiants.

Les projections sont entrecoupées de rencoatres sur le paysage audiovisuel eu Maroc ou en Hon-grie, sur la télévision de proximité et l'émission « Viure al pais», sur le Centre international de création vidéo de Montbéliard, etc. Cette année, une soirée-débat était également organisée autour de la pièce filmée Quatre dons i el sol de Jordi Pere Cerda, sur le rôle des femmes dans la transmissioo culturelle et sociale.

Un festival abordant sans exclusive tous les champs de la vidéo, tel était des l'origine le projet de Michel et Françoise Canal, deux enseignants qui ont fait naître, dans cette terre où les cultures se

MÉDECINE Commission europénne des droits de l'homme

La requête d'un hémophile français contaminé par le sida est déclarée recevable

La Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg a décloré « recevable » la requête déposée contre la France par un ci Une édition russe du mensuel Reader's Digest, – Le mensuel américain Reader's Digest vient d'annoneer le laocemeot début août d'une édition en russe. La direction du groupe américain hémophile contaminé par le virus du sida, et qui attend depuis quan'a cependant fourni aucune précitorze mois une décision adminisna cepenuant rourn aucune précision sur le tirage, le prix de vente et les réseaux de distribution qu'utiliserait cette nouvelle édition. trative sur sa demande d'indemni-sation. Soumis à des transfusions sanon. Soumis a des transtusions sanguines, ca Parisieo de vingt-huit ans, a appris, en juin 1985, qu'il était contaminé par le virus du sids. Il a présenté une qu'utiliserait cette nouvelle édi-tion. Un «numéro zéro» de cette édition russe dané du mois de mai a été réalisé. Il comprend notam-ment un sondage d'opinion effec-tué par l'institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS a uprés d'nn millier de jeunes russes de dix-huit à vingt-cinq ans. Le Reader's Digest est déjà vendu à 28 millions d'exemplaires et en vingt-huit langues à travers le monde. demande d'indemnisation, rejetée par le ministère de la santé, puis a porté l'affaire devant le tribunal administratif, le 30 mai 1990. Aucune décisioo n'est intervenue ce jour. La Commission européenne des droits de l'homme, a estimé que la durée « raisonnable » de la procédure avait été dépassée.

Le groupe Carat affiche une « sérénité active »

Une réunion en fin de semaine dernière entre le PDG d'Eurocom, M. Alain de Pouzilhac, et les diri-geants de Carat, MM. Francis et Gilbert Gross, a débouche sur un constat de désaccord. Mais Carat, en dépit de sa sérénité affichée, ne reste pas inactif. « En Espagne, en Italie au Rovas me-Uni et en Be gique, nous devrions continuer à travailler ensemble, car nous y com », assore un dirigeaot de

«Il n'y o d'ailleurs pas encore de modification d'actionnariat », ajoutet-il. Eurocom, actionnaire à 10,9 % de la holding Acsis (qui coiffe Carat), ne va pas céder cette participation immédiatement. En effet, le cours de l'action Aegis, pourtant en légère augmentation, n'était coté qu'à 1,89 livre à Londres le 29 juillet, alors que le cours moyen s'établissait à 2,44 livres pendant les premiers mois de 1991. On voit donc mal comment Eurocom pourrait récupérer les 300 millions de francs qu'il avait apporté co 1989, lors du emariage» entre les deux groupes

concrétiser pour la dixième édition du Festival vidéo, en 1992. Poor lenr part, les dirigeants d'Acgis ont prévu deux réunions d'analystes financiers, à Londres le 30 juillet et à Paris le lendemain. nne en haute définition c'est La récession publicitaire et les effets de la guerre du Golfe sur les Alain Brunet, talentueux trompet-tiste de jazz et membre du cabinet investissements des annoccents de Jack Lang, ministre de la devraient se traduira par nne baisse des résultats financiers d'Aegis. Mais le nom du nouveau vidéo. Outre le grand prix attribué à l'Ame du joueur, le jury a partenaire de Carat pour l'achat d'espace en Europe ne devrait pas être révélé à cette occasion. « Les occordé son prix spécial (15 000 francs) à Paramy, de Sergi Riera (Barcelone), et le prix de l'Association an film les Demiers Aristocrates, de Pierre Delattre candidats sont nombreux et nous ne sommes pas pris de court », dit-on à la direction.

La volocté de ne pas abattre ses cartes est aussi vive chez Euro-com. La quête de oouveaux alliés, à laquelle se livrent les deux as partenaires depuis les prémices de leur rupture, devrait donc donner lieu à de nouveaux chassés-eroisés dans le milieu publicitaire international.

JOURNAL OFFICIEL

est publié au Journal Officiel du mardi 30 juillet

UN DECRET: - Nº 91-734 du 24 juillet 1991 portant modification du code du domaine de l'Etat et relatif aux cessions et locations d'immembles acquis ou aménagés par le fonds pour l'aménagement de l'île-de-

Après sa rupture avec Eurocom

« Cette rupture n'est pas un drame, elle ne nous gêne ni nous menace et nos clients continuent à nous manifester leur confiance », nous a déclaré un membre de la direction du groupe d'achat d'espace publicitaire Carat, visiblement décidée à prendre avec séré-nité la fin de son alliance avec le groupe publicitaire Eurocom, rompue de façon univoque le 29 juillet par la filiale d'Havas (le Monde du

nel, ton Dieu. Le Penthièvre, app 203, 35000 Rennes.

> Les familles Brénac, Deransart, Tiab. Pech, Bugès, out la douleur de faire part du décès de

survenu le 28 juillet 1991, à Cahora. Les obséques seront ediébrées le mer-credi 31 juillet, à 14 h 30, dans le pro-priété familiale de Parnac (Lot),

M= Jacques Castot. née Jacqueline Renotte, Les docteurs Michel et Anne Castor, M. Diendonné et M. Mario-Francoise Duriez-Costes.

Anne Claire et Pauline, ses petits enfants, ont le peine de faire part du décès de

survenu le 26 juillet 1991, à l'âge de

Me Jacques Drouin, Ses enfants, Ses petits-enfants Et arrière-petits-enfants, Et toutes les familles, ont le chagrio de faire part du décès de

ML Jacques DROUIN survenu le 26 juillet 1991, dans sa qua-tre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu à Poilly-sur-Sereiu, le 29 juillet, dans l'intimité familiale.

89300 Novers. 9, rue Pérignon, 75015 Paris.

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

CARNET DU Monde

Ses obséques out eu lieu au temple de l'Eglise réformée de Moutredon-

« L'Elernel veillera sur ton départ, comme sur ton arrivée. Dès mainte-nant et à toujours. »

Cet avis tient lieu de faire-part

30, rue Camille-Raband, 81100 Castres.

Mª Anna Epstein,

son épouse, Flore et Jacques Abergel,

Nadine et Thierry Sotto et ieurs filles, Marc et Anne Sayag

Eric Sayag, Cyril et Renand Epstein, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

et leur fille, Catherine et Stephane Boujnal

Roseline et Adolpho Szysg. Gérard et Danièle Epstein,

Valérie, Frédéric et Daniel Abergel,

enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abraham EPSTEIN,

dans sa quatro-vingt-cinquième année.

nde Swirsky,

et leur fils.

Ps. 121, 8.

Elisabeth de Comte,

sa petite-fille, M= Jean Cazanobes

Labessonié (Tarn).

Naissances

BOTH-MATHUSEN

unt la juie d'annoncer la naissance d Christopher,

le 16 juillet 1991, à La Nouvelle Orienns (Louisiane).

1919 Broadway, New-Orleans (USA). 11, rue de Sèvres, 75006 Paris.

- Nantes, le 24 juillet 1991.

Eloise est entrée dans la vie de Mirelle et Philippe

Leur bonbeur se partagera désorpra

Mireille PAICHARD et Philippe SOLER 12, tue Alain-Colas, 44200 Nantes.

> **Décès** - Les familles Gundlich, Jouso,

Cheminean et Guériu ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, M= BENZAKI survenu le 21 juillet 1991.

M. et M. Pierre Lahmière,
 M. et M. Philippe Bodin,
 M. et M. Jean-Louis Genicoa,
 M. et M. Jean-Didier Bodin,

M. et M. Jean-Dioler Bools
ses enfants,
M. et M. Laureni Dumas,
M. et M. Jacques Bodin,
Pierre Bodin,
Catherine Genicon,
Philippe et Marc Bodin,
ses petits-enfants,

Sophie Dumas, Pierre Bodin. ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès d

M. Jacques BODIN, ingénieur des Arts et Manufactures, expert honuraire de la liste oational établie par la Cour de cassation, chevalier de l'ardre national de Mérite

survenu le 24 juillet 1991, dans sa qua-tre-vingt-troisième aunée.

Les obsèques out été célébrées Rennes, dans l'intimité familiale.

e Quand tu passeras par les eaux, je seral avec toi et quand tu passeras par les fleuves, ils ne le noieront

» Quand tu marcheras dans le feu. tu ne seras point brûlé, et la flamme ne l'embrasera pas, car je suis l'Eter-Esuce Ch, XI, 3.

- Cabors. Parnec.

M. Hagaette BRÉNAC, professeur d'histoire et de géographic

es cofants, Déodat, Isabelle, Raphaelle, Marine,

M. Jacques CASTOT, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de l'ordre national du Mérite,

La cérémouie religieuse a été célé brée dans l'intimité familiale.

- Poilly-sur-Serein.

THESES

 Mes Maurice de Comte, Bertrand et Marilyne, Sylvie et Alain, Osaka, Tukyo, Paris.

Ses frères et ses sœurs, Ses neveux et ses uièces, Romaric Sulger Bilel, André et Mitsuko Sahar, M= Pein carantous
et ses fils,
M= Raymond Morin,
Ses parents et alliés,
ont is douleur de faire part de la disporition de

survenu à Paris, le vendredi 26 juillet 1991.

Maurice de COMTE, contrôleur général des armées (CR), commandeur de la Légion d'honnour, Une cérémonie religieuse sera célé-hrée le mercredi 1 l' septembre, à 9 heures, à la pagode houddhique du surveaue le 18 juillet 1991, dans sa

- Le directoire de Guerlain SA a le vif regret d'annoncer le décès de son directeur du Sud-Est assatique

Un service religieux, suivi de l'inhu-mation, aura lieu le mercredi 31 juillet, en l'église Saiut-Plerre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à 15 h 30.

- Chupouosr. Lyon. Eguilles.

M. René Paille, Michelle et Louis Valette, Marie-Françoise et Nicolas, Genoviève Paille, Violaine et André Rajon, Marie-Pascale et Richard et leurs enfants. Christophe et Patricia, Olivier et Murielle, Anne-Christine, Claire-Agnès et Sébastien, Tous leurs parents, alliés

Et amis, ont la douleur de faire part du décès, à

Les obsèques suront lieu le mardi 30 juillet 1991, à 15 heares, au cime-M- René PAILLE,

Ni fleurs ni couronnes.

- Son épouse Béchira, née Karoui, Ses enfants, Khélil Hafedh et son épouse Sihem,

Houda et son mari Adel, Les familles Ghalloussi, Karoui, Hsoutt, Ezzine, Noureddine, Sediri, Hsmdl, Boudali, Tlatli, Ben Salah, Aonadlah, Ghorbel, Khessairi et Haddécès de leur cher et regretté

Mohamed Hed GHALLOUSSI, svocat près la Cour de cass

surveno le 26 juillet 1991, à Paris. Mes Béchira Ghalloussi avenue Taieb-Mehiri,

8000 Nabeul (Tunisic). - Roger Gouze, on éponx, Alain Gouze, er Colette

Colette Robin, Michel et Fanny Gouze, Valérie et Olivier, Laurent et Esther Gouze et Alexandra, Emmanuèle et André Bostsarron, Raphsēl, Irène et Rémi, ses culants et petits-enfants Simone Ispard.

SA SCEUE, Christine et Roger Hanin, Danielle et François Mitterran es beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Lucienne GOUZE,

surveou le 27 juillet 1991, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. L'intumation aura lieu le vendredi 2 soft, à 14 heures, au cimetière de Cluuy (Saōne-et-Loire), où l'on se réu-

101, boulevard Raspail, 75006 Paris.

M= Bertrand Lepine, née Vigerie mère, M= Hélène Lepine,

Thomas Lepine, son fils,
Olivier Lepine,
son frère, sa femme et leurs enfants,
Mª Doris Zanger,

sa belle-sœur, Les familles Lepine, Vigerie, Monod ont la douleur de faire part du décès de

Dominique LEPINE, eteur de recherche au CNRS, survenu brutslement à son domicile, le 29 juillet 1991.

nercredi 31 juillet, à 14 h 30, su cime-Cet avis tient lieu de faire-ourt.

La cérémonie civile sera célébrée le

Et tous ses amis, unt le profonde l'ristesse du faire part du décès de

Toshi MOON.

9, rue Léon-Vaudoyer, 75007 Paris.

Pacifique centre.

M. Roger MORLET-DUSIGNE.

survenu à l'âge de quarante-cinq ans, le vendredi 26 juillet, à l'Hôpital uméri-caiu de Neuilly, à la suite d'une longue

Jean-François et Magdeleine Paille.

Ses funérailles ont eu lieu mardi 30 juillet 1991, à 16 b 45, en l'église de

« Ma lumière et mon salut, c'est le Seigneur, v

- M. Charles Maj, M- Helène Maj, mrs entants,

M. Odile Gandon,

M. Muccel Dysteinah, M. Marie rysterman, rurs enfants,

M. Paul Hercot, Me Eva Hercot, ont la tristesse de faire part du décès de

M- Ann PICK,

sorvenu le 26 juillet 1991, à l'âge de

L'inbumation aura lieu le 31 juillet, u cimetière de Bagneux.

Rendez-vous à la porte principale du cimetière, à 11 b 30.

Ni fleurs of couroones

Cet avis tient lieu de faire-part. - M. et M= Jean-Claude Zyiber-

ses enfants, Nicolas et Julien

M. et M= Georges Rubin et leurs enfants Danièle et Alain, M= Shoshana Diugin et son fils Eytan,
M. et M= Aizik Zylberstein

M. et M= Alzik Zytberstein
et kur fils Anatole,
ses frère, sœur, beau-frère, belles-aœurs,
neveux et nièces,
M. Elie Rosenstein,
M= Renée Halpera,
M= B. Wisnnia,
M et M= N. Boulese M. et M= N. Brukerz

et M. et M= S. Galazka, ont la tristesse de faire part du décès de M- Blanche ZYLBERSTEIN, née Rubia.

Les obsegoes seront célébrées le endi 1° août, à 16 heures, au cimetière Cet avis tient lien de faire-part.

urvena le 27 juillet 1991.

14 bis, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris. <u>Anniversaires</u>

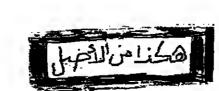
 Paris (Seine). Pérois (Hérault).
 Sarist (Dordogne). Pierre Frédéric BOYÉ nous a quittés il y a un an, le 27 juillet 1990, à l'âge de vingt-deux ans.

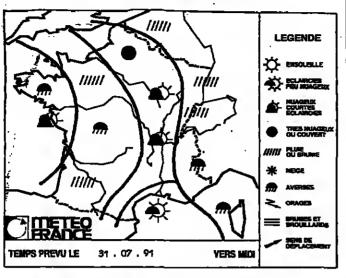
Que ceux qui l'uut connu, aime, se

CARNET DU MONDE rts : 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques ... Abonnés et actions saires _ 80 F

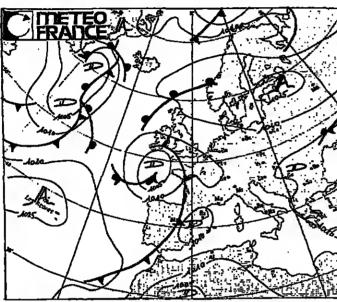
Communicat, diverses 95 P

Thèses étudients





SITUATION LE 30 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



Jeudi : retour du soleil. - Sur un quart nord-est, c'est-à-dire de la Lor-raine et de l'Alsace jusqu'à la région Rinne-Atpes, la matinée sera bien nua-geuse. Des précipitations faibles pourront encore se produirs cà et là, en particulier sur le relief. Mals en cours

En Corse, la journée débutera égale-ment sous de fréquents nuages mais ils se disloqueront pour laisser place au soleil,

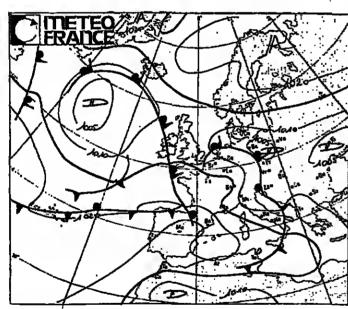
Partout ailleurs, après dissipation de quelques brumes locales, les éclaircies seront larges. Les passages nuageux

(.'

restsront très limités. Catte journée sera marquée par un bon ensoleille-

Le mistral et la tramontane faibliront puis disparaîtront.Les températures minimales nerges comprises entra 13 degrés et 16 degrés en général, localement 18 degrés aur les côtes méditerranéennes, Les lempératures maximales varieront de 21 degrés à 23 dagrés près des côtas de la Manche, de 23 tiegrés à 25 degrés sur le reste de la moitié nord, et jusqu'à 28 degrés vers le sud du pays.

PRÉVISIONS LE 1" AOUT 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximu - minima at tampa observé Valeurs extrêmes relevées entre ile 30-7-91 la 29-7-1991 à 18 heures TU et le 30-7-1991 à 6 heures TU								
BORDE	FRANC 0 TZ AUX ES	27 17 D 20 16 N 25 14 C	TOURS.	SE 28 FIRE 33 TRANGE	15 P 26 N	MADRID. MARRAK	ECH_ 29	15 C 22 D
CAEN_ CHERB CLERK	OURG NT-TER	21 16 N 29 15 C 34 14 N	ALGER AMSTER ATHERI BANGKO BARCEL	DAM 28 S 29 K 32 ONE 29	17 D 22 N 26 C 23 D	MONTRÉ MOSCOU NAIROBI NEW-DEL NEW-YOR	28 22 23 34 34 34 34 34 34	14 D 12 D 10 D 25 C 17 N
LILLE LEMOCH LYON MARSE	S	29 17 N 26 12 0 13 18 N 10 21 D	BERLIN BRUXEL COPENH DAKAR	DE 22 26 29 AGUE 25	17 D 15 D 16 D	PALMA-DE PEKIN RIO-DE-JA: ROME	#A.i 31 27 24 32	12 D 22 D 20 P 18 D 18 D
NANTE NICE PARIS-I PAU	10N778_	5 16 C 26 18 N 11 17 C 12 14 N	GENÈVE HONGKO ISTANBA JÉRUSA	NG 30 NG 31 NL 29 LEM 30	14 D 20 C 21 D 17 D	TUNES	20 34 33	25 C 16 D 12 D 27 N 19 D
STRASE	NAN	3 17 P 9 14 D	LISBON	IB 24 S 29 SELES 22	16 D 18 C 16 N	-		16 D 20 D 14 N
Averse	B	C convert	ngaste cigl	Ciel Dungens	Ouste	P	tempèle	neige

TU = temps universel, c'sst-à-dire pour la France : heure légele moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

TF 1 20,40 Cinéma : Salvador. # Film américain d'Oliver Stone (1985).

22.45 Magazine : Combien ça coûte?
Michel-Edouard Leclare; Micro-trottoir : qu'est-ce qui coûte le plus cher au kilo?; Dossiers : vol en magasin; coût et rapport de la tour Effel; prix d'une invention; coût d'un déternu pour le collectivité : système D : voltures moine chères; Coup de folie : status au Musée Grévin.

23.45 Série : Des voix dans la nuit.

0.50 Journal Métée. Trafic infos

0.50 Journal, Météo, Trafic infos et Bourse.

A 2

20.45 Cinéma : Soleil de nuit. a Film américain de Taylor Hackford (1986). 23 00 Cinéma :

y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme? a Film américain de Jim Abrahams (1986). 0.30 Magazine :Les Arts au soleil. 0.35 Journal et Météo.

FR 3

TF 1

20.45 Téléfilm : Je tue il. 22.10 Journal et Météo.

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.

14.25 Feuilleton : Côte Ouest. 15.15 Série : Tribunal. 15.45 Club Dorothée vacances.

19.00 Feuilleton : Santa Barbara,

13.45 Feuilleton : Falcon Crest. 14.30 Série : Le Retour du Saint.

15.20 Série : Espionne et tais-toi, 16.20 Série : Drôles de dames,

19.00 Jeu : Question de cherme.

20.45 Jeux sans frontières, Thème : les films d'épouvante.

Bigard. Humour et imitations.

0.15 Série : L'Homme à la valise.

13.30 Amuse 3 vacances. 14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi. 15.30 Feuilleton : Le Conquête de l'Ouest.

23.00 Magazine : C'était Dim Dam Dom. 23.58 Journal et Météo.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune. 19.45 Divertissement : La Bébête Show.

20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto. 20.45 Série : Marie Pervenche.

Piece de Peter Yeldham et Donald Churchil, Mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Evelyne Grandjean, Darry Cowl, Rolande Kalis.

23.50 Journal, Météo et Bourse.

17.10 Série : Texas police, 18.05 Feuilleton : Riviera. 18.30 Jeu : Une famille en or.

19.55 Tirage du Loto.

22,15 Théâtre :

A 2

18.45 Magazine : Giga.

18.05 Jeu: Des chiffres

20.00 Journal et Météo.

FR 3

18.33 Série : Maguy.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; 🗆 Film à éviter ; a On peut voir ; a a Ne pas manquer ; 🛮 🗷 🗷 Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 30 juillet

22.30 ► Mardi en France. Bugatti's Follies. 23.25 Magazine : Espace francophone. 23.55 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Karaté Kid 3. □ Film eméricain de John G. Avildsen (1989). 22.15 Flash d'Informations. 22,25 Cinéma : Made in Heaven, a Film américain d'Alan Rodolph (1987) (v.o.).

20.45 Série: Desperado.

22.30 Téléfilm: Visions.
Poursuivi par un assessin et per la police.

0.00 Journal de la nuit.

0.10 Demain se décide aujourd'hui.
Invité: Devid Henderson, chef du dépanament économie et statistiques de l'OCDE.

M 6

20.35 Téléfilm : Le Trésor des sudistes. Pendant la guerre de Sécession. Une jeune héroine passionnée. 22.15 Série : Equalizer.

23.05 Magazine: Culture pub.
Comment communique la police?; Le
monde selon zap: les télévisions scandi-

naves; La saga des marques : le shampoing

Oop. 23.30 Magazine : Le Glaive et la Balance. 0.20 Six minutes d'informations 0.25 Musique : Boulrock'snd hard.

LA SEPT

21.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner, par l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. : James Levine.

FRANCE-CULTURE

20.10 Le Pays d'ici. A Conques (Aveyron) et à Nasbinais (Lozère). 21.00 Ecrire le pays. Quetrième ren

écrivains francophones.
22.00 Un livre, des voix.
Dévadé, de Réjean Duchanne (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne.

0.05 Du jour eu lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Discothèques privées. Rolf Lieberma 21.30 Haiku.

22.00 Concert (en direct du Festival de Mont-peffier): Concerto pour pieno et orchestre en fa mineur op. 114 (Reger); Une vie de héros (Richard Strauss).

Mercredi 31 juillet

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Angolsse sur la ville. 15.05 Jerry Lewie Show. 15.40 Téléfilm : Le Meurtre de Mary Phagen. (2º partie). 17.35 Série : Sols prof et tais-tol. 18.00 Canaille peluche.

18.30 Dessin animé : Tiny Toons. 18.50 Top 50. 18.50 Flash d'informations.

19.35 Dessin enimé : Les Simpson, 20,00 Les Nuls... l'émission. 20.30 Cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma:

Dérapage contrôlé. #
Film américain de James William Guercio (1972), Avec Robert Blake, Billy « Green »
Bush, Mitchell Ryan.
22.45 Flash d'informations.

Mort d'un commis voyageur. a M Film américain de Volker Schlöndorff (1985). Avec Dustin Hoffman, Kate Reid, John Malkovich (v.o.). 1.05 Cinéma:

Plus féroces que les mâles, M Film britannique de Ralph Thomas (1966). Avec Richard Johnson, Eike Sommer, Sylva Koscina.

LA CINO

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.55 Série : 200 dollars plus les frais.
16.45 Youpi I Les vacances.
17.45 Série : Cap dangér:
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.

19.30 Feuilleton: Des jours et des vies

22.00 Divertissement : Rire A 2.
Rire connexion. Avec Pierre Palmede, Didier
Gustin, Valerdy, Eric Le Roch, Jean-Marie 20.40 Journal des courses.

20.45 Téléfilm : Point de non-retour.

Un cameramen disparaît à Madrid...

22.30 Téléfilm :

Le Femme chassée La promenede toume au cauchemar. 0.05 Journal de la nuit.

 Demain se décide aujourd'hul. Invité: Didiar Kunstlinger, directeur général de la banque OBC. Magazine : Ça vous regarde.
Thème : comment j'ai décroché de la dro-

M 6

13.40 Série : Dis-donc, papa.

16.50 Jeu : Zygomusic. 17.20 Série : L'Homme de fer.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Herlem Désir, président de SOS-Ra-

18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journel de la région.

16.20 Magazine : Objectif Tintin.
Alerte rouge sur la planète bleue : l'environnement et les animaux en danger. Invités :
Vincent Ridoux, d'Océanopolis ; Claude
Sastre, du WWF; Le grand reporter : Alein

20.05 Divertissement : La Classe. 20.45 Téléfilm : Une femme libérée. Un mère de famille sa rebiffe. 23.05 Journal et Météo.

23.25 Magazine : 52-Rue.
0.20 Musique : Carnet de notes.
West Side Story (Tanigiri), de Bernstein,
par Katia et Marielle Labèque, pianos.

14.05 Série : Le Mythomane. 15.40 Variétés : 6leu, blanc, clip. 18.45 Jeu : Hit hit hit hourra.

18.10 Série : Mission impossible 19.00 Série : Le Petite Maison dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Téléfilm : Trois femmes, un étè... Trois histoires d'amour.

22.15 Téléfilm : Un sale boulot.
Trafic de résidus toxiques. 23.45 Six minutes d'informations.

23.50 Sexy Clip. LE PLAISIR DE SORTIR.

MODE D'EMPLOI Le Monde

CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

LA SEPT

17.00 Théâtre : Les Tu et les Toi ou la parfaite égalité. Mise en scène de Bernard Sobel. 18.00 Magazine : Mêgambr. Spécial funk.

19.00 Documentaire : Histoire parallèle. 20.00 Documentaire : Le Corps à l'ouvrage.

1. Les Pieds dans la tête.

21.00 Documentaire : Peace in our Time. 22,40 Cinéma : Les Montagnes de la lune. ■ Film franco-portugais de Paulo Roche (1987).

FRANCE-CULTURE

20.10 Le Pays d'ici. A Conques (Aveyron) et à Nasbinals (Lozère). 21.00 Ecrire le pays. Querrième rencontre des écrivains francophones.

-22.00 Un livre, des voix. Le-Fou de Schéhéra-zade, de Leila Sebbar (rediff.). 22.40 Musique : Nocturne.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda,

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Discothèques privées.

21.30 Concert (en léger différé du Festival de Salzbourg) : Becchus et Ariane, de Roussel ; Gloris pour soprano, choeur et orchestre, de Poulenc ; Nueges, Fêtes, Sirènes, de Debussy ; La Velse, de Ravel, par l'Orchestre national de France et le Choaur de Radio-France, dir. Georges Prêtre ; sol. : Barbara Hendricks, soprano.

23.22 Nuit persane en Avignon.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT L Idéale pour bien embresser, - II. II lui faut du temps pour faire changer les choses. — ill. Finit par se faire beaucoup de mal. N'agit jamais à la hâte. — IV. Possessif. Offre à certains maintes occasions de faire une « touche ». — V. Portent des balles. Préposition. — VI. Sources d'élévation. - VII. Est bon pour des bonbons. Cité hongroise. - VIII. Fait « gagner ». - DX. Y aller par quatre chemins. Fait le pluie mais pas le beau temps ! - X. Crée des oppositions. Réfléchi. - XI. Bruit. Peut éliminar des favoris.

VERTICALEMENT VERTICALEMENT

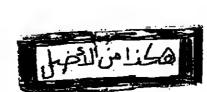
1. De quoi se donner de l'air. – 2. Fait un tour.
Préfixe. – 3. S'intéressent à des affaires de taille.
– 4. Grand fumeur. A beaucoup lutté contre le mal. – 5. Le meilleur ami d'un capitaine. S'est fait un prénom dans la chanson. – 6. On le fit changer. Matière à traveiller. Na permet pes de conclure. – 7. Pronom. Fit des ronds dans l'eau. – 9. S'étand sur le lit. Est parfois patit. – 9. Sue. 8. S'étend sur le lit. Est perfois petit. – 9. Sus-captible de plaire. Faire les cent coups.

Solution du problème nº 5573

Horizontalement I. Ministres. – II. Agencées. – III. Comu. – IV. Ere. Loirs. – V. Apis. – VI. Osa. Testé. – VII. Intrusion. – VIII. Noter. Ors. – IX. Ebène. Nié. - X. Lö. Lu. - XI. Semeur.

Macédoines. – 2. Igor. Snob. – 3. Néré.
 Attelé. – 4. Inn. Renom. – 5. Sculpture. – 6. Té.
 Oies. Nu. – 7. Rémission. – 8. Es. Toril. –

GUY BROUTY



Le Monde

La préparation d'une conférence de paix sur le Proche-Orient

Malgré la prudence de Washington Moscou et Jérusalem sont optimistes

Israël a indiqué hindi 29 juillet – à la veille du sommet soviéto-américain de Moscou – que la prochaine visite à Jérusalem du secrétaire d'Etat américain James Baker devrait permettre de régler les demiers problèmes avant le convention de la c de régler les demiers problèmes avant la convocation d'une conférence de paix au Proche-Orient. Même optimisme à Moscou, où le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessnertnykh, e déclaré que la conférence de paix devrait «se tenir avant la fin de l'année», ajoutant : «C'est le meilleur mament ». M. Baker s'est montré plus réservé : «L'occasion est proche, mais il faut voir encore si elle existe waiment ou s'il y a encore quelque chose à règler», a-t-il dit.

M. George Bush, pour sa part.

M. George Bush, pour sa part, interrogé dans son avion présidentiel, alors qu'il se rendait à Moscou, sur un prochain retour de M. Baker au Proche-Orient, e répondu: «Je n'envisage pas cela, M. Baker n'ina pas dans l'immédiat.» M. David Lèvy, le

chef de la diplumație isreélienne, evait déclare, evant son départ pour l'Egypte lundi main, que M. Baker se rendrait à nuuvean en Israël adurs les prochains jours » pour clari-fier certaines questions laissées sans réponse lors de sa dernière mission de paix dans la région.

> La construction d'une «grande ville»

M. Bush a par ailleurs répété qu'il o'avait pas encore reçu de réponse d'Israël. Il n'a pas voulu dire si des invitations formelles à cette conférence sessient faites par hi-même et par M. Gorbatchev lors de leur sommet de Moscou mardi et mercredi, ajoutant qu'il allait examiner cette russition autre serie bestelleurs extré stion avec son homologue sovié-

Le premier ministre israélien, M. Shamir, a affirmé lundi que son pays o evait pas l'intention de «vivre

éternellement le sabre au clair». Il n ajouté qu'il choisirait «la voie royale qui est celle du renouveau d'Isnaèl», sans préciser en quni cette voie consistait.

Pour sa part, le ministre israélien de l'babitat, M. Ariel Sharon, a annoncé lundi la construction d'une «grande ville» des deux côtés de la «ligne verte» qui séparait – avant la guerre des Six jours - Israël de la Cisjordanie. Il a ajouté, devant des entrepreneurs, que son ministère avait entamé les travaux d'infrastrucavait entanté les travaux d'infrastruc-ture. Cette ville – qui postera le nom d'Avnet Hefetz – sera érigée près de Tulkarem, au nord de la Cisjordanie. Elle fait partie d'un plan de construc-tion de localités israéliennes tout le long de la «ligne verte». M. Sharon a indiqué également que la moitié des nouvelles constructions au cours des prochaines années auront pour site la eligne verte», la Cisjordanie et Jéru-salem.

Cette déclaration intervient quel-ques heures après l'appel lancé lundi par les Douze aux dirigeants israé-liens pour qu'ils fassent un geste en direction des Etats arabes en gelant leur politique de colonies de peuple-ment dans les territoires occupés afin de acquettre la réunion proide d'une de permettre la réunion rapide d'une conférence de paix sur le Proche-

A Tunis enfin, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, s affirmé hundi la nécessité de préserver les droits nationaux du peuple palestinien, dont en premier lieu la «Ville sainte de Jéru-salem». Dans une déclaration faite à l'issue d'un entretien avec le prési-dent tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, M. Arafat e souligué qu' «il ne saurait y avoir de place pour une poli-tique visant à exchire la représentation de Jérusalem » et relevé que cette position était «conforme à l'initiative de paix » exposée par M. Busb devant le Congrès en mars. — (AFP.)

Selon Amnesty International

Les Palestiniens des territoires occupés ont «très peu de chances » de bénéficier de procès équitables

Les Palestiniens ont a très peu de chances » de bénéficier de pro-cès équitables devant les tribunaux militaires israéliens dans les territoires occupés, co raison des « vices de forme » du système judi-ciaire, affirme Amnesty International dans un rapport publié mardi 30 juillet à Londres.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, les suspects sont sytémetiquement victimes de toctures et de mauvais traitements pendaot les loterrogatoires. Amnesty est « sérieusement préoc-cupée » par l'ensemble de la procé-dure judiciaire – de l'arrestation

arbitraire des suspects jusqu'à la fin de leur procès - en vertu de laquelle des milliers de civils pelestioiens sont jugés ebaque année. Le rapport affirme que les personnes ioterpellées soot déte-nues au secret pendant de longues périodes après leur arrestetioo. Leurs evocats et leurs familles ne soot souvent pas autorisés à les voir pendant cette période et bien au-delà, selon le rapport.

«Il existe clairement des cas de tortures et de sévices en Israel et dans les territoires occupés. Les pri-sonniers sont particulièrement vulsonniers sont particulièrement vul-nérables à de tels traitements lors-

rieure, affirme Amnesty. Les déteous sont privés de nourriture et de sommeil, fréquemment battus, en particolier sur les organes géoitanz, et emprisonnés dans des cel-lules minuscules, sombres et gla-cées, que les prisonnlers gérateur ».

Amnesty eppelle le gooverne ment israelien à introduire d'un gence des mesures de sauvegarde contre la torture et les sévices en prison et à garantir l'équité des procès des prisonniers palestinis - (AFP.)

Après un attentat d'Amal

Représailles israéliennes au Liban sud

Trois miliciens pro-israéliens de l'Armée du Liban sud ont été tués, luodi 29 juillet, per l'explosico d'une charge télécommandée de forte puissance. Cette attaque a été reveodiquée, à Beyrooth, par le mouvement chiite Amal, pro-syrien. Aussitôt, plusieurs villages, sous le cootrôle d'Amal ou du Hezboliah pro-iranien et sitoés hors de la « zone de sécurité » créée par Israël, ont été la cible de bombardements faisant cinq morts et douze blessés, eiosi que de considérables dégâts dans les habi-

tations, a indiqué la police. Dans les territoires occupés, un ieune Palestinien a été tué lundi par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion d'une manifestation, à Silouad, en Cisjordanie occupée. A Jérusalem, un jeune Palestinien e été « lavidé et agressé à l'arme blanche par trois Juifs », selnn la radio israélienne. Uo colon juif a sussi été blessé mardi d'un coup de couteau donné par un Palestinien, à Hébron. - (Reuter, AFP.)

télécommunications, n'avait pas moment de son errestetion, quelques capsules d'insuline pour soigner son diabète et il e l'hôpital militaire de Tananarive. A son avis, la volonté de conci-Ratsiraka dimanche n'est qu'un «signe de faiblesse de la part d'un homme sur la défensive e, qui aurait d' lancer sa proposi

«Aujourd'hui, il n'y a plus

A Madagascar après le discours du président Ratsiraka

«On le tient, il va lâcher...»

L'opposition a rejeté, fundi 29 juillat, iss concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoira enlevés au cours des demiers jours, dont le « premier ministre », M. Albert Zafy, et s'est engagée à continuer sa campagne de contestation commencée il y a sept semaines. Pour sa part, la France, dans un communiqué du Quai d'Orsay, «se réjouit des propositions de dialogue » du chef de l'Etat malgache et « espère qu'un consensus pourre être trouvé avec toutes les composantes de la nation ».

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Abandonné par sas raviaseurs dans une ruelle obscure da «Tana», un bandeau sur les yeux, M. Jean-Jacques Rekoto-niaina, président du Mouvement démocrate-chrétien, e été recueilli, lundi soir, par les gar-diens de l'hôtet Culbert. Lui aussi bénéficiait de la mesure de clémence en feveur des personnelités de l'apposition annoncée quelques heures plus tôt per les eutoritée, mesure qui annulait lee mandats d'arrêt lancés contre les responsables du Comité des forces vives, Visiblement épuisé, il raconte, d'une voix faible, sa séquestration pendant sept jours « dans une cabane, assis toute la journée sur le bord du lit, les yeux bandée, palant da froid at nouri d'un peu de riz et de manioc apportée par des geòliers cagoulés et muetsc.

Enlevé quelques heures après se a prise de fonction e eu ministère de l'industrie et des mines, il e eu moins de chance que les trois aures eministres bis», qui ont été hébergés dans les locaux d'une ceserne de gendarmerie où ils disposaient de quelque confort. « Plus détarminé que jemals c. M. Rakotoniaina envisageait de retourner, evec see compe gnons d'infortune, sur la place du 13-Mai-1972, haut-lieu de la contestation dapuis cinquente SHOTIN du secrétaire générel de son parti, M. Lims Rakotoson, probablement enlevé kui aussi.

« Un homme sur la défensive »

La magistret Jonerivelo, eministre bis» des postes et eu le temps d'emporter, eu dane echevé sa détention à liation axprimée par le président tion de gouvernement d'union nationale il y e un an déjà, lorsque l'opposition le lui deman-dait.

d'alternative e conclut-il, se fai-

sant l'écho du ton général des L'ambianca aur la pleca se résumeit dans ces mots aptimiatas d'un étudiant qui comme beaucoup d'eutres avait, à l'appei du Comité des forces vives, refusé de passer son bae snus la présant régime : « On la tient. Il ve

A le tribune, Ma Thérèse Zafy, petite femme énergique. épouse du premier ministre de transition, incame cette détermination depuis l'arrestation de son mari. Ella galvanise la foule par son discours, qui n'e pourtant nen de celui d'une pasionaria : « Mon mari n'a pas eu paur lorsqu'ils sont vanus l'arrêter, et vous non plus vous na craignaz rian », ajoutent qu'elle evait oublié de « mettre des cheussettes dens son

«Paris IBche Ratsiraka»: une nouvelle banderole faisant référence à un titre de la presse parisienne avait fait son epparitinn, jundi, sur la piece. Les sans équivoque : « Nous lutterons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à son départ. »

«Il doit laisser son fauteuil...»

Le pesteur Richard Andriemenjeto, porte-parola du Comité des forces vives, s'étonnait que le président, qui « dit écoutar la voix da son peuple n'ait pas encore compris qu'il doit laisser son fauteuil», Quant aux effets désastreux de le grève sur l'économie, il en rejetait la responsabilité sur le gouvernement, qui « ampêche nos minietree de remettre le paye en route, blequent s système économique».

Le général Jeen Rakotoerison, «chef de l'Etat bis», résumelt, dene eon intervention, l'impression générale : «Le dis-cours du président vient trop tard. . Un manifestant ajoutait : « En sa montrant conciliant après une attituda arrogenta l'Etat montre qu'il perd du terгаіп. е

Espoir de reprise du dialogue : le titre de «unec du Journal de Madegascar sur le « président rassembleur» était déjà dépassé à la mi-journée. Il semble que l'oppositinn snit, de pouveau, unie avec le retour. plece du 13-Mei, epràs une semaine d'ebsence, du chef du MFM, qui a'était désolidarisé du e forcing a engegé par les « durse du Comité des forces vives. M. Manandafy Rakotonirina, qui prônait la continuation du dialogue avec la président, e gagné la tribune sous les sifflets de is foule. Lundi, les manifeatants, revigorés, ne voulaient croire qu'en leur victnire, sana charchar à sevoir quand et comment le pouvoir finirait par céder.

JEAN HÉLÈNE

MAURITANIE: libération des buit chefs de l'opposition. - Une amnistie géoérale pour toos les erimes ou délits d'etteinte à la sûreté de l'Etat a été promulguée, par ordonnance, lundi 29 juillet. Les principenx bénéficiaires en sont les huit chefs du Front démo-cratique uni des forces du changement, mouvement d'opposition elandestin, fondé par M. Messaot Ould Boulkheir. - (Reuter, AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 juillet

Timide amélioration

Après deux séances de baisse, une timide améliorstion était observée mardi matin à la Bourse de Paris. En légère progression de O,11% au début des transactions les valeurs françaises se mainte naient à ces niveaux une heure plus tard. Hausse de CCMC, Ecco, Bail Investissement. Baisse de Cré-dit national, Immobilière Phénix.

OUVERT Juillet et Août DE LA SIMPLE RETOUCHE **AU PLUS BEAU VĒTEMENT** avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE

à partir de 2 490 F PANTALONS 830 F VESTONS 1 660 F 3 000 tissun Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILEURS, JUPES, VESTES COSTUMES D'ÉTÉ

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES **LEGRAND Tailleur** 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du landi au vendredi de 10 h à 18 h

ARTS ET SPECTACLES

L'ESSENTIEL

VOYAGE **AVEC COLOMB**

Genes, ville cruelle ...

ETRANGER

Les Douze et la crise yougoslave La CEE propose d'étendre à la Croatia les tâches de la mission

SOCIÉTÉ

Fausses factures dans l'immobilier Soixante inculpés - dont deux

du général de Castries Le défenseur du camp de Dien-

CULTURE

Eddy Mitchell à Fréjus Hommage à la division Daguet 10 « Turandot » de Busoni à Montvellier

Le kaléidascope eonore d'un compositeur singulier 10

SCIENCE MEDECINE

 Les traitements incertains du side e La planète des songes e Lea enfants et le divorce · Houles et vants minietu-

ÉCONOMIE

De nouveaux crédits pour l'Algérie M. Bérégovoy en visite à Algar 14 Le différend maritime franco-canadien Les ministres des deux pays a'af frontsnt au tribunal erbitral de

Démission du ministre polonais de l'industrie L'« sffeire Ursus » relence le

débat sur les privatisadans ... 15 COMMUNICATION

La rupture Carat-Eurocom Le groupa Carat affiche una

Services

Admissions aux grendea Annonces classées 16-17 Carnet Marchés financiers 18-19 elpoloroètèM Mots croisés..... Radio-Télévision

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1991 a été tiré à 474 066 exemplaires Les Cinq étudient la possibilité d'alléger éventuellement l'embargo contre l'Irak Les ambassadeors des cioq fin août selon les m

A l'initiative de la France

membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont entamé lundi 29 juillet des consultations - à l'initiative de la France - pour discuter d'un evant-projet de résolution visant à alléger l'embargo cootre l'Irak. La France souhaite que soit soumis rapidement au Cooseil un oouveau projet, dont une premiere version e été préscotée anx répresentents des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine, pour améliorer la situation alimentaire des populations civiles irakiennes.

Jeudi dernier, les quinze membres do Conseil s'étaient séparés sans avoir pris oucune décision. après avoir commencé à analyser les éléments d'un projet de rés tion définissant oo cadre pour l'al-lègement de l'embarga décidé à l'encontre de l'Irak depuis près d'un an. Néanmoins, cette résolu-tion, qui devait fixer les mécaoismes destinés à contrôler de bout en bout les probables conséquenees de cette dérogation, ne devrait pas être adoptée avant la

Après l'interpellation de femmes

traniennes insuffisamment voilées

Manifestation

à Ispahan

Des affrontements ont opposé plusieurs ecotaines de personnes aux forces de l'ordre vendredi 26 juillet à Ispahan, deuxième ville d'Iran, lorsque la police a interpellé des femmes dont le voile n'avait pas été jugé conforme au code vestimentaire islamique parce que leur visage était « trop découvert ». Selon le journal Salam de Téhéran, mi a ranocnté

solom de Téhéran, qui a rapporte ces incidents - les premiers de ce type depuis la révolution islamique de 1979, - environ trois cents per-

soanes ont été arrêtées par la police, qui s tiré en l'air. Par ailleurs, un incendie a ravagé pendant quelques heures, lundi, plusieurs parties du

grand bazar de Tébéran, principal

lieu d'échenges économiques mais aussi politiques de la capitale. La télévision a estimé que le sinistre, qui a causé d'importants dégâts matériels, était « probablement d'origine criminelle». – (AFP, Reuter.)

diplomates de l'ONU. La France a donc estimé nécessaire d'accélérer les tractations, étant donné la gravité de la situation en Irak.

A Washington, entre-temps, le leader de la minorité républicaine au Sénat e proposé lundi d'autori-ser le président Bush à user, si oécessaire, de la force poor détruire le potentiel oucléaire de l'Irak. Dans une déclaration faite devant la Chambre haute américaine, le sénateur Bob Dole e indiqué qu'il défendrait un amende-ment en ce sens lors de l'examen prévu cette semaine par le Sénat d'un projet de loi sur le budget de

A Bagdad, le président irakien Saddam Hussein s déclaré – à la veille du premier anniversaire de l'invasion do Koweit per son ermée – que soo peuple « a vaincu» la coalition anti-iralcienne car il e refusé de se laisser « humilier ». M. Saddam Hussein n en outre dénoncé les dirigeants arabes qui se sont rangés contre lui dans le conflit du Golfe. – (AFP.)

A Bruxelles Nouvel échec des négociations sur un espace économique européen

Les donze pays de la CEE et les l'AELE au marché des produits de pt de l'Association européenne de la pêche de la CEE, l'aide financière Les douze pays de la Cirl et les sept de l'Association européenne de libre échange (AELE) ont subi un nouvel échec dans leur tentative de créer un espace économique commun, hundi 29 juillet, à Bruxelles. Malgré plusieurs heures de négociations, la CEE et l'AELE (composée de la Soisse, l'Autriche, la Suède, la Finlande, l'Islande, la Norvège et le l'iechtenstein) n'ont pas pu wancer des pays de l'AELE aux régions de la Communauté en retard, et les Liechtenstein) n'ont pas pu wancer sur les trois dossiers les plus sensi-bles de cette négociation : le libre accès pour les pays maritimes de

C ALLEMAGNE : Des sympathiaants de la RAF incondicat un entrepôt de Renault. – Des sympa-thisants du groupe terroriste alle-mand d'extrême ganche Fraction armée rouge (RAF) unt incendié, luodi 29 juillet, on entrepôt de camions du groupe Renault près de Cologne. L'incendie a causé environ I million de DM de dégâts. Une

Commission européenne, M. Frans Andriessen a affirmé à la presse qu'il o'y avait « plus d'échéance » ponr boueler ees oégociatioos, entamées eo juillet 1989, et qui devaient aboutir d'abord en join dernier, puis fin juillet, - (AFP.) lettre signée par un «groupe pour un trouvée sur les lieux de l'attentat emprisonnés de la RAF. Le porte-parole du parquet fédéral, M. Foerster, a estimé que les anteurs ont agr par solidarité evec les terroristes du

groupe fraoçais Action directo

emprisonnés en France. - (AFP.)

1 _____

modalités de traversée de l'Autriche et de la Suisse par les poids-tourds de la CEE. Le vice-président de la